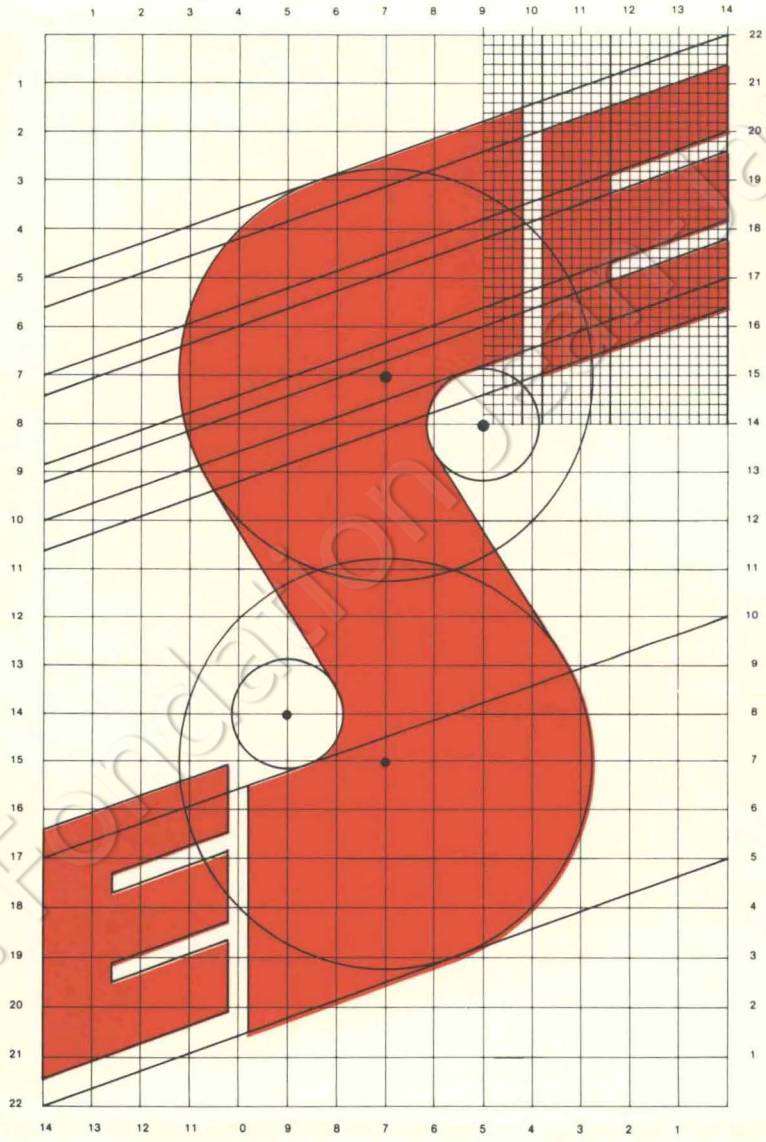
Socialistas por Europa
Les Socialistes pour L'Europe
Socialists for Europe
Sozialdemokraten für Europa



XIV CONGRESO DE LA UNION DE PARTIDOS SOCIALISTAS DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

9-10 Abril 1985

Coll. Fondation Jean Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Actes du XIVe Congrès de l'Union des Partis socialistes de la Communauté européenne les 9 et 10 avril 1985 à Madrid

Coll. Fondation Jean-Jaurès

INDEX

page

Enrique Tierno GALVAN 3
Felipe GONZALEZ 5
Joop den UYL 7
Mauro GIALLOMBARDO 14
Rudi ARNDT 17
Election 24
Eneko LANDABURU 25
Bettino CRAXI 32
Willy CLAES 38
Jacques DELORS 49
Gwyneth DUNWOODY 59
Anker JØRGENSEN 63
Ben FAYOT 68
Dick SPRING 72
Georges DEBUNNE 77
Stanley Clinton DAVIS 81
Hans KOMBRINK 85
Mario SOARES 88
Alfonso GUERRA 92
Lionel JOSPIN 101
Klaus von DOHNANYI 107
Karel van MIERT 114
John HUME 118
Maarten van TRAA 122
Jacques HUNTZINGER 124
Margherita BONIVER 126
Raymonde DURY 128
Murphy MOROBE 130
Felipe GONZALEZ 132
Résumé des interventions 142

Enrique Tierno Galvan
Maire de Madrid



Monsieur le Président,
Messieurs les Membres du bureau,
Chers Amis, chers Camarades,

Aujourd'hui, la ville de Madrid est particulièrement heureuse, non seulement parce que les deux capitales ibériques se retrouvent dans la Communauté, mais aussi parce qu'elle réunit en son sein des personnalités aussi illustres du socialisme européen.

Madrid est très heureuse que se réunisse ici un Congrès qui d'une manière ou d'une autre, ainsi le veut la doctrine, luttera pour la paix, éprouve de l'attachement pour elle et la conservera. La Ville de Madrid est d'autant plus heureuse que le socialisme européen est un socialisme qui aime la paix. Elle est contente et satisfaite de l'organisation de ce Congrès à Madrid parce qu'il s'agit d'un Congrès qui va activer l'intégration européenne et que c'est un rêve qui nous animait déjà depuis quelque temps.

La vieille idée européenne d'une certaine unité à tous les niveaux rend la ville heureuse car celle-ci estime que plus les villes se rapprochent, plus il est possible de lier des liens d'amitié. L'existence des partis politiques relève de la raison d'état mais cela ne relève pas nécessairement de la réalité des villes qui est la paix et c'est pourquoi, nous sommes, nous les Madrilènes extrêmement satisfaits qu'un Congrès se tienne ici à Madrid et soit dédié à la paix et à la Communauté européenne.

Cette vieille ville qui, en son temps, fut la capitale d'un immense empire vous reçoit avec amabilité, avec amour. Nous vous souhaitons un Congrès fructueux avec des résultats concrets, et afin que nous puissions, nous Madrilènes, nous sentir heureux d'avoir organisé ce Congrès ici, nous vous offrons ce que nous pouvons vous offrir ; ce n'est pas une ville très grande, c'est une ville pacifique qui aime la paix et qui souhaite l'intégration européenne. Donc bienvenue à tous à Madrid !

Felipe Gonzalez,

Premier Ministre espagnol
Secrétaire général PSOE



Monsieur le Président, Chers Camarades,

L'organisation du Congrès de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne en séjour à Madrid est un événement politique d'une ampleur indubitable. Il s'agit d'un événement qui en fait doit se replacer dans l'histoire de l'Europe.

Il y a dix ans, un événement identique était absolument inimaginable en Espagne.

Seuls les illusions et les projets d'avenir étaient possibles pour les démocrates et pour ceux qui faisaient de la liberté leur drapeau. Dans cette situation, il y a dix ans, le Parti Socialiste se trouvait à cheval entre l'utopie et la pratique avec la réalité désolante et la foi d'un peuple qui est capable, sans traumatismes, d'opérer une transition commune ; le chemin parcouru depuis lors jusqu'au moment où nous nous rencontrons ici, est pour moi l'une des expériences les plus singulières qu'un parti socialiste ait jamais connu en Europe. Je l'affirme, non pas avec une certaine vanité, mais avec un orgueil certainement légitime parce que les luttes et les efforts du passé sont récompensés par les fruits que nous cueillons à l'heure actuelle.

Dans cette lutte et dans le cadre de cet effort constant, nous avons toujours constaté votre appui permanent et la solidarité de l'Union des Partis qui ont constitué des éléments clefs et quelquefois décisifs de ce progrès. C'est la raison pour laquelle je voudrais ici publiquement vous remercier, ainsi qu'au nom de tous les Espagnols, pour le passé et pour le présent.

Je vous remercie également de nous avoir admis à l'Union des Partis Socialistes comme membre de plein droit au sein de l'Union bien avant même que l'adhésion de l'Espagne au sein de la Communauté ne se présente comme une perspective certaine. Ce fut une démonstration de

confiance fraternelle que nous avons essayé de respecter toujours, et ceci bien entendu, permettait de penser que nous puissions résorber au préalable nos inquiétudes sur l'avenir de la Communauté et je ne puis que souligner la coïncidence heureuse entre ce Congrès et la finalité des négociations en vue de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté. Pour cette raison également, je souhaite élargir aussi mes paroles de reconnaissances aux partis socialistes qui composent l'Union. Je souhaite les remercier pour leur travail constant opéré en faveur de l'adhésion.

Depuis le début, je sais que vous avez appuyé la cause de l'élargissement communautaire et ainsi ce fut le premier mouvement qui a mis en marche un processus désormais irréversible. Pour ceux, que ce soit du gouvernement, de l'opposition, depuis les tribunes officielles, depuis la rue, vous tous avez contribué d'une manière efficace à ce que soient célébrés les accords d'il y a à peine dix jours, et pour tout cela je vous remercie vivement et je suis convaincu qu'à ce remerciement en toute bonne foi, s'unissent tous les Espagnols.

Vous me permettrez également, sans toutefois oublier toutes les contributions qui ont été apportées au cours de ce processus, de me référer aujourd'hui donc à des efforts déployés par le Président Craxi et son Ministre des Affaires Extérieures au cours de ce semestre de Présidence italienne : il a été dévoué, il a été habile, il connaît bien la politique européenne, et tout ceci a absolument été décisif pour que cette adhésion se produise précisément maintenant, et je le remercie spécialement pour cet engagement spécifique.

Comme conséquence logique de cet effort consenti, je vais vous demander encore autre chose, à savoir que tous contribuent afin que l'adhésion devienne une réalité à partir du premier janvier 1986 par le truchement de la réalisation de toutes les démarches qui sont légalement nécessaires à cet effet.

L'adhésion de l'Espagne au sein de la Communauté, est un projet politique de grande envergure et qui dépasse de loin l'aspect conjoncturel, tant sur le niveau espagnol qu'au niveau européen.

Au niveau espagnol parce que toutes les forces politiques ont assumé ceci comme une réalité tant dans la politique extérieure à long terme, que dans la politique intérieure.

Au niveau européen, je dirai que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal n'est pas uniquement l'adjonction de deux pays à la Communauté européenne, mais ceci nous permet d'envisager avec stabilité une certaine unité politique, géographique et sociale. Ces deux facteurs sont reliés entre eux de manière permanente — au même titre que la dimension historique de l'Espagne au cours de cette intégration.

Je dirais que l'unité européenne se complète par l'adhésion de ces deux membres sincèrement européens.

Mes chers camarades, je suis convaincu qu'au cours de ces deux jours de congrès, vous n'oublierez pas cette dimension historique et le moment historique que nous sommes en train de vivre.

Et ceci est vrai, tant pour le Portugal et pour l'Espagne que pour la Communauté elle-même.

Je suis convaincu que vous allez approfondir l'analyse de la situation européenne actuelle et que vous allez définir les propositions pour son avenir d'un point de vue socialiste, c'est-à-dire à partir d'un point de vue démocratique, progressiste et solidaire. Nous allons travailler ensemble et de manière intensive afin d'offrir aux citoyens européens un projet mobilisateur et porteur d'espérances.

Retroussons les manches, mettons la main à la pâte et je vous souhaite la bienvenue en Espagne, mes chers camarades.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Joop den Uyl

Président de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne



Camarades,

C'est un plaisir exceptionnel de nous réunir aujourd'hui à Madrid, la capitale d'un pays qui n'est plus candidat à l'adhésion, mais va entrer dans la Communauté européenne dont il fait partie dès aujourd'hui pour nous. Après des années de négociations laborieuses, l'élargissement a fini par devenir réalité, un élargissement que les socialistes ont toujours préconisé car la Communauté européenne n'était pas complète sans l'Espagne et le Portugal.

Nous n'en sommes pas pour autant au bout de nos efforts ; au contraire, le véritable travail doit seulement commencer et il ne sera pas aisé, mais l'effet paralysant que les négociations d'adhésion ont eu sur le fonctionnement de la Communauté européenne, avec toutes les conséquences que cela implique, peut à présent faire place à un nouvel essor de l'Europe. J'ai la certitude que nos amis espagnols et portugais joueront un rôle important et positif dans cette nouvelle Communauté européenne. C'est pourquoi nous leur souhaitons de tout cœur la bienvenue !

L'accord d'adhésion intervient juste à temps pour épargner le spectacle de l'échec et de la désintégration à la Communauté. D'aucuns décrivent les années écoulées comme les plus difficiles de la Communauté, les difficultés étant aggravées par la crise économique mondiale et la division interne croissante due à une longue période d'indécision.

Il est indéniable que ces dernières années, la Communauté européenne n'a pas su réagir de façon appropriée à la récession économique et à l'aggravation du chômage. Elle n'a pas réussi à éviter une baisse du niveau de vie et des coupes dans le système de protection sociale. Elle n'a pas joué de rôle décisif dans la lutte contre le désordre monétaire international croissant. Elle s'est contentée de rester à l'arrière-plan face aux tensions croissantes opposant les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Certains signes laissent heureusement présager une évolution favorable. Après des années de négociations infructueuses, le problème dit britannique semble provisoirement résolu. Un mouvement s'amorce en faveur de la réforme des institutions et d'une amélioration de la prise de décision. Une nouvelle Commission a été mise en place, qui inspire partout la confiance, notamment grâce à la personne de son Président, Jacques Delors. Mais c'est surtout le consensus relatif à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal qui renforce la confiance en soi de la Communauté. Il est la preuve que les intérêts nationaux peuvent se subordonner à ceux d'un ensemble plus vaste. Il marque l'acceptation de la solidarité. Car n'oublions pas qu'en Espagne, et a fortiori au Portugal, le revenu par habitant est inférieur de plus de moitié à celui des pays riches de la Communauté. Pour des socialistes qui croient à l'égalité des droits de l'homme, le choix en faveur de l'élargissement s'imposait d'emblée.

Où en sont les socialistes européens après des années de stagnation en Europe ? Quel sens donnons-nous au slogan de « Socialistes pour l'Europe » ? Nous ne croyons pas à la supériorité politique ou culturelle de l'Europe. En revanche, nous avons la conviction que les grands problèmes de notre époque ne peuvent être résolus à l'échelle nationale, qu'il s'agisse de lutter contre le chômage, de participer aux nouvelles technologies, de combler le fossé qui nous sépare du Tiers Monde, ou d'assumer les responsabilités qui incombent à l'Europe en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité.

Opter pour l'Europe ne signifie pas que nous devons renoncer à notre identité et à notre culture nationales. C'est dans la collaboration, la concertation internationale que réside l'avenir. Quoi de plus facile à accepter pour des socialistes ? N'avons-nous pas été et ne sommes-nous pas traditionnellement le principal mouvement international du monde ?

Nous les socialistes, les internationalistes, faisons un choix réel et ce bond qualitatif en avant dont chacun parle à l'heure actuelle. En Europe, ce bond qualitatif implique que les socialistes optent pour la Communauté européenne car elle offre le seul cadre institutionnel permettant de concrétiser la coopération européenne.

Nous n'avons pas le choix. A défaut de politique commune, les pays européens ne réussiront pas à redresser l'économie ni à réprimer le chômage. C'est à juste titre que la Commission des Communautés européennes place la construction du marché commun au rang des priorités fondamentales. Le fait est que de 1965 à 1984, plus de 30 millions de nouveaux emplois ont été créés aux Etats-Unis et que le chômage y a diminué de quelques points ces dernières années. Je ne donnerai pas l'évolution américaine en exemple pour l'Europe. La création d'emplois aux Etats-Unis est allée de pair avec le démantèlement du système de protection sociale, déjà insuffisant. Le nombre des nouveaux emplois sous-rému-

nérés est tel que les économistes parlent à juste titre de l'apparition aux Etats-Unis de relations de travail comparables à celles du Tiers Monde. La dégradation des conditions de travail est scandaleuse. Les usines où les ouvriers sont exploités rappellent le 19ème siècle. Le rapport intérimaire du groupe de travail présidé par Willy Claes explique parfaitement pourquoi les Européens ne souhaitent pas suivre l'évolution américaine. Toutefois, l'histoire nous enseigne que c'est précisément en période de mutations technologiques rapides que les avantages de la grande échelle se font sentir. La réalisation d'un véritable marché commun en Europe est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour augmenter le nombre d'emplois en Europe. Elle ne sera efficace que si elle va de pair avec une restructuration judicieuse de l'industrie, de l'agriculture et des services. Ce processus doit s'appuyer sur un système monétaire européen renforcé. La mise en œuvre du SME en 1978 a constitué en fait la dernière initiative européenne avant l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Dans l'intervalle, ce fut le marasme. L'existence du SME a sans aucun doute amorti les effets de la crise mondiale en Europe.

Le dollar est incontestablement surévalué à l'heure actuelle. Une forte chute de la devise américaine aura des effets déstabilisateurs. La proposition, formulée il y a deux ans par le Président Mitterrand, de convoquer une conférence mondiale visant à renforcer le système monétaire international, reste d'actualité. Toutefois, elle ne sera que d'utilité restreinte à moins d'être basée sur un SME renforcé qui permettra de faire face au dollar et au yen dans la maîtrise des courants de capitaux. C'est sur cette base qu'un nouveau Bretton Woods doit être conclu.

Nous n'avons d'autre choix que de développer les efforts communautaires afin de combler notre retard dans l'application des nouvelles technologies. Il suffit de voir à quel point le retard enregistré dans le domaine des télécommunications, des techniques de l'information et de la biotechnologie affaiblit la position de l'Europe. Les programmes communautaires spécifiques destinés à rattraper ce retard revêtent une importance majeure. Il serait toutefois erroné de penser que les efforts européens doivent être calqués sur les exemples américain et japonais. C'est précisément dans le choix des projets dans lesquels elle se spécialise que l'Europe pourrait affirmer sa spécificité. L'examen critique que la Communauté doit faire des orientations de la nouvelle technologie doit constituer un défi pour les socialistes. En Amérique, le développement de la technologie est dans une large mesure dicté par les impératifs de la défense. Les commandes passées aux nouvelles industries représentent 40 % du budget renforcé de la défense. L'Europe doit ou bien suivre passivement une évolution comparable, ou bien choisir des options propres qui contribuent à améliorer la qualité de la vie plutôt qu'à augmenter constamment le budget de la défense. Les nouvelles technologies peuvent entraîner d'importantes pertes

d'emploi. Nous courons le risque d'une « croissance sans emploi ». Cela signifie qu'il importe d'encadrer l'évolution technologique par des accords entre organisations patronales et syndicales à ce sujet. Cela signifie également qu'il est indispensable de pratiquer une politique orientée vers la réduction systématique du temps de travail.

La crainte qu'une stricte réduction de la durée du travail ne nuise à la compétitivité de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et au Japon est bien compréhensible. Je juge pour ma part inquiétante la passivité de la nouvelle Commission face à cette initiative. La réduction systématique du temps de travail à 35 heures dans les prochaines années constitue à juste titre l'objectif de la Confédération européenne des syndicats. Certes, le rythme et les modalités de cette réduction peuvent varier d'un pays européen à l'autre, mais à défaut d'une politique coordinatrice de la Communauté, la réduction du temps de travail risque de faire long feu et le chômage, de rester intolérablement élevé.

Pour remporter la lutte contre le chômage, il faut se battre sur plusieurs fronts à la fois : encourager hardiment l'offre et la demande, renforcer la stabilité monétaire, restructurer la production, innover dans le domaine technologique et social et réduire le temps de travail individuel.

Dans le discours enthousiasmant qu'il a prononcé en janvier devant le Parlement européen, Jacques Delors a justement observé qu'il est plus aisé de décrire des objectifs que de s'accorder sur la façon de les réaliser. Les objectifs politiques se heurteront à la divergence des intérêts nationaux si la prise de décision ne s'améliore pas dans la Communauté. La survie de la Communauté en dépend. C'est grâce au Parlement européen qui a clairement exposé ce problème dans son projet de traité relatif à une Union européenne que la Communauté européenne déploie de sérieux efforts à ce propos à l'heure actuelle. La prise des décisions du Conseil à la majorité et dans un délai déterminé, l'entière participation du Parlement européen aux travaux législatifs, le renforcement du rôle exécutif de la Commission sont autant d'aspects essentiels de l'amélioration des relations institutionnelles. Les propositions du comité Dooge vont, à mon sens, dans la bonne direction. Je me félicite par conséquent de la proposition de réunir une conférence intergouvernementale, notamment sur la base du rapport du comité et du projet de traité du Parlement européen.

La Communauté devra concrétiser la solidarité interne. Cela exige des moyens financiers suffisants. La suppression des entraves intérieures, qui revient en fait à une intégration sans frais, ne profite presque exclusivement qu'aux pays industrialisés du Nord. A terme, cette politique divisera la Communauté en aggravant le clivage Nord-Sud, déjà observable à l'heure actuelle. De ce point de vue aussi, je me réjouis que l'Espagne et le Portugal viennent renforcer le poids politique du Sud. Nous ne devons jamais oublier que la Communauté est fondée sur la solidarité interne. Cela

implique également qu'elle doit élaborer une politique méditerranéenne intégrée, dotée des crédits nécessaires pour pouvoir être véritablement efficace. Une telle politique est coûteuse. Elle exige un examen attentif de l'efficacité de la politique en vigueur. La politique agricole commune ne manque pas de retenir d'emblée l'attention à ce propos. Ses objectifs initiaux restent, à mon sens, valables quant au fond, mais elle a pour effet de maintenir les surcapacités et la production d'excédents. Une production excédentaire constante est inadmissible, certainement si l'on tient compte des besoins du Tiers Monde.

Les partis socialistes de la Communauté européenne ont toujours considéré la Communauté comme un instrument permettant de combattre la pauvreté dans le monde. La crise a bloqué la croissance du revenu des pays en voie de développement. En Afrique, le revenu par habitant baisse depuis 1970. Le dialogue Nord-Sud marque le pas. Le nouvel ordre économique international, accepté en 1976 par tous les membres des Nations unies, est tombé dans l'oubli. Personne ne parle plus de « négociations globales » qui devraient en particulier accroître les possibilités d'exportation des pays du Tiers Monde. Le paiement des intérêts et l'amortissement des dettes entraînent actuellement un afflux net de capitaux des pays pauvres vers les pays riches. Le Président Nyerere déclarait ces derniers jours : « Nous ne pouvons pas nous redresser ou établir un nouvel équilibre sans une injection massive de capitaux étrangers. A défaut, nous ne pouvons pas mettre la production, les transports ou les machines au service de la croissance, ni dans le domaine agricole, ni dans les autres secteurs de notre économie. » Et « L'internationalisme fait place à l'usage exclusif du pouvoir ».

L'écart absolu du revenu par habitant des pays industrialisés et des pays du Tiers Monde est actuellement le triple de ce qu'il était il y a 30 ans. Compte tenu, précisément, de l'extrême misère de l'Afrique, il convient de se demander s'il n'appartient pas à la Communauté de faire une percée. La Communauté devrait prendre plus explicitement position, mettre fin au transfert net de capitaux en provenance des pays en voie de développement, éliminer les mesures protectionnistes frappant les produits en provenance de ces pays, s'opposer, au sein du FMI, de la Banque mondiale et des organisations des Nations unies, à une politique qui appauvrit les pauvres. Une politique de développement européenne devrait consister à prendre des responsabilités essentielles à l'égard de l'Afrique et à agir en conséquence.

Le monde a besoin d'une force politique qui ne soit pas une superpuissance et n'ait nul besoin d'en devenir une. Il est indispensable pour l'équilibre mondial que les pays en crise puissent faire un choix qui ne se limite pas aux Etats-Unis ou à l'Union soviétique — les conflits locaux ou régionaux risquant dans ces conditions de dégénérer en un conflit Est-Ouest — et solliciter l'aide indépendante de la Communauté européenne. Cela exige

toutefois que la Communauté mette de l'ordre dans ses propres affaires intérieures.

Une politique étrangère sans fondement économique se réduit à une rhétorique creuse. Seule une politique étrangère basée sur des considérations économiques permettra à la Communauté européenne de dénoncer, par exemple, l'intervention scandaleuse des Etats-Unis dans diverses institutions financières internationales où ils exercent des pressions politiques et économiques pour éviter que des prêts soient accordés à des pays comme le Nicaragua.

Pour des socialistes qui refusent la partition du monde entre l'Est et l'Ouest, le pouvoir trop restreint que l'Europe exerce sur la scène internationale doit constituer un motif supplémentaire pour accélérer l'intégration européenne. L'aspiration d'une Europe dotée d'une personnalité, d'un profil politiques propres s'est renforcée dans la mesure où sa dépendance en matière de sécurité s'est accrue. Comment l'Europe assure-t-elle sa sécurité maintenant que les superpuissances se dissuadent mutuellement d'engager une guerre nucléaire en utilisant des armes qui visent également le territoire européen ? Comment l'Europe peut-elle obtenir l'arrêt de la course aux armements et la conclusion d'accords prévoyant une réduction des armes et du potentiel de dissuasion ? Un grand nombre de nos partis sont concernés par ces questions en tant que membres de l'OTAN. La France et la Grande-Bretagne disposent de leur propre force nucléaire. Plusieurs partis socialistes ont des discussions approfondies au sujet d'une politique de défense susceptible de réduire les menaces actuelles. Même depuis l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, l'Europe reste plus vaste que la Communauté.

Les partis socialistes devront parvenir à un consensus dans le cadre de l'I.S. pour conjurer les nouvelles menaces. Quant à moi, je ne peux m'empêcher de considérer la mise au point de systèmes visant à utiliser l'espace à des fins défensives ou offensives comme une nouvelle étape fatale dans la course aux armements. À l'instar de George Ball, j'estime que le « programme de guerre des étoiles du Président Reagan transformera l'espace en un nouveau champ de bataille, accroîtra le risque d'une catastrophe et renforcera la capacité de l'homme à détruire la civilisation ». Pour ce qui est de la Communauté européenne, elle ne doit ni ne saurait renoncer au développement des nouvelles technologies. L'idée de François Mitterrand selon laquelle la Communauté pourrait élaborer un projet de construction dans l'espace d'une station d'observation non militaire mérite d'être approfondie et soutenue dans son principe. L'Europe doit être en mesure de contrôler elle-même les arsenaux.

Provisoirement, l'avenir du socialisme en tant qu'élément du pouvoir international réside essentiellement dans la Communauté européenne, le groupe socialiste du Parlement européen devant jouer un rôle important à

cet égard. L'Union a défini les priorités politiques dans le Manifeste de Luxembourg. La collaboration entre le groupe socialiste et les groupes nationaux, par exemple sous forme de résolutions communes, peut être très positive. Elle permettrait notamment de faire le pont entre Strasbourg et les parlements nationaux.

En tant qu'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, nous nous félicitons du renforcement des partis socialistes espagnol et portugais. Nous savons que nous avons des vues différentes en ce qui concerne l'évolution souhaitable des institutions de la Communauté. Nous remercions en particulier la commission Claes d'avoir élaboré une stratégie plus transparente de lutte contre le conservatisme.

Nous continuons à lutter pour faire de l'Europe une communauté de pays où la liberté aille de pair avec la justice sociale et l'égalité des chances, où les citoyens, nos citoyens, aient un emploi et puissent croire dans la dynamique du progrès. Progrès dans le travail, le niveau de vie, mais aussi et surtout dans la manière dont les individus et les groupes coexistent dans la paix et le respect.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Mauro Giallombardo,

Secrétaire général de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne (UPSCE)



Je voudrais saluer toutes les personnes présentes et remercier particulièrement les camarades du parti socialiste espagnol qui, pendant tous ces jours, et sans ménager leur peine, ont contribué, par leur gentillesse et leur enthousiasme, à assurer la préparation et le bon déroulement de cette manifestation qui, j'en suis certain, sera leur meilleure récompense.

Je suis particulièrement honoré et heureux de pouvoir vous exposer brièvement ce rapport sur les activités de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne. Ce XIVème Congrès, et le choix de la ville de Madrid pour l'abriter, lequel n'est certainement pas fortuit, revêtent plus que jamais une signification considérable.

Aujourd'hui, l'Europe, à qui tant de fois l'on a reproché sa faiblesse et son absence de pouvoir réel, que l'on a souvent comparée à « un prince malade sans sceptre ni couronne », est en mesure de marcher d'un pas plus assuré : si d'une part l'élargissement à l'Espagne et au Portugal rend la construction européenne plus solide et plus forte, il rehausse, d'autre part, et c'est là pour nous un motif de grande satisfaction, la qualité du discours socialiste et lui donne une meilleure audience. D'ailleurs, les socialistes avaient depuis longtemps déjà fait de l'élargissement un des thèmes principaux de leur lutte pour une Europe plus forte et plus unie : beaucoup d'entre vous se rappelleront la teneur on ne peut plus explicite à ce sujet du manifeste électoral socialiste, adopté le 9 mars 1984 à Luxembourg, lors du XIIIème Congrès de l'Union, et qui énonçait les choix et les orientations du socialisme européen à la veille du renouvellement de l'Assemblée de Strasbourg de juin dernier.

« L'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, je cite textuellement, est un impératif politique urgent pour les socialistes qui sont conscients qu'un tel élargissement doit contribuer à la consolidation de la démocratie et au progrès économique dans les pays concernés. »

Les faits ont prouvé une nouvelle fois que les impératifs des socialistes étaient fondés : à l'occasion de cette première manifestation politique importante après l'élargissement, nous pouvons à juste titre revendiquer notre participation à cette nouvelle victoire de la démocratie et du socialisme.

Mais il ne m'appartient pas ici d'analyser en profondeur les perspectives politiques qui s'ouvrent à l'action des forces socialistes européennes. En tant que Secrétaire général de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, je suis plutôt appelé, comme je l'ai dit au début, à faire un bref rappel. En novembre 1982, les forces de l'Union ont concentré leurs efforts sur la campagne électorale et sur les élections européennes du 12 juin ; vous pourrez d'ailleurs trouver un large compte rendu des actions qui ont été menées dans ce sens dans les documents qui sont mis à votre disposition. Je ne m'attarderai donc pas là-dessus.

Le lendemain du 12 juin 1984, la représentation socialiste à l'Assemblée de Strasbourg s'est encore renforcée : plus le groupe socialiste est fort, plus il peut influer avec succès sur l'ensemble des activités du Parlement.

L'engagement prioritaire dans lequel s'est lancé l'Union, a été celui de procéder à un renouvellement constant des points du programme qui caractérisent l'idée spécifique que les socialistes se font de l'Europe.

Ceux qui ont participé de près à la rédaction du Manifeste, peuvent témoigner des efforts qui ont été nécessaires et des difficultés qui se sont présentées pour mettre au point un texte unitaire qui, tout en tenant compte du patrimoine politique et culturel des socialistes de la Communauté européenne, évita le plus plus possible un nivellement des diverses valeurs qui caractérisent chacun des partis. L'élaboration de ce texte, où chaque mot était pesé, et dont la portée politique était censée aller bien au-delà des élections du 12 juin, fut laborieuse. C'est pourquoi, face à l'exigence toujours pressante d'offrir des réponses concrètes aux problèmes qui assaillent et rongent le tissu social européen, des réponses qui soient avant tout socialistes, le Bureau de l'Union a décidé de créer deux commissions de travail différentes destinées à affronter respectivement les problèmes économiques et les problèmes plus spécifiquement politico-institutionnels.

Le premier groupe de travail, présidé par Willy Claes, a adopté, lors de la réunion de Bruxelles du 26 mars 1985, le document « Davantage d'emplois en Europe » qui sera bientôt exposé dans ses détails par Willy Claes en personne, et qui montre combien la priorité des socialistes est aujourd'hui plus que jamais la lutte contre le chômage, dont sont victimes dans la Communauté européenne plus de 12 millions de personnes à la recherche d'un avenir plus sûr.

Il s'agit d'un texte équilibré et réaliste, qui, je voudrais le rappeler encore une fois, est fondé en grande partie sur des documents de travail de personnes faisant autorité en la matière, à savoir le document de travail de

Ludo Cuyvers, de la Faculté d'économie d'Anvers, intitulé « Perspectives et possibilités de relance économique aux Etats-Unis et en Europe occidentale », et celui de Werner Sengenberger, de l'Institut de recherche sociale et scientifique de Munich, intitulé « Les caractéristiques du système américain de l'emploi, et le cadre social sous l'administration Reagan ».

Le groupe de travail « Politique institutionnelle », présidé par Helga Köhnen, a adopté le 29 mars 1985 le document « Institutions », qui a toutefois provoqué une dissension entre les camarades du parti travailliste britannique et ceux du parti-social-démocrate danois. Les problèmes qu'il évoque, si importants pour l'avenir des institutions communautaires, feront l'objet d'un réexamen dans le cadre d'une conférence prévue pour le 12 juin prochain à Rome, à la veille de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Communauté européenne qui se tiendra à Milan et clôturera les six mois de la présidence italienne.

Parallèlement aux goupes de travail dont je viens de parler, et qui par ailleurs sont appelés à poursuivre leurs travaux, le Bureau de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne a créé, lors de sa dernière réunion, deux nouveaux groupes de travail : l'un sur les problèmes de l'environnement et l'autre sur les problèmes de l'émigration, deux éléments clés de la lutte socialiste pour une amélioration constante de la qualité de la vie et pour une Europe toujours plus solidaire et empreinte de justice sociale.

Je voudrais en outre remercier personnellement Eneko Landaburu, président du comité politique de préparation de ce congrès et du comité chargé de rédiger le projet de résolution qui sera approuvé par cette assemblée au cours de la journée de demain, et souligner le travail qu'il a accompli.

Après avoir évoqué la contribution constante du groupe socialiste aux travaux du Parlement européen, je conclurai en disant que l'Union a incontestablement déployé une intense activité, qui en dépit des obstacles parfois périlleux à surmonter, a porté ses fruits. Du reste, nous savions nous socialistes et, nous savons toujours, que la construction de l'Europe est une œuvre de longue haleine. Comme le résume bien le Manifeste de ce congrès, elle doit s'ériger point par point, ligne par ligne. A cette occasion, laissez-moi terminer en reprenant une expression chère au parti socialiste italien : « l'optimisme de la volonté » a une fois de plus triomphé.

Rudi Arndt

Président du groupe socialiste au Parlement Européen



Chers Camarades,

Je voudrais compléter le rapport d'activité du groupe qui vous a été remis par quelques remarques.

Certaines parties de mon exposé sont intentionnellement exprimées en espagnol, français et anglais.

Laissez-moi tout d'abord vous faire part de ma satisfaction devant le succès des négociations d'adhésion conduites par la Communauté européenne avec l'Espagne et le Portugal.

Le groupe socialiste n'a jamais douté que ces deux pays, en tant qu'Etats démocratiques européens, aient le droit d'adhérer à notre Communauté.

Si nous avons l'ambition de conférer à l'Europe un rôle d'équilibre, de paix et de progrès, tant sur notre continent que sur la scène politique internationale, et notamment, en ce qui concerne les relations avec l'Afrique et l'Amérique Latine, alors l'adhésion de l'Espagne et du Portugal revêt une importance décisive dans l'optique du renforcement de ces objectifs.

La Communauté européenne souhaite ainsi tourner une nouvelle page de son histoire. Pour nous, socialistes du Parlement européen, l'élargissement revêt aussi une importance particulière, parce que les camarades espagnols et portugais contribueront à hisser au rang de majorité la Gauche du Parlement européen actuellement minoritaire. Désormais, nous avons la possibilité de montrer, au sein de cette Assemblée, que nous n'incarnons pas seulement la solidarité de tous les travailleurs européens, mais également une politique commune en faveur de nos électeurs, politique que le vote populaire peut consacrer.

Nous voulons une Europe dans laquelle les citoyens peuvent circuler librement.

Les citoyens souhaitent en effet que ce ne soient pas eux, mais les fûts de Seveso qui soient contrôlés aux frontières. Ils désirent que la lutte contre le chômage soit le thème central des conférences au sommet, et non le marchandage en vue de la sauvegarde et des intérêts nationaux et de l'obtention de subventions.

Les citoyens veulent une Europe qui mette fin à la course aux armements des superpuissances et veille à ce que le nombre de missiles installés en Europe aille en diminuant et non en augmentant.

Les citoyens ne souhaitent pas que des sommes énormes soient dépensées pour le stockage et la destruction de produits alimentaires, alors que plus de la moitié de la population mondiale meurt de faim. Les citoyens veulent un Parlement qui impose leurs intérêts propres, même si cela conduit à un conflit avec le Conseil ou à une démission de la Commission, voire au rejet du budget.

Et c'est sur la défense de ces intérêts que le groupe socialiste axera son action : Nous, socialistes, devons nous attaquer aux problèmes immédiats, auxquels sont confrontés nos citoyens, à savoir le chômage, la mise en péril de la paix par le développement et la prolifération d'armes inhumaines, la destruction de la nature par une croissance économique inconsidérée, la violation des droits de l'homme par les dictatures.

Nous, les socialistes, ne devons jamais oublier que la volonté d'union des peuples d'Europe est née de la résistance commune et du combat mené par les démocrates européens contre le national-socialisme et le fascisme ainsi que de la lutte pour la paix.

Pour le groupe socialiste, la première des priorités est la lutte pour l'emploi et la justice sociale. Nous sommes scandalisés de constater la piètre contribution apportée par les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher et de Helmut Kohl à la lutte contre le chômage.

Quel message les gouvernements transmettent-ils aux jeunes chômeurs qui attendent un emploi depuis des années ?

25 % des travailleurs européens de moins de 25 ans sont sans emploi. Où donc est le grand programme politique de la Communauté européenne, où donc est le grand programme politique des gouvernements d'Europe visant à donner à ces jeunes des perspectives d'avenir ?

Nous, les socialistes, demandons en premier lieu que des mesures soient prises pour que ces jeunes trouvent un emploi. A cet effet, nous avons proposé un programme dans le cadre du Parlement. Dans ce programme, nous réclamons :

1. la promotion des technologies nouvelles et d'une politique de la recherche et de l'innovation, axée sur la création d'emplois nouveaux, notamment pour les jeunes ;

2. une redistribution du travail entre tous les travailleurs par le biais d'une réduction raisonnable et d'un réaménagement du temps de travail ;
3. des investissements publics et privés, non pas en vue d'une croissance quantitative aveugle, mais en vue d'une croissance qualitative ;
4. plus de moyens pour dispenser aux jeunes une formation qualifiée et de haut niveau.

Notre objectif, dans les Etats membres de la Communauté européenne, est de réserver environ 1 % du produit national brut au financement d'investissements créateurs d'emplois. Pour ce faire, nous savons que l'établissement d'un consensus social est nécessaire, tant sur les objectifs que sur les moyens économiques d'y parvenir.

Par consensus social, nous entendons la nécessité d'informer les travailleurs et de recueillir leurs avis dans tous les secteurs de la politique, ainsi que la nécessité d'une démocratisation, tant sur le lieu de travail que dans le domaine public.

Nous, les socialistes, ne pouvons nous résigner à une Europe synonyme de subventions agricoles et de zone de libre-échange, une Europe des entrepreneurs et des entreprises.

Nous luttons pour l'avènement d'une Europe des peuples, dans laquelle les intérêts des travailleurs sont prioritaires.

L'idée européenne ne peut gagner du terrain et s'imposer aux yeux du monde que si la grande majorité des citoyens européens, si les travailleurs reconnaissent qu'il ne s'agit pas d'une Europe de l'économie mais d'une Europe qui leur appartient, d'une Europe des travailleurs.

C'est en matière de droits de l'homme que la différence d'appréciation entre les socialistes, d'une part, et les chrétiens-démocrates et les conservateurs, d'autre part, est la plus sensible. Nous, les socialistes, sommes prêts à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme en Argentine, en Pologne ou à Cuba. Nous sommes prêts à défendre le droit pour des juifs d'URSS et celui d'émigrer, s'ils le désirent. Mais, pourquoi les chrétiens-démocrates et les conservateurs sont-ils muets, lorsque nous parlons du Guatemala, du Chili, de l'Afrique du Sud ou des Philippines ?

Parce que nous nous battons pour les droits de l'homme partout dans le monde, sans distinction de régime politique. Nous les socialistes sommes crédibles dans notre discours comme dans nos actes.

Prenons, par exemple, la situation en Turquie. Lorsque nous invitons les partis de Droite à appliquer également en Turquie les principes des droits de l'homme, ils font presque tous machine arrière. La Turquie reste malheureusement un pays où des procès politiques sont menés contre les syndicats, les intellectuels et les pacifistes ; où la liberté de la presse et le droit syndical sont considérablement limités : un pays où règnent encore largement les lois et usages de la guerre ainsi que l'état d'urgence, et où un

parlement non représentatif omet de faire la preuve de sa crédibilité démocratique. La Turquie doit faire de réels progrès dans la voie du retour à la démocratie, avant que nous ne puissions approuver le dégel de nos relations. Pour nous, socialistes, les principales conditions restent : l'amnistie des prisonniers politiques, la suppression des exécutions capitales, la restitution des libertés démocratiques fondamentales aux partis politiques, aux syndicats et à la presse.

Les événements des semaines passées ont révélé au monde les conséquences effrayantes du régime de l'apartheid pratiqué en Afrique du Sud. Le long processus d'oppression de la minorité noire a entraîné le déclenchement de vagues de violence faisant de nombreuses victimes.

C'est pourquoi, le moment est désormais venu de réagir et de contraindre les gouvernements des Etats membres de la Communauté à adopter une attitude plus sévère à l'égard de l'Afrique du Sud et à exercer une pression sur le régime pour qu'il cesse sa politique d'apartheid. Jusqu'à présent, les partis de droite ont habilement évité de condamner sans ambages les événements dont ils ont été informés. Ils se sont trop souvent servis de la majorité dont ils disposent au sein du Parlement pour empêcher que celui-ci ne condamne clairement le régime sud-africain.

Mises à part quelques exceptions honorables, le groupe chrétien-démocrate s'est rallié aux conservateurs britanniques, lorsqu'il s'est agi de prendre clairement position contre la politique d'apartheid.

Laissez-moi dire quelques mots sur l'engagement du groupe en faveur des droits des femmes.

Le groupe est le premier à se battre pour l'amélioration de la situation des femmes dans notre société et pour leur émancipation.

Les groupes de droite ont, au contraire, toujours tenté d'imposer une définition très étroite de la politique de la famille, et donc de limiter la marge de manœuvre du Parlement. Mais, ils n'y sont pas parvenus. Nous, les socialistes, avons réussi à imposer le thème « politique de l'emploi en faveur des femmes » et sommes parvenus à ce qu'il soit traité en priorité. Nous avons fait inscrire à l'ordre du jour du Parlement le problème de « la violence exercée contre les femmes ». Et lorsque le Parlement a adopté une résolution dans laquelle il exprimait la nécessité de créer des commissaires féminins, ce furent les hommes des groupes de Droite qui s'y opposèrent.

En tant que socialistes européens, nous avons décidé l'an passé à Luxembourg que nous devions renforcer notre action en ce qui concerne les aspects politiques de la sécurité européenne. Le contrôle des armements et le désarmement sont nécessaires à la sécurité de l'Europe. Nos objectifs sont les suivants :

1. réduire les tensions Est-Ouest ;
2. relancer le processus de négociation ;

3. faire jouer aux Etats d'Europe un rôle actif dans les négociations ; et
4. réduire l'arsenal nucléaire et parvenir à un équilibre des armements à un niveau minimal.

Le désarmement nucléaire ne suffit pas. Il faut également réduire le nombre des armes conventionnelles au niveau mondial. Nous voulons que les armes chimiques disparaissent de notre continent, nous voulons qu'elles soient bannies de la surface du globe et nous demandons aux Etats-Unis de renoncer à leurs projets d'armement mondiaux et de mettre fin aux négociations qui y ont trait.

Quelques mots sur notre solidarité à l'égard des peuples du Tiers Monde :

L'Europe, mais aussi les Etats-Unis, l'Australie et le Canada devraient s'interroger sur la nécessité de revoir fondamentalement le rapport existant entre la politique agricole qu'ils mènent et l'aide alimentaire qu'ils octroient.

Devons-nous continuer à mener une politique agricole qui possède ses lois propres et produit des excédents que nous écoulons ensuite sous forme d'aide alimentaire ou acceptons-nous que l'aide alimentaire devienne, dans les pays en voie de développement, un élément d'une politique agricole qui donne à ces pays la capacité de produire les denrées dont ils ont besoin ?

Il importe en premier lieu que la lutte contre la faim dans le monde ne nous empêche pas de lutter aussi pour développer la production agricole dans les pays menacés par la faim eux-mêmes.

L'Europe devrait avoir pour ambition de contribuer à mieux assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires de tous les pays avec lesquels elle entretient des relations, notamment avec les pays africains. Mais, l'aide alimentaire ne doit pas nous empêcher de rendre ces pays autonomes en matière d'approvisionnement. Telle est ma conception de la politique agricole.

Pour ce qui est de la réforme de la politique agricole, le groupe socialiste a constamment plaidé dans le passé en faveur d'une réduction de la production excédentaire. Celle-ci constitue, en effet, un véritable boulet aux pieds de l'agriculture. Les deux caractéristiques de la politique actuelle que sont le surinvestissement et la constitution de stocks d'un volume sans précédent nous acheminent vers la faillite. La chute des cours donnera le coup de grâce final. Pour couronner le tout, la pression qui s'exerce sur les revenus des agriculteurs stimule par contrecoup la production. Bref, la politique actuellement menée dans le secteur agricole, nous entraîne dans un cercle vicieux extrêmement périlleux.

Dans la course pour l'obtention de garanties de prix toujours plus élevés dans les secteurs de production excédentaires, les agriculteurs des petites et moyennes exploitations sont laissés pour compte. Les grandes exploitations

agricoles à production industrielle s'enrichissent de plus en plus et les moyens financiers font défaut pour lutter contre le chômage, qui touche notamment cinq millions de jeunes.

Le groupe socialiste s'est engagé vigoureusement en faveur d'une réforme en profondeur de la politique agricole commune, qui prévoit aussi bien le soutien des petits agriculteurs que l'introduction des programmes intégrés méditerranéens, dont la mise en œuvre vient enfin d'être décidée.

Bien que la politique des prix constitue un instrument important de la politique agricole, elle n'est pas en mesure, d'une part de soutenir les revenus des agriculteurs et, d'autre part, de rétablir simultanément un équilibre sur le marché. C'est pourquoi, d'autres instruments politiques doivent être mis au point — comme, par exemple, une politique structurelle efficace, et la politique agricole commune doit être réformée.

Pour ce qui concerne la politique budgétaire, nos principaux objectifs sont les suivants :

1. plus de crédits dans le domaine social et celui de l'emploi ;
2. plus de crédits pour la lutte contre la faim dans le monde ; et
3. l'arrêt du gaspillage des fonds consacrés à la destruction des excédents agricoles.

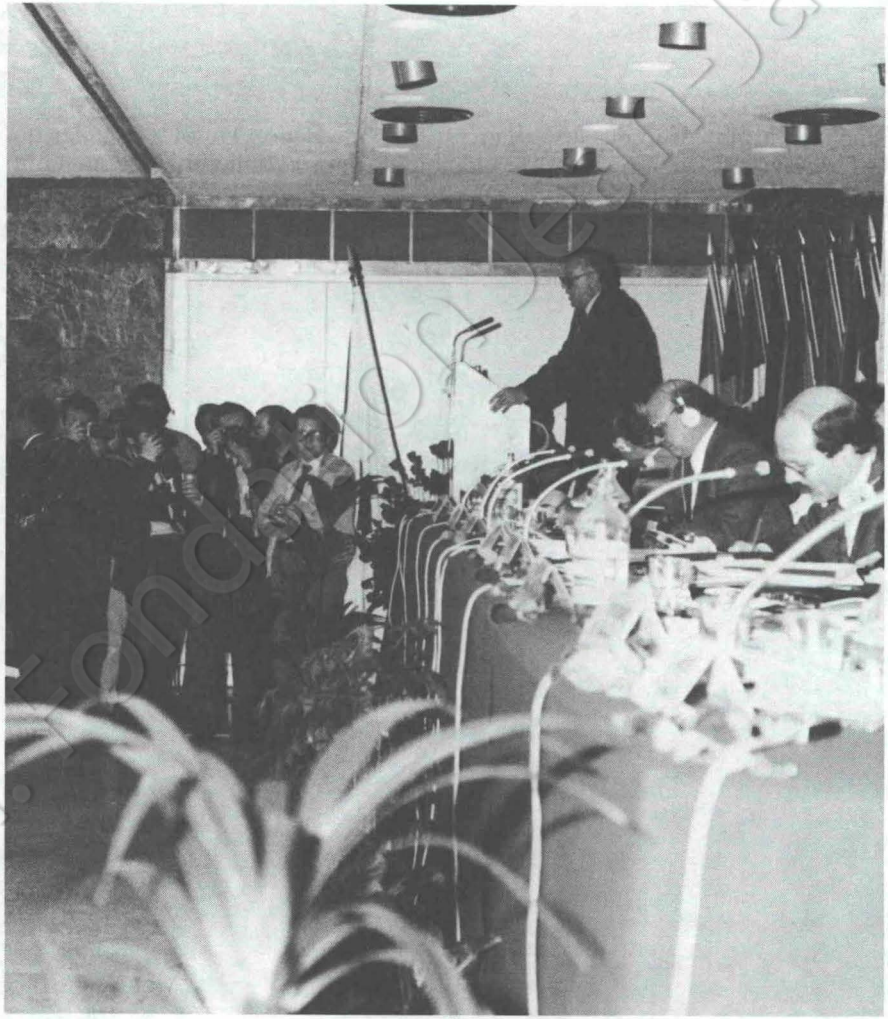
Nous, les socialistes, veillerons, dans le cadre des délibérations budgétaires et lors des entretiens qui vont se dérouler avec le Conseil et la Commission concernant une discipline budgétaire commune, à ce que la discussion ne se limite pas à des propositions de procédure, mais porte aussi sur les tâches politiques de la Communauté.

Permettez-moi de vous dire sans ambages ce que je pense de l'attitude du Premier ministre britannique. Le groupe socialiste appuie depuis des années la revendication en faveur de l'octroi au Royaume-Uni d'une compensation budgétaire raisonnable et d'une résolution à long terme équitable de ce problème. Mais, lorsque le Premier ministre britannique se comporte comme si cet argent lui appartenait en propre et qu'elle seule pouvait en disposer à loisir, alors elle va à l'encontre des intérêts du Royaume-Uni. Il est tout simplement faux d'affirmer à l'envi que cet entêtement fut au bout du compte gagnant. Une attitude raisonnable et juste, qui fasse confiance à la bonne volonté du Parlement, aurait permis d'aboutir plus rapidement à une solution et le peuple britannique en aurait certainement retiré plus d'avantages qu'il n'en a actuellement.

Camarades, nous, les socialistes, constituons une force politique en Europe. Cette force ne pourra s'exprimer uniquement dans les parlements nationaux. Seule la coopération, l'harmonisation des initiatives entre les groupes socialistes nationaux et le groupe socialiste du Parlement européen pourra aboutir au succès commun.

J'ai déjà dit, au début de mon intervention, que la physionomie du Parlement européen serait changée à partir du 1er janvier 1986. Je me réjouis à l'avance de la présence d'un groupe socialiste fort de ses quelque 180 membres. Il fera face à une droite éclatée en cinq groupes de tailles différentes à l'intérieur du Parlement européen.

Camarades, changeons ensemble cette Europe pour qu'elle devienne enfin notre Europe !



Coll. Fondation Jean Jaurès

Election du Président de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne

Felipe Gonzalez propose aux congressistes d'élire Joop Den Uyl, leader du PVDA, en tant que président de l'Union et Mauro Giallombardo, membre de l'assemblée nationale du PSI, en tant que secrétaire général de l'Union.

Les congressistes applaudissent pour exprimer leur accord, à l'unanimité, à la proposition de Felipe Gonzalez.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Eneko LANDABURU

(Présentation du Projet de Résolution)



Une Europe solidaire et démocratique

Réunis à Madrid les 9 et 10 avril 1985, les Partis Socialistes de la C.E. veulent d'abord saluer la présence de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté Européenne.

L'élargissement de la Communauté Européenne est un acte politique d'une importance fondamentale pour l'Europe en ce monde. L'entrée de l'Espagne et du Portugal renforce l'Europe et la démocratie et élargit la capacité de coopération de la Communauté vers l'extérieur pour plus de paix et de justice. Elle rend encore plus nécessaires et urgentes certaines réformes des politiques communautaires.

Le choix de Madrid comme lieu de ce Congrès traduit toute l'importance de cette entrée de l'Espagne et du Portugal.

L'Europe, au travers de ces différents instruments de coopération, doit développer une position plus indépendante, aussi bien sur le plan économique que politique et entre autres en matière de sécurité.

L'Europe est confrontée à une dure crise d'adaptation économique et sociale dans un monde impitoyable. La solidarité envers les travailleurs privés d'emploi passe par la reconstruction d'une économie dynamique. Les partis socialistes ont défendu et continuent de défendre les droits des travailleurs. Mais aujourd'hui, c'est l'avenir qu'il faut édifier : le meilleur moyen pour défendre et accroître les droits des travailleurs est de moderniser et de développer l'économie à travers des politiques de croissance sélectives et qualitatives.

Plus que d'autres, les socialistes européens sont capables d'assumer ce défi nouveau car ils ne sont ni les défenseurs de quelque conservatisme que ce soit, ni les tenants d'un libéralisme sauvage qui ne considère l'homme qu'en tant que facteur de production.

Une Europe solidaire

La modernisation et la transformation de l'appareil de production est le défi majeur de nos pays. Quoiqu'une série de mesures puissent et doivent être prises au niveau national, il est impossible d'échapper à la crise et à l'exigence de l'évolution des structures économiques et sociales en voulant s'en sortir seul. La dimension européenne est indispensable à l'action.

Aujourd'hui, le combat pour l'emploi est notre priorité absolue. Il est de notre tâche urgente de maintenir et de créer de nouveaux emplois et d'offrir des perspectives d'avenir pour les millions de chômeurs en Europe, en particulier pour les jeunes.

Nous sommes également déterminés à protéger et à développer la solidarité, en particulier le système de sécurité sociale, dont l'avenir dépend de notre prospérité et de notre capacité à créer de l'emploi.

Nous critiquons les gouvernements conservateurs qui se servent de la crise pour supprimer les avantages sociaux durement acquis. Une politique européenne, volontariste et de redressement économique doit s'accompagner d'une volonté et d'efforts renouvelés pour une plus grande justice sociale. Le redressement de l'économie est le meilleur moyen de faire face aux difficultés financières des États.

La stratégie voulue par l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne soutient une politique économique orientée vers la croissance et la lutte contre le chômage. Elle préconise une modernisation de l'appareil de production respectueuse de l'environnement, tant dans l'industrie et l'agriculture que dans les services.

Cette stratégie repose sur cinq orientations où des progrès doivent se réaliser au niveau européen :

— la réalisation d'un grand marché intérieur avec la suppression de toutes les frontières internes du Marché commun à l'horizon de 1992.
— une restructuration profonde des économies par l'adoption de politiques industrielles, régionales et commerciales utilisant au mieux les ressources et les potentialités d'un marché intérieur unifié étendue à 12 pays afin de mieux affronter le défi de la concurrence internationale.
— une relance sélective de la conjoncture économique afin de briser le cercle vicieux de la déflation en lançant un programme d'investissements publics dans chaque pays à concurrence de 1 % du PNB, dans le domaine de l'énergie, du transport des communications, de la réhabilitation urbaine, de la protection de l'environnement, des infrastructures régionales et des technologies nouvelles.
— l'adoption, au niveau européen, d'initiatives communes dans le domaine industriel et de la recherche-développement dont l'effet multiplicateur réel et politique est important.

(Les instruments financiers communautaires doivent être destinés, avant tout au financement d'initiatives communes, que ce soit dans le domaine industriel, de la recherche, etc....

La relance sélective de la conjoncture économique doit être avant tout le fait des gouvernements nationaux, qui, dans ce but, doivent mettre à la disposition de cette politique les moyens budgéaires et financiers requis.)

— une redistribution du travail, qui doit se réaliser efficacement dans le cadre d'une démarche commune. L'objectif européen estre la réduction du temps de travail à 35 heures, en tenant compte des aménagements appropriés pour rendre cette mesure équilibrée pour les travailleurs et compatible avec la productivité.

L'union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne estime qu'il faut privilégier toutes les capacités de reprise de l'économie européenne mais qu'il faut également la mettre à l'abri des chocs qui pourraient être crées par une crise financière toujours possible, liée à l'endettement international, aux variations brusques et imprévisibles des taux de change et à l'évolution irresponsable de la politique monétaire américaine.

À cet égard les soclaites appuient les initiatives visant à renforcer le Système Monétaire Européen par la maîtrise et le développement de l'ECU privé en rendant compatibles les règles de contrôle des marchés des capitaux et par l'élargissement de l'usage de l'ECU officiel, tant dans son utilisation pour les relations commerciales internationales que pour les relations monétaires. Nous estimons que l'Europe doit se doter d'une politique monétaire cohérente à l'égard des monnaies internationales, en particulier à l'égard du dollar.

Au niveau des relations commerciales internationales, les socialistes défendent l'idée de la liberté des échanges, à condition que soient respectées les règles fixées au niveau mondial visant à éviter toute forme de dumping monétaire ou commercial.

Les socialistes ne peuvent accepter que, sous couvert de la crise, soient entretenues des discriminations entre les travailleurs. Rejetant le dumping social, ils souhaitent que des initiatives soient prises pour que se réalise que des initiatives soient prises pour que se réalise rapidement un véritable espace social européen.

Dans cette perspective, les socialistes luttent :

— pour la suppression de toute discrimination à l'égard des femmes
— contre les inégalités sociales et la pauvreté
— pour le maintien et le développement des services sociaux et plus particulièrement ceux qui protègent les personnes les plus pauvres
— pour l'amélioration de la qualité de ces services

— pour une démocratisation de l'enseignement et de l'éducation permanente en vue de garantir à chacun de véritables chances égales dans la vie
— pour assurer aux travailleurs migrants et aux minorités ethniques, les conditions de vie et de dignité et les droits auxquels ils aspirent légitimement.

Pour l'extension des droits des citoyens dans la Communauté européenne, nous demandons :
— le droit de séjour sans restriction de tous les citoyens de la CE dans tous les États membres
— le démantèlement graduel des contrôles des personnes aux frontières intérieures de la Communauté en liaison avec une collaboration plus étroite entre les États membres dans les domaines auxquels nous sommes sensibles, la lutte contre le terrorisme et les drogues, ainsi que celui de la politique étrangère
— le droit de vote aux élections municipales pour les citoyens de la CE dans leur pays d'accueil
— l'adoption de mesures contre la résurgence du racisme, du facisme et contre la discrimination à l'égard des travailleurs migrants et des minorités ethniques.

Les partis sociaux-démocrates et socialistes rejettent une croissance économique qui endommagerait l'environnement et la santé des travailleurs. La défense de l'environnement, non seulement ne nuit pas, mais elle assure et crée de nouveaux emplois qualifiés.

Ces partis proposent :
— une politique préventive de l'environnement qui évite la pollution et qui doit commencer à être appliquée sur les lieux de travail
— une participation active des travailleurs et des citoyens aux décisions relatives aux projets qui modifient l'environnement
— une suppression la plus rapide possible des causes actuelles de la pollution de l'environnement
— un contrôle strict de l'application des lois relatives à l'environnement.

La Politique Agricole Commune (PAC) seule politique intégrée s'appuyant sur un financement communautaire, s'inscrit comme un élément important dans la politique européenne.

La PAC a permis une expansion de l'agriculture européenne par une forte augmentation de la productivité et du volume de la production dans plusieurs secteurs.

Mais on doit faire de la PAC un bilan critique. Les grands principes qui devaient régir la PAC sont aujourd'hui de moins en moins respectés. Les déséquilibres et les inégalités ont progressé au point de devenir insupporta-

bles. La PAC a besoin d'être réformée dans le respect des principes fondamentaux qui la fondent.

Des mesures doivent être prises pour réliminer les excédents structurels qui représentent une importante cause de la mauvaise utilisation des ressources, et dont les coûts faussent l'équilibre du budget de la Communauté et sont devenus trop élevés pour la Communauté.

La seule politique des prix, axée sur une quantité illimitée, n'est pas une véritable politique agricole. À cet effet, un seuil de garantie pourrait être établi comme solution temporaire. Il faut mettre en œuvre une politique structurelle plus vigoureuse destinée à améliorer les infrastructures rurales et aider les régions les plus défavorisées.

La PAC doit contribuer à la protection et à la création d'emplois en zone rurale par une action concertée entre les fonds agricole, social et régional et il faut réorienter les dépenses communautaires vers l'amélioration des structures, le mieux-être social et le rééquilibrage régional.

Les socialistes demandent également :

— une stratégie énergétique européenne commune visant à produire et à utiliser l'énergie d'une manière plus rationnelle et moins nuisible à l'environnement ;

— une politique régionale, en faveur notamment des régions à fort taux de chômage.

Les Institutions Communautaires sont considérées par les socialistes comme un moyen de réaliser les objectifs des Traités. Cela pose le problème de leur efficacité et de leur démocratisation (*)

Une réforme qui tient compte du projet de Traité approuvé par le Parlement européen le 14 février 1984 et du rapport présenté au Conseil Européen par le Comité ad hoc pour les questions indistitutionnelles est donc nécessaire. (*)

En particulier, le Parlement devra exercer de manière efficace le pouvoir législatif sous forme d'une codécision avec le Conseil et le pouvoir de contrôle politique sur la Commission (*)

Nous soutenons l'idée de la convocation d'une conférence intergouvernementale chargée de négocier un Traité d'Union Européen (*)

Une Europe forte et ouverte

Une Europe forte, mais pas une Europe fermée sur elle-même. Tel est le second pari auquel s'affronte la C.E. L'entrée de l'Espagne et du Portugal est, à cet égard, un facteur favorable ; leurs liens privilégiés avec l'Amérique du Sud ou Centrale, leurs rapports très anciens avec le Maghreb et certains pays de l'Afrique vont enrichir l'ouverture de l'Europe sur le monde.

(*) Le Parti social-démocrate danois a formulé une réserve d'ensemble sur ces paragraphes.

Les partis socialistes européens sont conscients en même temps des questions que peu poser le marché unifié, élargi, disposant de productions agricoles très diverses, aux pays riverains de la Méditerranée.

L'élargissement de la C.E. ne peut pas, ne doit pas se traduire par l'affaiblissement des rapports politiques et économiques de la Communauté élargie avec ces pays. Les parties socialistes souhaitent que la C.E. élargie en tenant compte du long terme, soit capable d'établir avec les pays de la Méditerranée, des axes communs de travail et de développement dans le cadre d'un plan global.

La démocratisation réelle et le plein respect des Droits de l'Homme en Turquie sont des conditions nécessaires pour la réactivation des relations d'association entre la Communauté et ce pays.

Une Communauté Européenne ouverte sur le monde, c'est aussi une Communauté Européenne ouverte aux autres pays de l'Europe occidentale.

Nous, socialistes européens, ne pourrons nous satisfaire de la pérennité de la division de l'Europe en deux blocs rigides face à face. Nous faisons nôtre une conception des relations Est-Ouest qui contribuera à surmonter la division des peuples du continent européen et à rapprocher tous les peuples européens.

Les partis socialistes souhaitent à cet égard le développement des échanges économiques, politiques et culturels entre la Communauté Européenne et l'Europe de l'Est selon les dispositions de l'Acte Final d'Helsinki et les conclusions de la Conférence de Madrid.

L'Europe doit affirmer ses intérêts spécifiques en développant une position plus autonome face aux deux super-puissances.

L'Europe doit donc renforcer sa coopération politique ce qui doit permettre à la Communauté de développer une position forte et originale, d'élargir son espace de liberté et d'accroître son influence.

Les pays européens doivent définir une politique de sécurité et contribuer à créer les conditions d'une nouvelle phase de détente qui leur permette de vivre en paix, tout en préservant leur liberté.

Pour cela nous préconisons :

— un rôle actif de l'Europe dans les négociations sur le contrôle des armements
— une réduction réelle des niveaux d'armements conventionnels et nucléaires à l'Est et à l'Ouest
— une progression vers des mesures de confiance en Europe.

L'Europe est un continent où la spirale de la course aux armements liée à la confrontation Est-Ouest a atteint un degré insupportable pour les peuples. De ce fait, les socialistes condamnent toute accélération de la course aux armements. Les socialistes européens souligent les dangers que

présentent les programmes soviétiques d'armememnts. Ils critiquent spécialement le développement des armes antisatellites par l'Union Soviétique et les États-Unis.

En ce qui concerne le programme I.D.S. de l'administration Reagan, nous soulignons les dangers de déstabilisation qu'il présente.

La coopération politique entre pays européens s'impose aussi dans ce domaine, pour arriver à une réponse unie.

Ls socialistes européens sont résolus à intensifier la coopération et la solidarité avec les pays du Tiers Monde pour des raisons de justice internationale, de développement et de paix.

Ils soulignent l'utilité des accords de Lomé ; ils donnent leur appui au Groupe de Contadora pour la recherche d'une solution pacifique des conflits en Amérique Centrale excluant toute ingérence extérieure.

Ils continueront à lutter pour aider à la démocratisation en Amérique Latine et pour que la liberté s'étende sur ce continent. Ils apportent également leur appui à la lutte du peuple chilien contre la dictature de Pinochet. Ils soutiennent aussi les efforts de coopération inter-régionale dont le processus de la Conférence de San-José donne un bon exemple.

La lutte contre la faim dans le monde exige des efforts accrus, non seulement au niveau de la coopération au développement permettant aux pays qui souffrent d'un déficit structurel alimentaire de retrouver les conditions de l'auto-suffisance. Ils soulignent la nécessité de trouver des solutions globales au problème de l'endettement des pays en voie de développement.

En tant que socialistes européens, nous sommes des internationalistes par définition. La Communauté Européenne dont nos pays sont membres, représente un instrument pour la réalisation de nos objectifs : emplois, paix et liberté.

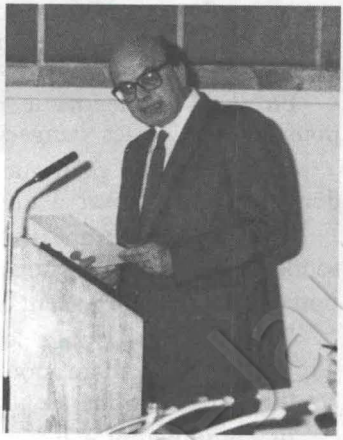
Nous, socialistes européens, avons dégagé des politiques dans le but de trouver une voie pour sortir de la crise.

C'est notre priorité pour un meilleur avenir.

Coll. Fondation Jaurès

Bettino Craxi,

Premier Ministre italien
Secrétaire général PSI



Camarades,

C'est avec une très grande joie que j'adresse un salut fraternel aux partis frères de l'Espagne et du Portugal après l'entrée de ces deux grands pays historiques dans la Communauté Européenne.

C'est un événement important pour l'Espagne, mais cet événement est peut-être plus grand encore pour l'ensemble de la Communauté.

8 ans se sont écoulés depuis la première demande d'adhésion et nous avons pu enfin saluer la conclusion d'une négociation laborieuse et fatigante. Il y a un proverbe dans mon pays qui dit : « Tout est bien qui finit bien ».

Non seulement on a pu ajouter le nom de deux pays au nom des dix pays qui forment déjà la constitution et les millions d'habitants de ces deux pays, à une Communauté qui en compte déjà plus de 80.

L'Espagne et le Portugal ont leur propre culture, leur propre histoire, leur propre identité et leur propre influence sur de grandes régions géographiques du monde.

Avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal, la Communauté européenne a démontré qu'elle était capable de regarder vers l'avenir et d'avoir acquis une confiance plus mûre du rôle qui l'attend dans le monde entier.

C'est une perspective qui nous réconforte et qui exalte les espoirs et les espérances de tous les européistes convaincus qui ont vu dans la construction de la Communauté européenne un grand événement historique de ce siècle.

Ce qui pendant près de deux millénaires a été le champ de bataille de différentes ethnies et de différents nationalismes, cette région dont l'histoire est avant tout l'histoire des guerres et des conflits, s'est transformée en

un grand camp de paix, s'est transformée en un grand atelier de construction humaine pour le bien-être et la civilisation de l'âme.

Il est juste d'attendre aujourd'hui que cette construction politique qui à une époque était grande et fragile, se donne aujourd'hui de nouveaux objectifs et de nouvelles perspectives.

Non seulement celles d'un espace offert à un marché libre, mais aussi des objectifs plus importants encore pour la paix.

En tout premier lieu en Europe mais aussi dans la région méditerranéenne qui est très tourmentée aujourd'hui. L'objectif également d'un grand progrès civil par les échanges culturels, l'objet d'un grand progrès économique à travers la coopération industrielle, scientifique et technologique.

Celle d'une construction, d'une véritable communauté des peuples libres et justes par le dialogue social et les échanges en tout genre, qu'il s'agisse d'environnement, d'urbanisme, d'éducation.

Enfin, l'objectif de la solidarité active vers les pays pauvres de l'Afrique et du Tiers Monde.

Dans la défense intransigeante des droits des peuples et des droits de l'homme où que ce soit dans le monde. Je pense que c'est là l'avenir de l'Europe.

L'on a dit, et le Président de la Commission, Monsieur Delors, l'a répété, il était dit qu'au Conseil européen de Bruxelles, on a enfin réglé les affaires et les problèmes de famille.

C'est, je crois, la façon juste de qualifier cet événement. Nous sommes sur le point de mettre un terme à l'assaut politique et à l'objectif politique que nous nous étions fixés à Fontainebleau grâce à la médiation et à l'intervention sages du Président Mitterrand.

Grâce à un travail tenace, nous sommes arrivés depuis aux accords qui étaient nécessaires pour traduire l'une après l'autre, les décisions concrètes qui sont nécessaires pour jeter les bases d'une nouvelle phase de la construction européenne. Mais la réalisation la plus importante, celle qui a le plus de valeur historique, reste l'extension des frontières de la Communauté à deux pays qui partagent nos idéaux de justice, de démocratie et de liberté et qui aspirent comme nous à une Europe plus unie et plus solidaire. Dans trois mois, nous avons un nouveau rendez-vous important, le Conseil européen de Milan.

Comme nous avons pu lier les décisions de Bruxelles à l'action politique qui avait été lancée à Fontainebleau, nous souhaiterions de la même façon lier les travaux de Milan aux propositions et aux espoirs formulés au Conseil européen de Stuttgart lorsque la déclaration solennelle a été faite sur le processus de l'unification. Cette déclaration de Stuttgart nous donne une base de réflexion solide, une base d'action solide également sur les

réformes institutionnelles de la Communauté au projet de traité de l'Union européenne, le projet adopté par le Parlement européen à une forte majorité de ses membres comme je vous le rappelle.

Mais nous ne nous faisons d'autre part pas d'illusions. Tous les problèmes de l'Europe ne sont pas réglés et tous les problèmes de l'Europe ne pourront pas être réglés ou résolus par une simple révision des Traités. Nous avons toujours considéré la réforme institutionnelle comme une alternative ou un complément à des actions plus ponctuelles et à une application plus rigoureuse des Traités actuels.

Mais il s'agit de deux actions complémentaires qui peuvent être poursuivies simultanément.

Nous partageons par exemple l'idée suivant laquelle il est urgent de compléter le marché interne.

Au Conseil européen de Bruxelles, nous nous sommes promis à nouveau de façon solennelle d'arriver d'ici à 1992 à la création d'un grand marché unique qui présente les conditions les plus favorables au développement européen de la production et des échanges.

L'expérience acquise au cours des années difficiles de la vie communautaire doit nous indiquer la suffisance des programmes d'intégration si ceux-ci ne sont pas accompagnés par un engagement sérieux d'apporter les corrections nécessaires au fonctionnement des Institutions. Nous sommes d'autre part toujours convaincus du besoin d'atteindre l'objectif ambitieux de l'union monétaire européenne.

La voie qui reste à poursuivre est celle d'une transformation graduelle de la Communauté en une véritable entité politique avec ses assises institutionnelles, avec son autonomie financière et un éventail plus large de compétences.

Une entité qui ne se traduise que par une union européenne plus solidaire, plus proche des citoyens, plus forte dans ses valeurs et dans ses actions pour contribuer au renforcement de la stabilité internationale et de la paix dans le monde.

Il y a eu ces derniers temps un alourdissement du processus de décision qui impliquait des retards et des répercussions négatives sur le fonctionnement des institutions.

Le Comité pour les questions institutionnelles qui avait été créé à Fontainebleau, nous a soumis à la veille du Conseil européen de Bruxelles des propositions et des suggestions extrêmement intéressantes et qui méritent un approfondissement politique attentif.

La Présidence italienne a été chargée de promouvoir les contacts politiques nécessaires pour préparer les décisions de Milan à propos desquelles j'espère qu'il y aura des décisions positives et favorables qui permettront de

transformer les objectifs politiques en objectifs juridiques et formels liés à la réalisation de l'Union européenne.

Nous devons rechercher des institutions efficaces et démocratiques en rendant au Conseil européen son rôle de stratégie et de direction politique, en rétablissant les capacités et les compétences de décision du Conseil par des procédures qui limitent au minimum la règle de l'unanimité.

Nous devons également garantir la juste autorité et l'indépendance qui est nécessaire pour la Commission et la participation effective du Parlement à la fonction législative dans les formes de co-décision avec le Conseil en renforçant le pouvoir de contrôle sur les politiques communautaires.

Nous devons faire en sorte que le Parlement, élu au suffrage universel, soit en effet le garant du caractère absolument démocratique de tout le système européen que nous allons construire.

Mais n'oublions pas les préoccupations qui conseillent la prudence et qui ont conseillé la prudence dans le passé, surtout en matière de gestion et de rigueur financière, nous pensons qu'il est possible de concilier ces négligences avec les prérogatives qui reviennent à l'Assemblée de Strasbourg par la mise en place d'une procédure de concertation appropriée entre le Parlement et le Conseil.

J'en arrive maintenant à l'économie et aux problèmes qui nous préoccupent le plus, le chômage et surtout le chômage pour les jeunes.

L'Europe traverse une phase de transformations économiques profondes qui impliquent un processus complexe d'adaptation des productions aux nouvelles tendances du marché et à la nouvelle division internationale du travail.

Après une longue phase de stagnation, les économies des pays communautaires ont connu une certaine relance mais à un taux qui ne suffit pas pour bloquer le phénomène grave du chômage qui, comme nous le savons, depuis 1978, a doublé.

Les prévisions indiquent qu'en 1985, l'augmentation moyenne communautaire du développement ne sera pas supérieure aux chiffres de 1984.

Nous pouvons en déduire que l'emploi ne fera donc pas de progrès considérables en 1985.

Reste d'autre part un élément tout à fait incertain : l'évolution du marché des valeurs avec les oscillations erratiques du dollar ce qui provoque des répercussions négatives sur le système financier et sur le commerce mondial.

Et enfin, sur les perspectives d'une consolidation de la reprise mondiale pèsent également les facteurs négatifs de l'endettement des pays en voie de développement avec les frais très élevés que cela représente pour eux à cause du taux d'intérêt très élevé.

Si nous nous tournons maintenant vers l'Europe, le premier problème est celui de la consolidation de la reprise, la rendant moins dépendante de la croissance économique américaine.

Lors de mon voyage aux Etats-Unis, et lorsque j'ai soulevé le problème du taux d'échange élevé du dollar, on m'a répondu que pour ramener cette valeur à des niveaux plus acceptables, il est indispensable de renforcer la croissance économique en Europe.

Je ne crois pas que la solution d'un problème qui est d'intérêt commun doive dépendre de l'action de quelques pays seulement.

Je ne pense pas non plus qu'en présence d'une telle interdépendance économique, les causes d'un phénomène puissent être occasionnées par le mauvais fonctionnement des systèmes économiques européens.

Il ne fait aucun doute cependant, qu'il y a dans cette thèse une partie de vérité, en ce sens que l'Europe peut et doit faire plus pour soutenir son propre processus de croissance pour le rendre moins vulnérable aux effets extérieurs et plus stable dans le temps.

Dans la Communauté économique européenne, on a obtenu au cours des deux dernières années des résultats positifs très importants dans le processus de convergence économique. On a diminué les taux d'inflation et on a amélioré la situation de la balance des paiements pour l'ensemble des pays de la Communauté.

Cependant, cela ne s'est pas fait avec la même activité dans chacun des pays membres de la Communauté.

Le déclin de l'inflation a pu être réalisé, mais de façon différenciée avec des taux de croissance extrêmement bas dans certains pays membres, p.ex. la République Fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas, qui ont, en même temps, rassemblé des excédents importants dans le taux de leurs échanges avec l'étranger. Il y a donc un certain nombre de pays qui ont atteint un niveau important de stabilité et qui disposent d'une marge de manœuvre plus large pour soutenir la demande d'autres pays qui, bien qu'ayant obtenu des progrès considérables dans l'assainissement économique, doivent encore faire face à une recrudescence du phénomène de l'inflation.

C'est la raison pour laquelle en présence d'évolutions économiques non homogènes, nous soutenons une action de relance générale de l'économie européenne avec des politiques différentes ou différenciées plus expansives pour des pays qui ont atteint un grand niveau de stabilité, plus prudents pour des pays qui continuent de souffrir d'un grand déficit en ce qui concerne leur balance des paiements et qui continuent de connaître des taux d'inflation relativement plus élevés.

Dans le secteur monétaire également il est indispensable de renforcer la stabilité.

L'approbation récente de la part des gouverneurs des banques centrales de la Communauté de mesures concrètes pour promouvoir l'expansion de l'utilisation officielle de l'ECU, est un facteur très positif qui a donné un élan favorable au fonctionnement du système monétaire européen.

Il faudra maintenant renforcer ces mesures et rechercher également les moyens d'utiliser plus largement l'ECU à des fins privées.

Il faut améliorer la défense des devises européennes en cherchant à limiter les effets négatifs qui dérivent de facteurs extérieurs.

L'évolution des taux d'intérêt européens est un élément indispensable pour l'amélioration de la situation de l'emploi. Nous ne pouvons plus maintenir des systèmes strictement d'aide et d'assistance qui mangent nos réserves au lieu de résoudre le problème à la base.

Les politiques sociales elles-mêmes ne peuvent pas être soutenues uniquement par des critères de plus grande équité et de plus grande justice.

Une véritable politique sociale qui ne soit pas de la poudre aux yeux, est une politique qui coûte cher, et seul le développement économique pourra nous en donner les moyens.

Les grands objectifs sociaux et populaires qui animent nos partis, doivent être des outils de politique économique utiles et productifs qui nous permettent d'atteindre nos objectifs de solidarité et de socialité.

Rien ne doit entraver ou ralentir nos efforts sincères et continus pour augmenter le volume et la valeur de nos productions.

La Communauté économique européenne doit offrir non seulement son grand marché mais doit également mettre en œuvre des stimulations concrètes et de grands instruments de coopération.

Il est important que tous les citoyens puissent bénéficier des avantages du progrès social mais les formules peuvent varier avec le temps.

Mais les moyens et les voix de la justice sont nombreux et nous avons appris nous-mêmes à mieux les connaître et à les rendre plus nombreux et plus sûrs.

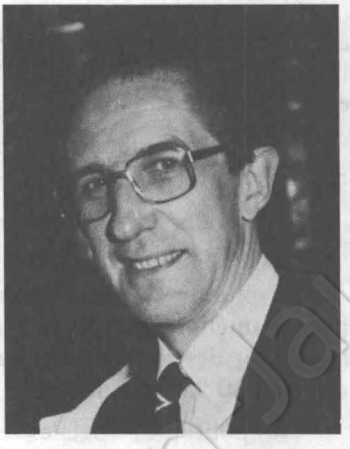
Les Partis socialistes ont le mérite historique d'avoir apporté à la grande construction européenne par des parcours et des expresssions différentes selon les pays, l'adhésion sincère et convaincue des grandes masses populaires.

C'est pourquoi l'idée de l'Europe unie est destinée toujours plus à croître dans les institutions, dans l'économie, dans la conscience même des citoyens européens.

Camarades, l'Europe est une réalité, une bonne réalité, une réalité présente. Elle peut être un grand avenir. Et c'est pourquoi elle mérite tout notre engagement, tous nos efforts et tout notre travail.

Willy Claes

Président de la Commission Politique Economique de l'UPSCE



Monsieur le Président, Camarades,

La reprise de la conjoncture économique internationale amorcée voici deux ans, et qui aujourd'hui a déjà atteint apparemment son point culminant, signifie pour l'économie européenne et pour les Européens l'heure de vérité.

Ce n'est pas une constatation originale mais tout de même déconcertante : en dépit de la reprise conjoncturelle considérée par d'aucuns aux Etats-Unis comme « particulière » voire même « spectaculaire », le chômage a continué à croître en Europe.

Certes, le rythme de croissance du chômage s'est ralenti, mais cela nous est d'une bien faible consolation, conscients que nous sommes que ce « ralentissement de la croissance » du chômage est aujoud'hui moins sensible que lors de la reprise conjoncturelle précédente (1978-1979).

L'Europe des douze compte aujourd'hui 13,9 millions de chômeurs officiels, et nous savons bien que les chiffres officiels sous-estiment manifestement le nombre réel de demandeurs d'emploi.

Des chiffres ne sont peut-être pas éloquents : sachez que si tous les sans-emploi se donnaient la main, ils pourraient former une chaîne vivante reliant toutes les capitales d'Europe.

Acceptons-nous que cette image soit, pour notre jeunesse, le symbole de l'Europe ?

La présence constante d'une véritable « armée de chômeurs » conduit tout simplement à l'éclatement de notre société en deux univers bien distincts : l'univers de ceux qui ont encore le privilège d'un job plus ou moins régulier et l'univers de ceux qui n'ont pas de travail ou qui doivent se contenter d'une succession de jobs éphémères entrecoupés de périodes plus ou moins longues de chômage.

Il devient de plus en plus difficile de passer d'un univers à l'autre : plus de 40 % des chômeurs européens sont des chômeurs permanents.

Pour beaucoup de citoyens le sentiment doit être que cette masse croissante de « déshérités » n'est pas à arrêter et c'est précisément ce sentiment fataliste qui provoque chez certains la méfiance, voire le manque de foi dans les institutions pour lesquelles nous, Socialistes, n'avons cessé de lutter.

N'oublions pas, chemin faisant, d'être conscients des drames individuels que cette situation provoque : une nouvelle vague de paupérisme dans pratiquement tous les pays industrialisés sans parler des amputations de revenus draconiennes qui s'en suivent. Et encore, il ne s'agit pas seulement de réductions de revenus : que penser d'une perte rapide de l'habilité professionnelle, du sentiment, qui est bien souvent une réalité, de devenir un isolé, voire un « rejeté » de la société.

Dois-je rappeler ce que signifie ce chômage sur une grande échelle tant pour notre société que pour ces millions de chômeurs ?

L'impasse européenne est en même temps un défi fondamental pour l'avenir du mouvement socialiste.

Plus que dans tous les autres continents, l'histoire de l'Europe est intimement liée à l'histoire du mouvement socialiste.

C'est ici qu'il a pris naissance, c'est aussi ici qu'il a connu ses plus retentissants succès.

C'est en effet sous la pression tenace des partis socialistes et sociaux-démocrates que s'est développé à l'issue de la seconde guerre mondiale ce que j'appellerais le « modèle social européen ».

Les régimes de sécurité sociale qui existent dans tous les pays européens, sont l'expression du grand courant de solidarité sociale ; la tradition parlementaire complétée par une large tradition de concertation économique et sociale traduit en fait la démocratie politique et sociale à laquelle nous sommes tous attachés.

La crise de chômage est une menace sérieuse pour ce « modèle européen » et pour tous les engagements de la « Sociale Démocratie ».

Cette menace est tout d'abord financière : il est évident que le chômage est un des facteurs les plus déterminants de la crise financière des pouvoirs publics et des régimes de sécurité sociale.

Cette menace est également bien réelle au plan idéologique : le succès apparent des Reaganomics est un terrain particulièrement favorable pour l'épanouissement du néolibéralisme en Europe.

Nous, Socialistes européens, n'avons aucune raison de ne pas faire face à ce défi idéologique.

Un examen objectif des faits nous conduit à deux constatations :

1. les Reaganomics ne constituent nullement une réelle stratégie économique. Ce n'est rien de moins qu'une série de mythes ;
2. l'explication du retard européen sur le redressement en Amérique n'est certes pas difficile à cerner. Ce retard n'est du reste nullement fatal.

La Commission politique économique a examiné en détail l'évolution économique tant en Amérique qu'en Europe.

Vous trouvez les conclusions essentielles de cet examen dans le rapport de synthèse et dans les deux rapports scientifiques qui ont été diffusés.

Les mythes des Reaganomics

Je me limiterai ici à trois grands mythes sur lesquels les Reaganomics sont fondés.

1. Le premier mythe est celui de la « liberté de marché ».

La relance américaine n'est pas le fruit du réveil soudain des forces vives de l'économie de marché, au contraire ! Le boum américain est le résultat d'une politique bien traditionnelle de déficit-spending, mais appliquée sur une grande échelle, et dont les effets peuvent être parfaitement bien analysés en termes « keynésiens » classiques. Le déficit-spending résulte d'une part de réductions d'impôts — j'y reviendrai — et d'autre part du programme impressionnant d'armement sur lequel le Président s'est engagé. Les chiffres du budget militaire sont éloquents :

Le budget militaire s'élevait en 1976 à quelque 107 milliards de dollars. A l'expiration du premier terme de Reagan l'effort militaire avait déjà doublé (en termes nominaux) : 221 milliards de dollars. Il atteindrait 259 milliards de dollars en 1985, 286 milliards en 1986 et au cours des années suivantes, respectivement 325 et 359 milliards de dollars.

2. *Le deuxième mythe de la droite est celui de la pseudoorthodoxie conservatrice en matière de dépenses publiques*

Alors que les Gouvernements européens se sont résolus à la plus stricte austérité en matière de dépenses, et ceci est également vrai pour les pays à excédents de balance de paiements, il n'y a quasiment aucune régulation des dépenses publiques aux Etats-Unis bien que le déficit des autorités fédérales reste inférieur à 4,5 % du PNB.

3. *Le troisième mythe est celui de la « responsabilité internationale » des uns opposée à la soi-disant « irresponsabilité des autres à propos de la crise de la dette »*

Le Fonds monétaire international plaide, sous l'impulsion des Etats-Unis, en faveur de l'application de programmes d'ajustement draconiens dans les pays en voie de développement à fortes dettes. Nous savons bien quels furent les résultats de restrictions trop radicales dans bon nombre de pays en voie de développement : misère, instabilité politique, luttes pour la survie, ... comme en témoignent les récents événements au Soudan.

Ceci n'empêche pas les Etats-Unis d'être, sans réprimande aucune, parmi les plus endettés au monde. Faisons tout de même la comparaison suivante : le déficit budgétaire américian — c'est-à-dire la croissance annuelle de la dette publique aux Etats-Unis — est aujourd'hui presque l'équivalent de 1/4 de l'ensemble de la dette courante des pays en voie de développement. Un pays comme l'Argentine est invité avec insistance par le Fonds monétaire international à procéder à des ajustements en profondeur : l'ensemble de la dette extérieure de l'Argentine ne dépasse même pas 25 % du déficit budgétaire annuel des Etats-Unis. Nous savons bien que l'économie américaine est particulièrement vaste et puissante. Mais ne sont-ce point des comparaisons éloquentes quand on invoque des principes comme celui de la reponsabilité internationale.

Je m'empresse d'ajouter que pour bon nombre d'Américains le « rêve américain » n'est rien moins qu'un mythe :

— la réduction des programmes sociaux et la politique fiscale du Gouvernement ont conduit à une ... relance inversée. Les réductions d'impôts ont surtout profité aux fortunés. Un exemple : celui qui gagne 200 000 dollars paie aujourd'hui, selon le Joint Committee on Taxation du Congrès en moyenne 17 403 dollars de moins. Ces 17 403 dollars de réduction d'impôts représentent plus que le revenu de quelque 35 % des familles américaines en 1983. Les statistiques ne sauraient mentir : entre 1980 et 1984 le revenu moyen annuel des 20 % de familles les moins favorisées a diminué de 8 % (de 6 913 dollars à 6 391 dollars). Le revenu des 20 % les mieux nantis par contre a augmenté de 9 % (37 618 dollars à 40 688 dollars).

— le nouveau paupérisme, l'apparition des « soupes populaires » sont monnaie courante. Une étude du Congressional Research Service a montré que ce sont précisément les amputations de quelques programmes-clé au budget de 1981 qui ont précipité quelque 560 000 Américains en-dessous de la barre de pauvreté. En 1980, quelque 29,2 millions d'individus (13 % de la population) ressortissaient de la catégorie officielle des « sans ressources ». Aujourd'hui ce chiffre atteint 35,5 millions d'individus (ou 15,2 %).

Que nous apporte l'avenir : « atterrissage en douceur » ou « casse-pipe » ?

Le déficit public américian atteindra probablement 190 milliards de dollars en 1985 et le déficit en dépenses courantes pourrait atteindre 130 milliards de dollars.

Tout le monde se rend compte aujourd'hui que les Etats-Unis ne pourront se satisfaire de déficits de cette importance pendant longtemps encore. La question est de savoir s'il y aura atterrissage en douceur ou casse-pipe et force est de constater que l'on a dans ce domaine fort peu d'indications pour se prononcer.

La « maladie européenne » est-elle insaisissable ?

Fort peu nombreux sont ceux qui se préoccupent d'une analyse réelle du développement économique et social américain. Par contre, les forums internationaux et les publications spécialisées se plaisent à évoquer l'« eurosclérose ». On évoque ainsi la « mentalité européenne » de laisser-aller, la sclérose sociale et bon nombre d'obstacles bureaucratiques.

Nous ne sommes pas des conservateurs qui entendent défendre coûte que coûte ce qu'ils ont construit. Mais les discours « alléchants » à propos de flexibilité et de rigidité ne résistent que bien mal à quelques constatations concrètes qui expliquent pourquoi l'Europe n'a pas été accrochée à la locomotive américaine.

1. Il s'agit tout d'abord d'une politique budgétaire expansionniste aux Etats-Unis doublée d'une politique monétaire restrictive (exception faite de la seconde moitié de 1982 et de la première moitié de 1983).

Les conséquences en sont maintenant connues : dollar élevé et taux d'intérêts particulièrement hauts.

On serait tenté de croire qu'un dollar élevé favorise l'exportation des pays européens vers les Etats-Unis. Mais qu'est-ce à dire des situations particulièrement pénibles suscitées par l'effet conjugué d'un haut dollar et de taux d'intérêts élevés dans les pays en voie de développement qui ont été contraints à mettre en œuvre des politiques d'ajustement particulièrement sévères.

Cette situation n'a pas manqué d'hypothéquer à son tour l'exportation des pays industrialisés.

L'importation de l'Afrique en provenance des pays de l'OCDE a diminué de 6,9 milliards de dollars par mois en 1981 à près de 5 milliards de dollars en 1984 c'est-à-dire une réduction de 28 %.

L'importation de l'Amérique Latine en provenance des pays de l'OCDE a été marquée par une réduction plus spectaculaire encore puisqu'on est passé de 6,2 milliards de dollars par mois en 1981 à près de 4 milliards de dollars en 1984 ce qui représente une baisse de 35 %.

Ces impulsions déflatoires venant des pays en voie de développement se sont révélées très tangibles en Europe : la réduction de l'exportation en Europe vers ces deux continents en développement a largement dépassé l'augmentation de nos exportations vers les Etats-Unis.

L'exportation de la CEE vers les Etats-Unis a augmenté de près de 1 milliard de dollars par mois entre 1981 et 1984.

La moyenne mensuelle des exportations de la CEE vers l'Afrique et l'Amérique Latine a diminué par contre de 1,9 milliard de dollars au cours de la même période.

2. En Europe même, les hauts taux d'intérêts et l'amputation de capital ont eu en effet dépressif sur les investissements et la construction.

Les Etats-Unis — le pays le plus riche au monde — sont devenus importateurs nets de capitaux alors que les pays en voie de développement connaissent une situation sans cesse plus difficile et que des centaines de millions d'êtres humains souffrent de la faim : voilà ce que je considère comme le scandale politique des années 80.

Avec des courants financiers vers les States, l'Europe contribue donc au financement de l'armement américain. La question de l'administration Reagan adressée à l'Europe pour l'inviter à contribuer à l'effort d'armement est donc purement théorique : nous sommes déjà engagés dans ce processus.

3. Troisième facteur et plutôt de caractère structurel et à long terme : la part européenne du marché d'importation américain a diminué sensiblement : de 46 % des importations américaines de produits industriels en 1963 à 25 % aujourd'hui.

L'avantage de la relance américiane dessert aujourd'hui davantage le Japon et les nouveaux pays industriels.

Le néoprotectionnisme américian y ajoute encore une dimension supplémentaire.

4. La timide reprise en Europe est également due à la politique budgétaire restrictive appliquée dans la plupart des pays d'Europe.

L'Europe a fait montre d'une complète passivité et n'a pas su utiliser les possibilités offertes dans certains pays en matière de budgets et de dépenses courantes.

Peut-être devrions-nous un peu moins critiquer la politique américaine bien que les critiques soient justifiées pour s'interroger sur la passivité européenne.

Vu sous l'angle de chacun des pays pris individuellement, il est très difficile en Europe de se défaire du climat de stagnation et d'austérité.

Nous savons tous que des expériences réflatoires unilatérales conduisent dans nos économies européennes rapidement à des problèmes monétaires.

La Communauté européenne a été précisément créée dans les années 50 à partir de l'idée qu'un grand ensemble donne les mêmes avantages d'échelle et assure les mêmes limites de dépendances collectives externes, idée qui a permis au Président Reagan de développer sa politique économique en toute indépendance.

Une politique coordonnée de relance européenne serait aujourd'hui la meilleure des applications de cette idée européenne.

L'idée d'une relance coordonnée n'a jamais reçu tant d'adhésions qu'aujourd'hui aussi bien au plan intellectuel que de par les faits économiques.

Malheureusement, la capacité de l'Europe de décider en cette matière est plus que jamais incertaine. Faut-il rappeler le conservatisme acharné des Gouvernements britannique et allemand.

— *intellectuel :* Innombrables sont les manifestes en faveur d'une relance coordonnée émanant d'économistes réputés, de banquiers et d'anciens chefs d'Etat (et ceci de la proposition de l'EVV aux publications du Morgan Garanty Trust en passant par les Editoriaux du respectable Financial Times).

Citons aussi Tinbergen, Tobin, Lawrence Klein ... ainsi que Dornbusch, Basevi, Buiter, Bergsten, Rimmer De Vries, Wilhelm Nölling, John Williamson ... sans oublier les personnalités politiques que sont Helmut Schmidt, Karl Schiller, Saburo Okita ...

Il en va de même pour bon nombre d'études économétriques qui indiquent que l'impact d'une politique européenne de relance coordonnée serait bien plus important tout en élargissant les constraints financiers et monétaires plutôt limités dans le cas d'actions individuelles.

— *dans les faits :* Qui oserait nier qu'il y ait aujourd'hui au plan macroéconomique place pour une politique d'expansion dans certains pays européens, notamment au Royaume-Uni et en Allemagne qui mènent une politique particulièrement restrictive en dépit d'un excédent sur leur balance en dépenses courantes.

Propositions concrètes de la Commission politique économique

1. Les Européens doivent-ils attendre l'atterrissage en douceur ou le crash de l'économie américaine ?

Au contraire : Si tous les observateurs en conviennent aujourd'hui que l'atterrissage du boum américain est inévitable et a déjà débuté — il faut entamer les négociations sur les termes d'une relance coordonnée en Europe.

Les livres blancs et manifestes macro-économiques en cette matière font légion : songeons une fois de plus à la proposition des syndicats européens qui permettaient un avantage de l'ordre de 1 % du PNB par une action coordonnée.

Une telle idée de force pourrait être le point de départ d'accords précis impliquant dans le chef des Etats européens un effort en rapport avec leur situation budgétaire respective.

Ce que nous voulons souligner tout particulièrement aujourd'hui c'est la nécessité d'un dialogue dans les plus brefs délais au niveau de l'Europe.

On ne peut mieux dire que l'éditorialiste du pourtant très conservateur Financial Times le 28 février 1985 : « A modest adjustment in concert of the order of 1 % of GDP would have as much effect in each member country as a far bolder stimulus in one country (...) Given that European decision-making makes even the US constitution look a model of lightning efficiency, the time to start planning such a convergence is *now* »

2. Au plan monétaire, la majorité du groupe de travail — compte tenu de la position du British Labour Party l'unanimité n'était pas possible — ne plaide peut-être pas pour un « grand design » mais tout de même pour des pas concrets qui renforcent le SME.

Ceci doit permettre de réagir assez rapidement et de manière satisfaisante à la politique monétaire américaine.

Nous pensons entre autres au renforcement du rôle de l'ECU tant pour les usages officiels que privés. Les récentes décisions du Conseil ministériel sont positives mais insuffisantes.

Il s'agirait notamment de prendre les initiatives suivantes :

— suspendre les réticences des banques centrales européennes à l'égard des positions créditrices en ECUS. Ceci doit bien évidemment aller de pair avec une hausse de l'intérêt sur les créances en ECUS ;
— rendre convertibles les créances officielles en ECUS, de manière telle que les banques centrales puissent convertir en dollars ou en autres devises leurs ECUS au-delà d'un certain plafond ;
— prendre les mesures concrètes nécessaires pour encourager les transactions internationales en ECUS.

Par ailleurs, il conviendrait de favoriser une meilleure coopération entre les banques centrales européennes dans leur lutte contre les mouvements spéculatifs sur le marché des capitaux. Enfin, il s'agirait d'atteindre une diversification suffisante des critères de divergences au sein du SME entre

autres en faisant appel à des critères non financiers. Ceci devrait permettre une meilleure convergence sur une base plus objective, l'accent étant moins mis sur les taux d'inflation éventuellement divergents.

3. Nous nous trouvons à propos des structures industrielles de l'Europe devant un défi que l'on pourrait résumer comme suit : il s'agit de conserver la solidarité sociale interne propre au modèle européen, voire même la développer tout en intensifiant notre compétitivité à l'égard du reste du monde industrialisé.

Il ne peut y avoir d'antagonisme entre la solidarité sociale interne et la compétivitié industrielle externe ; elles exigent une faculté d'adaptation dynamique tant au plan des produits que des procédés, tant en matière de formation que d'enseignement sans oublier la recherche scientifique.

Il va de soi que la mobilisation de toutes les créativités présentes en Europe exige justement une dimension européenne.

Dans le document de la Commission, il est fait état de 4 facteurs susceptibles de renforcer la faculté d'adaptation de l'Europe :

1. La pleine réalisation du potentiel du marché interne européen forcera l'industrie européenne à plus d'efforts de modernisation tout en offrant en même temps une place plus importante au développement d'industries nouvelles.

N'oublions pas qu'il s'agit d'un marché de 270 millions d'habitants auquel viendront se joindre sous peu quelque 45 millions d'Espagnols et de Portugais.

La suppression des barrières douanières existantes d'ici à 1992 pourrait être un objectif réaliste. Cette libéralisation interne devrait évidemment aller de pair avec une importance plus grande de la dimension régionale des politiques communautaires européennes et avec une politique industrielle européenne qui devra s'attacher à redresser les trop importants déséquilibres entre régions européennes sans oublier l'accent qui doit être mis sur la politique commerciale extérieure.

Le néoprotectionnisme auquel nous sommes confrontés aujourd'hui sur certains marchés, entre autres américains est inacceptable !

2. En second lieu, s'impose un effort en matière de politique européenne de recherche.

Bien que l'Europe consacre en termes absolus davantage à la recherche que d'autres de ses concurrents, les doubles emplois et les gaspillages d'efforts conduisent trop souvent encore à une perte d'efficacité et dans certains cas à des résultats médiocres.

Il faut élargir les programmes de recherche nationaux et encourager, ce faisant, les projets communs de recherche.

3. Il faut aussi arrêter un programme d'investissement européen.

Ceci peut être financé par une augmentation raisonnable des divers instruments communautaires de prêts.

Un tel programme européen d'investissement devrait par priorité être orienté sur les secteurs du transport, des équipements de communication et par exemple sur la rénovation des villes.

Par ailleurs, les divers fonds structurels devraient être mis en œuvre de manière coordonnée pour des actions de modernisation et génératrices d'emplois.

4. Enfin il est indispensable de soutenir toute forme de coopération industrielle entre les entreprises européennes.

4. La politique du marché de l'emploi. Comme je l'ai souligné au début de mon intervention, la lutte contre le chômage est une préoccupation essentielle et l'objectif prioritaire des socialistes en Europe.

L'Europe a non seulement besoin d'une meilleure croissance économique mais également d'une meilleure relation entre la croissance d'une part et la création d'emplois d'autre part.

La relation entre croissance et emploi dépend du fonctionnement du marché de l'emploi et — de manière décisive — de la politique déployée sur le marché de l'emploi.

L'ouverture des économies européennes, prises individuellement, limite malheureusement la marge de manœuvre des gouvernements nationaux et ceci également en matière de politique de l'emploi.

Il convient en même temps de veiller à ne pas créer de spirales néfastes — après la spirale cotisations de solidarité sur les salaires que l'on a connues — cette fois s'agissant de réductions des avantages de la sécurité sociale et de ... flexibilité.

A cette fin, il est indispensable de créer un cadre européen en matière d'instruments adéquats à mettre en œuvre pour la politique de l'emploi.

La nécessité de directives européennes est urgente en matière de redistribution du travail d'une part et de l'introduction de nouvelles technologies d'autre part.

La redistribution du travail est un thème habituel pour nos Congrès et pour les Congrès syndicaux européens.

Certains souligneront peut-être le faible impact des campagnes en faveur de la réduction du temps de travail notamment en termes de jobs.

En effet, nous savons que la réduction du temps de travail et la redistribution du travail est bien plus difficile dans la pratique qu'il n'y paraît du haut d'une tribune.

Les automatismes dont on a beaucoup attendu jadis ne fonctionnent pas bien. Redistribuer le travail exige des négociations souvent ardues : pour

créer des emplois, pour le financement de cet effort, sur la durée du travail, sur l'organisation du travail ...

Reconnaissons que les progrès réalisés dans ce domaine en Europe — contrairement à ce que la rhétorique donne à penser — sont plutôt discrets, entre autres parce que les efforts sont déployés au plan national.

Il n'y a pourtant pas d'autre issue. Seule la relance et la création d'emplois nouveaux par la réduction du temps de travail pourront réduire le chômage.

C'est la raison pour laquelle nous plaidons pour une directive-cadre au plan européen qui arrêterait les objectifs communs d'une manière non ambiguë. Les négociations ainsi que les mesures nationales pourraient facilement s'y insérer.

Je souligne l'intérêt d'un bon équilibre entre des objectifs précis, arrêtés de commun accord, et le pluralisme des modalités pratiques d'application.

La Commission européenne devrait à notre estime accélérer le dialogue avec les interlocuteurs sociaux européens et prendre ensuite les initiatives qui s'imposent.

Monsieur le Président, Camarades,

Dans mon introduction j'ai souligné que le boum américain — dont la fin est en vue — constitue pour l'Europe et pour les Européens une heure de vérité.

Mais cette heure de vérité n'apportera pas le triomphe de Reagan ni du néolibéralisme, au contraire : discours politique et réalité, mythe et faits n'ont jamais été aussi éloignés les uns des autres.

La vérité, c'est que cette espèce de locomotive américaine n'est pas capable de tirer les wagons européens et que du reste ceci n'a jamais été l'objectif de la politique américaine.

L'analyse sereine indique que la manière dont Reagan a financé la course à l'armement et les allègements fiscaux au profit des mieux nantis, a constitué un frein au redressement de l'Europe.

C'est l'Europe et le Tiers Monde qui en ont payé les frais.

La réalité d'aujourd'hui c'est que l'Europe devra prendre en main sa propre destinée.

Attendre n'est pas de mise.

Concertation et action dès demain. Voilà notre objectif. Nous devrons nous y attacher sans désemparer.

Jacques Delors

Président de la Commission des Communautés Européennes



Monsieur le Président,
Chers Camarades,

Je dois tout d'abord vous apporter le salut fraternel des militants socialistes membres de la Commission des Communautés européennes. Certains sont ici, comme Stanley Clinton-Davis, d'autres auraient voulu y être, comme Claude Cheysson, malheureusement en convalescence, et qui m'a chargé de vous exprimer ses regrets et de vous transmettre ses amitiés. Je ne voudrais pas non plus commencer cet exposé qui se situera dans le droit fil de ce que vient de dire Willy Claes, je ne m'en écarterai pas, sans m'associer aux propos de Felipe Gonzalez et de Joop den Uyl disant leur estime et leur admiration pour la présidence italienne en exercice. Mais, je voudrais quand même y ajouter un hommage à la volonté, à la sagesse et à la compétence de nos amis espagnols et portugais qui ont mené à bien la négociation. Et je voudrais bien que vous les applaudissiez.

Willy Claes a tout dit. Son analyse lucide de la situation réelle de l'économie américaine, est une combinaison des avantages de la position dominante et d'un dynamisme interne qu'il ne faut pas sous-estimer. Il a tout dit sur le désordre monétaire et financier international. Aussi, je voudrais faire écho à ses derniers propos. Mais avant, puisque demain vous parlerez des problèmes internationaux, je voudrais vous indiquer la satisfaction de la Commission d'avoir vu le Conseil des Ministres adopter des positions communes énergiques et sans faiblesse, à la fois sur le plan commercial — n'oublions pas que la Communauté est l'ensemble le plus ouvert du monde — et aussi sur le plan des problèmes monétaires et de l'endettement ou dans les réunions internationales qui vont se tenir, j'espère que pour la première fois, pour la seconde fois si l'on excepte septembre 82 et le relèvement des ressources du Fonds monétaire international, pour la deuxième fois, j'espère que les pays européens parleront d'une seule voix avec énergie

et sans faiblesse. Ceci étant dit, pour revenir aux propositions de Willy Claes, je voudrais simplement développer trois points : quels que soient les projets d'avenir que nous faisons, et il faut en faire, la crédibilité de l'Europe se joue dans notre capacité à lutter dès aujourd'hui contre le chômage. La réponse économique et sociale doit être cherchée non pas ailleurs, mais dans un modèle européen ; restons nous-mêmes !

Et enfin, s'il s'agit d'une affaire de volonté et d'engagement, c'est également une affaire de fonctionnement des institutions. Et voilà pourquoi nous avons déjà les yeux fixés sur le prochain Conseil Européen à Milan, car je crois que là aussi, l'Europe, comme pour l'élargissement, a rendez-vous avec l'Histoire. Et les mots ne sont pas forcés. La crédibilité de la Communauté, c'est la capacité à lutter contre le chômage, par une double action structurelle et conjoncturelle, avec deux atouts qui sont les nôtres si nous voulons les utiliser : l'effet de dimension et de solidarité. L'effet de dimension, ce sont les propositions que nous avons faites pour la réalisation d'un grand marché. Ce sont les propositions très claires et succinctes que nous avons faites pour créer un espace technologique européen. Et malheureusement, le Conseil Européen n'a pas pu y accorder autant d'attention à Bruxelles que cela aurait été nécessaire, pour qu'une fois débarrassé des querelles, une fois le cercle de famille élargi, on se préoccupe enfin de l'avenir et de la prospérité de la famille. La solidarité, c'est l'interdépendance reconnue. La solidarité, elle s'est manifestée, c'est vrai, dans les conditions dans lesquelles a été réalisé l'élargissement, et notamment ses conditions financières. Elle s'est manifestée aussi dans l'acceptation des propositions que j'avais faites pour les programmes intégrés méditerranéens. Mais la solidarité ne peut pas s'arrêter là. Même si les programmes intégrés méditerranéens ont traduit dans les faits une solidarité entre le Nord et le Sud, une meilleure compréhension entre ces régions aux situations géographique et historique diverses, il reste beaucoup à faire. Et si la solidarité apparaît un mot par trop moral, parlons d'interdépendance. Et que chacun, que chaque pays, que chaque gouvernement, lorsqu'il retourne dans son pays réfléchisse bien à ce qu'il dit à l'opinion publique. On ne peut pas dire par exemple que l'Europe coûte trop cher lorsqu'on est le principal bénéficiaire de cette Europe sur le plan des exportations qui supportent votre croissance. On ne peut pas davantage, si l'on se situe au sud, tout attendre de l'Europe sous forme d'assistance et ne pas faire sur soi-même l'effort nécessaire pour s'intégrer dans la Communauté. Donc, l'effet de dimension et une solidarité bien comprise devraient nous permettre, à nous les Européens, de trouver, dès cette année, ou tout ou moins dès l'an prochain, car il reste encore des preuves à administrer, les chemins d'une croissance plus créatrice d'emplois.

Quatre directions s'offrent à nous :

Tout d'abord, *une économie plus compétitive ;* et là, chers Camarades, il ne faut pas sous-estimer comme trop d'entre vous le font, ce qui a déjà été fait par les pays européens. L'adaptation de nos structures économiques est en bonne voie. Elle paiera un jour, même si aujourd'hui nous n'en avons que l'effet négatif, l'accroissement du chômage. Et ce qui reste à faire est peu à côté de ce qui a été fait, sauf si j'excepte les nouvelles technologies. Et c'est un paradoxe de croire que l'Europe pourrait créer des emplois comme les Etats-Unis moyennant un taux de productivité plus faible. Mais voyons, l'Europe échange avec l'extérieur par rapport à son produit intérieur brut 3 à 4 fois plus que les Etats-Unis ! Croyez-vous que nous pourrions aujourd'hui créer des emplois, avoir un taux de productivité de 2 ou de 1 % ? Mais nous nous enfoncerions davantage ! Voilà la différence entre les deux ! Et voilà ce qui relativise aussi les performances de l'économie américaine. Nous ne pouvions pas faire autrement que d'adapter nos structures, car nous, 30 % de notre produit intérieur brut est échangé avec l'extérieur, car nous, nous ouvrons nos marchés aux pays en voie de développement, car nous, les Européens, nous faisons pour l'Afrique un effort sans précédent : 55 % de l'aide publique est apporté par l'Europe contre 15 % par les Etats-Unis. Voilà pourquoi nous devrons être compétitifs. Nous payons par notre chômage une conception du monde bien différente de celles qui règnent ailleurs.

D'autre part, une croissance plus forte, c'est possible dès demain. Mais pour que cela soit possible, il faut que les uns et les autres, comme je l'indiquais tout à l'heure, comprennent bien ce qu'est l'interdépendance. Vous savez que les Européens échangent entre eux 50 % de leurs exportations et de leurs importations. Cela veut donc dire que si la croissance d'un pays se fait uniquement par les exportations, elle ne peut compter que sur la demande des autres. Et un jour, cela devient déséquilibré. Nous sommes proches de cette situation. Et si cette situation devait s'aggraver, sans être pessimiste, je crois qu'on peut dire qu'à ce moment-là des menaces pèseraient sur les éléments fondamentaux qui actuellement expliquent l'existence de l'Europe, je veux dire *l'ouverture des frontières internes et le système monétaire européen.*

Chacun doit le comprendre et utiliser ses marges de manœuvre dans une sorte de jeu à somme positive car tous les pays d'Europe ont à gagner aujourd'hui. Les uns en continuant d'une manière drastique leur politique d'assainissement, car ni l'inflation ni le déséquilibre des échanges extérieurs ne créent durablement des emplois ; les autres se rendant compte qu'en utilisant leur marge de manœuvre, ils en bénéficieront à leur tour. Et tout ceci pourrait se traduire, dès l'année prochaine, par un taux de croissance supérieur de 1 %. Si l'on y ajoute une proposition que j'ai esquissée au dernier Conseil Européen, mais qui n'a pas fait l'unanimité, la nécessité pour l'Europe d'avoir une politique commune des transports, des infrastruc-

tures à la dimension de son marché de 320 millions de consommateurs, des infractructures à la dimension de ses ambitions en matière de politique industrielle, alors, je crois que l'Europe aujourd'hui, par un grand emprunt, pourrait financer ces infrastructures, et je dirais même, m'adressant au-delà de cette salle, à ceux qui ont des réticences, à ceux qui sont pour le laisser-faire, comment concevoir un grand marché avec libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux sans des infrastructures qui permettent cette libre circulation ? Même de ce point de vue, un programme d'infrastructures est nécessaire. Il aurait des retombées positives dès aujourd'hui sur la croissance. Il permettrait de remédier en particulier au sinistre qui atteint dans tous les pays l'industrie du bâtiment et des travaux publics, alors que nous avons là des capacités extraordinaires de savoir-faire et d'exportation.

Troisième dimension, *une croissance plus riche en emplois.*

Eh oui, à taux de croissance donné, on peut créer plus ou moins d'emplois. Je ne crois pas, contrairement à certains, que nous en créerons beaucoup dans les services comme aux Etats-Unis. Pour une raison simple, c'est que nous étions en avance en ce qui concerne le niveau des services ; qu'il s'agisse des services privés ou qu'il s'agisse des services collectifs. Et qu'il s'agisse aussi de nos systèmes de protection sociale dont nous sommes fiers et que nous ne sommes pas prêts de brader pour je ne sais quelle création illusoire d'emplois en contre-partie. Non, si nous voulons créer des emplois, nous devons nous rendre compte qu'aujourd'hui, dans des industries de pointe comme l'électronique, on crée plus d'emplois que dans des industries traditionnelles. De la recherche pure à la fabrication des produits. L'industrie éléctronique, par exemple, occupe plus d'emplois que les industries traditionnelles, une fois qu'elles sont modernisées. Voilà pourquoi, l'ambition structurale rejoint l'objectif conjoncturel de création d'emplois. C'est en prenant à pleins bras les nouvelles technologies que nous pourrons créer des emplois durables et des emplois compétitifs. C'est pourquoi la Commission s'attachera à maintenir ses propositions, à les mettre en œuvre en ce qui concerne l'espace technologique européen. Nous avions fait cinq propositions au Conseil Européen de Bruxelles dont une portait sur les télécommunications, un secteur où l'Europe n'est pas en retard, où elle peut exploiter encore aujourd'hui des avantages techniques. Et, comme le disait Willy Claes, sa richesse en chercheurs, l'importance des sommes qu'elle consacre, les télécommunications de demain, ce sera le réseau sanguin de l'économie. Il faut dès aujourd'hui mettre en œuvre ce projet au-delà des réticences des uns et des autres.

Et enfin, quatrième direction, *un nouveau modèle de développement.*

Vous le savez maintenant, nous ne reviendrons pas à la croissance façon des années soixante. Il faut trouver autre chose. Il faut prendre en considération le temps et sa valeur et par une politique du temps choisi permettre

à chacun de vivre mieux et de créer davantage d'emplois et même mieux utiliser et utiliser plus longtemps les équipements. Il faut, par un troisième secteur d'activité, faire place à l'innovation sociale, à tous ceux qui veulent créer en dehors du secteur de l'économie de marché et des canons du capitalisme. Et il faut enfin revoir la place de l'agriculture dans la Communauté de demain. On parle des excédents : mais on ne peut pas uniquement parler des excédents aux paysans. Il faut leur donner des raisons d'espérer. La petite agriculture est un facteur essentiel dans nos pays en déclin démographique ; elle est un facteur essentiel de stabilisation sociale, d'animation de la vie rurale. Il faut ouvrir une nouvelle politique agricole et il faut reconnaître le rôle social et économique de l'agriculteur, non seulement par des prix trop élevés qui handicapent notre compétitivité, chargent notre budget, mais par une politique de subventions sociales dûment méritées et dûment justifiées.

Cette croissance plus créatrice d'emplois, nous ne la réaliserons, chers Camarades, que par un modèle européen. Certes, il ne faut pas s'endormir sur nos succès passés, mais il ne faut pas oublier non plus où a eu lieu le miracle économique des années 50 et 60 sinon en Europe. Et quels ont été les architectes de ce miracle économique, sinon les gouvernements sociaux-démocrates de l'époque. Et aujourd'hui, on voudrait faire table rase de tout cela, oublier ce qui a été fait ! Comme si cela était passé de mode. C'est peut être passé de mode mais cela existe toujours. Rester nous-mêmes. Résister aux modes, Willy Claes a tout dit sur ce point. Mais notre modèle à nous, c'est l'économie mixte et non une économie du laissez-faire et du laissez-passer sans entrave et non le slogan « Laissez gagner les meilleurs ».

Rappelez-vous cette merveilleuse phrase d'Olof Palme : « La société doit être plus exigeante pour les forts et plus douce pour les faibles ». Etre plus exigeant pour les forts, ce n'est pas les handicaper, c'est leur permettre d'avoir, selon leurs mérites, mais on ne peut pas en reprenant le refrain à la mode, dire uniquement « laissez gagner les meilleurs ».

Il y a eu des ratés dans le modèle social-démocrate, c'est vrai, dès la fin des années soixante. Mais nous devons lui redonner toute sa force et toute son efficacité et pas au dépens de la solidarité. Or, ce modèle, je vous le rappelle est fondé sur un triptyque indissociable, un marché qui fonctionne, un Etat qui assume ses responsabilités et une politique contractuelle entre les partenaires sociaux qui font le premier pas vers la démocratie économique. C'est ce modèle là qui est européen, et non, je ne sais quelle idée importée d'ailleurs et d'ailleurs moins justifiée que ne sont les documents qui nous ont été donnés à l'appui du rapport de Willy Claes et qui décortiquent en quelque sorte les succès obtenus ailleurs. Donc, il faut rajeunir le modèle d'économie mixte et ne pas y renoncer. Il faut, sur ce point, être d'une fermeté extraordinaire. Il faut garder confiance en nous-mêmes. Tout d'abord, un marché concurrentiel, mais un marché concur-

rentiel, chers Camarades, ce n'est pas un marché oligopolitique, c'est un marché où les petites et moyennes entreprises peuvent entrer, peuvent se créer, occuper des créneaux si elles en sont capables. Un marché concurrentiel, et c'est là où nous sommes défiés, car nous l'avions peut-être un peu oublié, c'est un espace qui stimule l'esprit d'entreprise et l'innovation, ce point de vue, les socialistes ont encore à faire, c'est vrai.

Mais aujourd'hui, nous pouvons, nous aussi, faire le plaidoyer en faveur de l'esprit d'entreprise et l'innovation à condition que cet esprit d'entreprise, cette innovation, soient ouverts à tous et dans les formes diverses requises par l'économie d'aujourd'hui.

Deuxièmement, un Etat qui fait son métier, c'est-à-dire un Etat qui n'intervient pas à temps et à contretemps, qui n'intervient pas partout, qui ne joue pas les assistantes sociales et qui en arrive même dans des pays où les socialistes ont gouverné, à ratifier ce slogan déplorable « la socialisation des pertes et la privatisation des gains ».

Or, c'est çà aujourd'hui le néo-capitalisme en Europe, si vous l'observez de près. Nous ne voulons pas de cela. Nous voulons des interventions publiques plus sélectives, plus rationnelles et pour cela nous devons mener une réflexion qui n'est pas encore commencée sur un ajournamento de la planification. Non pas la planification au pas cadencé mais la planification qui reste pour les socialistes un moyen de maîtriser autant que cela est possible, pas plus que cela n'est possible à l'avenir.

Et enfin, la relance du dialogue et de la négociation sociale et non comme on y assiste actuellement le triomphe de l'un des partenaires sur l'autre parce que les rapports des forces l'autoriseraient. Parce qu'une sorte de revanche serait possible par rapport aux années où il y avait le plein emploi et où les syndicats tenaient la dragée haute à leur partenaires. Il faut le dire avec force, et je l'ai dit au patronat européen, vous pouvez aujourd'hui ignorer votre partenaire et même à certains égards l'écraser et l'humilier, mais où en seront vos valeurs, où en sera la démocratie si vous faites cela ? Vous ne pouvez pas le faire. Pas de dumping social en Europe mais le goût de la négociation. Car cela fait aussi partie des conditions de la réussite. Ce qui peut être fait actuellement de ce point de vue comme d'ailleurs des autres points de vue, au niveau de la Communauté, ne doit pas être surestimé. Il faut être réaliste et nous sommes aidés, nous la Commission, je dois le dire, par le Groupe Socialiste au Parlement Européen. Nous sommes aidés fraternellement mais nous sommes aidés techniquement comme le montrent les dernières propositions faites sur l'emploi. On ne peut pas parler d'une politique sociale de la Communauté. Savez-vous, chers camarades, que les fonds rassemblés dans le fonds social représentent moins de 0,5 % du total des dépenses nationales consacrées à l'emploi et à l'information, alors on peut mener des actions exemplaires mais il faut être réaliste sur ce point.

Et la Commission s'efforce de l'être, pour sa part. Elle agit dans ces directions. En seulement trois mois de travail, car il faut aussi rendre compte, et en plus de ce que nous avons pu faire pour aider à l'élargissement ou à la solution des problèmes posés par les régions méditerranéennes, la Commission a ouvert les chantiers qui correspondent aux idées que je viens de défendre.

C'est ainsi qu'elle a ouvert un débat pour une croissance plus soutenue sans mettre en cause l'assainissement : j'y reviendrai dans un instant. Elle a fait des propositions concrètes et claires pour un espace européen de la technologie. La technologie n'est pas en soi-même créatrice de beaucoup d'emplois. Sur 6,5 millions d'emplois créés aux Etats-Unis, 500 000 seulement ont été créés dans la haute technologie. Mais la haute technologie, elle pénètre actuellement toute l'économie. Elle affecte le comment produire et qui ne l'a pas avec lui, ne pourra pas demain rester dans le peloton de tête des compétiteurs. Voilà pourquoi il faut s'intéresser à la nouvelle technologie. Pas simplement comme Jules Verne en pensant aux mirifiques découvertes ou aux inquiétantes découvertes de demain, mais parce qu'elle affecte le comment produire, la nouvelle technologie c'est un nouveau comment produire dans l'automobile, dans la mécanique, dans la chimie.

La Commission, en troisième lieu, a soutenu les initiatives des responsables monétaires en vue de renforcer le système monétaire européen.

Et je crois qu'une étape sera franchie dès la fin de cette semaine au Conseil des Ministres de l'Economie et des Finances.

On me dit souvent : pourquoi n'avez-vous pas été plus loin dans vos propositions ? Pour une raison simple, c'est que les derniers événements qui s'étaient produits l'an dernier avaient créé un fossé d'incompréhension entre la Commission et les Gouvernements d'une part, les autorités monétaires d'autre part. On ne bâtit rien sur la méfiance. Surtout lorsqu'un projet est audacieux. Mais c'est audacieux, chers camarades, de créer autour du système monétaire européen une zone de convergence économique qui montre qu'il est possible à la fois d'être sérieux sur le plan monétaire et de créer des emplois par davantage d'interdépendance et de solidarité. Et c'est un projet ambitieux que de faire de l'ECU une monnaie de réserve à côté du Dollar et du Yen. Cela demandera du temps et on ne veut pas le faire contre les gouverneurs des banques centrales ou même si ceux-ci traînent les pieds. Voilà pourquoi j'ai agi discrètement pour qu'un premier pas soit fait. Il n'est pas suffisant, mais nous prouverons le mouvement en marchant.

Et enfin, quatrième travail, la Commission a réuni les interlocuteurs sociaux au niveau européen. A la fin janvier, je crois pouvoir dire sans pécher par un optimisme excessif que des promesses sont nées et que des

consensus et des convergences sont possibles autour de trois thèmes sur lesquels je voudrais insister un instant.

Tout d'abord, autour du marché du travail. Un meilleur fonctionnement du marché du travail est accepté par les organisations syndicales. S'il s'accompagne d'un minimum de garantie, un droit de contrôle des organisations syndicales et d'une répartition meilleure du travail en fonction des possibilités du capital technique et en fonction des aspirations des travailleurs, j'ai parlé du temps choisi. Ma conviction est que si l'on réfléchit en même temps sur l'organisation du travail, le marché du travail et la répartition du travail, il est possible d'aboutir au niveau européen à une sorte d'accord cadre qui ensuite aurait des répercussions positives sur nos pays et sur nos entreprises.

Deuxième thème où un rassemblement peut être possible autour des nouvelles technologies. Il faut que les travailleurs soient associés dès le début au processus d'études puis d'insertion des nouvelles technologies. Il le faut parce que c'est leur avenir qui est en cause ; leur avenir personnel. Il le faut parce qu'ils ont des appréhensions légitimes. Combien de travailleurs très qualifiés dans l'automobile aujourd'hui pourront se reconvertir dans les ateliers de production de demain ? Combien ? Et moyennant quels moyens de formation ?

Cela, ce sont de vraies questions qui devraient être posées. Et si ces travailleurs ne peuvent pas se reconvertir, que deviendront-ils ? où les employer, avec quel niveau de salaire ? Une action doit être menée dans ce domaine.

Et enfin, troisième sujet sur lequel j'ai cru noter un rapprochement. Je crois que les entreprises se rendent compte qu'une politique monétaire et budgétaire ultra-rigoureuse, une politique de l'offre, se retourneront un jour contre eux-mêmes car si la demande n'est pas là, le dynamisme des entreprises fléchit. Et le moment est venu où il faut rééquilibrer politique de l'offre et politique de la demande.

Voilà trois sujets sur lesquels nous pouvons caresser un certain espoir et vous, les partis socialistes, vous les organisations syndicales, vous pouvez nous aider.

Willy Claes posait la question : Et la Commission ? Elle ne se dérobera pas. Mais dans un premier temps, elle s'efforcera de faire en sorte que ces progrès soient réalisés par la voie contractuelle plutôt que par une directive ou une intervention de la Commission. Mais si cette intervention se révèle nécessaire, alors nous ferons des propositions et chacun se comptera, car comme vous l'imaginez, il n'y aura pas l'unanimité autour de ces propositions.

Voilà, chers camarades, comment il nous faut défendre notre modèle européen, notre modèle d'économie mixte. Ce que nous a légué la sociale-

démocratie qui a gouverné l'Europe là où elle l'a gouvernée dans les années 50 et 60. L'avenir de l'Europe, chers camarades, c'est une affaire de volonté et d'engagement mais c'est aussi un redoutable problème institutionnel. Je vous l'ai dit, une échéance importante se pointe à l'horizon. Le Conseil européen de Milan. Ce sera un test très significatif sur les intentions de chacun et sur la force de leur engagement.

Mon souhait, c'est que les problèmes soient bien posés, que des options claires soient présentées. Et la Commission y contribuera de toutes les forces de son intelligence et de son courage.

Je pense que cinq questions essentielles se posent et qu'il faut les poser dès aujourd'hui :

1. Voulons-nous une Europe qui élargit le champ de sa coopération ? Par exemple, à l'éducation, à la culture ou en formalisant la coopération politique.
2. En second lieu, voulons-nous une Europe plus démocratique ? Et comment le serait-elle si le Parlement élu au suffrage universel quel que soit le climat de désintérêt dans lequel, hélas, il travaille, si le Parlement élu au suffrage universel ne voyait pas ses pouvoirs renforcés par ce qu'on appelle la codécision. Quels sont les domaines dans lesquels les pays membres acceptent que le Conseil et le Parlement aient la codécision ? Quels sont les domaines dans lesquels le Conseil européen acceptera cela ? Quels sont les domaines dans lesquels le Conseil européen acceptera que le Parlement ait un droit d'initiative ?
3. Troisième question : une Europe plus allante et c'est la question difficile de la différenciation. Il faut la poser aujourd'hui. La première fois que j'ai proposé l'Europe à géométrie variable, j'ai reçu beaucoup de critiques et je voudrais vous poser la question aujourd'hui. Si, par exemple, cinq pays décident d'unir leurs efforts dans le domaine de la bio-technologie et que cela n'intéresse pas les sept autres pays, est-ce que les cinq premiers doivent attendre que les sept autres le veuillent pour commencer ? Ou bien, autre solution : faut-il que, comme pour Ariane et Airbus, on le fasse en dehors de la Communauté ?

Mes chers camarades, si tout ce qui est intéressant est fait dans un processus inter-gouvernemental en dehors de la Communauté, où est le dynamisme de l'Europe ? Non, il faut accepter que dans certains domaines, cinq ou six pays s'engagent politiquement, techniquement, financièrement comme l'a proposé François Mitterrand en créant des agences et sans que cela ne nuise au contrat de mariage, sans que cela ne nuise au pacte qui unit les douze pays de la Communauté.

Si nous n'acceptons pas cela, alors il y aura toujours un ou deux pays qui ne seront pas intéressés par tel ou tel progrès et il n'y aura pas d'Europe dans le peloton de tête de la technologie.

4. Quatrièmement, une Europe plus opérationnelle et c'est là que se pose le problème du mode de décision. Le droit de veto d'un côté, il faut l'évoquer, le rapport du Comité Dooge le passe sous silence, mais on le retrouvera au coin d'un bois, plutôt au coin de la cathédrale de Milan.

   Quant au vote à la majorité, là aussi, il faut se décider. Il y a actuellement dans le Traité 32 cas de vote à l'unanimité. Quels sont ceux concrètement sur lesquels les pays membres acceptent de voter à la majorité qualifiée. Là aussi, il faudra apporter une réponse. Je vous dis franchement, si le Conseil européen de Milan se traduisait par un vœu pieux et la création d'une Conférence Intergouvernementale, alors l'Europe aurait perdu une chance. Nous ne nous serions pas expliqués clairement et lucidement sur ce que veut chacun, jusqu'où chacun veut aller dans la construction de l'Europe. Voilà la question, elle doit être posée à Milan.
5. Et enfin, cinquièmement, une Europe plus efficace. C'est la question des ressources propres. Elle n'est pas réglée. Elle n'est pas réglée ni dans le fond ni dans sa philosophie et d'ailleurs les divergences apparues au sein du Comité Dooge le montrent bien.

Je l'ai dit, tous ces problèmes, chers camarades, sont difficiles. Il y a tellement à faire et le temps presse pour les sans travail, pour la jeunesse.

Quels sont nos pires adversaires à nous, Européens ?

Ce sont le pessimisme, le scepticisme et la myopie.

Le pessimisme, tout d'abord ; alors qu'au début des années soixante-dix, l'Europe a péché par excès d'optimisme pourrait-on dire, en sous-estimant le poids de la crise, on dirait qu'aujourd'hui, elle pèche par excès de pessimisme en sous-estimant ses forces et ce qu'elle a déjà réalisé. Le scepticisme ensuite, à quoi bon faire cette Europe, c'est tellement difficile. Ça prend tellement de temps aux Chefs d'Etats, aux ministres des Affaires Etrangères et tout cela pour des progrès minimes, un marteau-pilon pour écraser une mouche. Non, il faut lutter contre ce scepticisme. Ce qui a été réalisé depuis deux ans et trois mois vaut la peine, les querelles de famille sont éteintes ; le cercle de famille s'est élargi ; cette Europe avec l'Espagne et le Portugal est culturellement, politiquement différente, c'est une autre approche de la politique qui vient d'entrer en Europe et qui complètera utilement celle qui y était.

La myopie enfin. Toujours le regard, le nez collé sur la vitrine de l'événement parce qu'il y a des élections et il faut bien s'en occuper ; parce qu'il y a tel ou tel groupe de pression. Là, le Parlement européen nous a montré l'exemple. Il a vu loin et large avec son projet d'Union européenne. Même s'il y a des réserves à faire sur tel ou tel point, il faut avoir le même esprit. L'Europe, en un mot comme en cent doit retrouver confiance en elle-même. Les socialistes aussi, l'Europe doit avoir du caractère, les socialistes aussi.

Gwyneth Dunwoody
Vice-président de l'U.P.S.C.E



Monsieur le Président, Chers Camarades,

N'est-ce pas une grande joie pour nous d'être réunis ici cet après-midi à Madrid et d'avoir, non pas uniquement Felipe Gonzalez mais aussi des représentants et des membres du Gouvernement socialiste portugais.

Quelle grande joie pour nous tous, quelle grande joie de voir les énormes changements qui sont intervenus et quel grand honneur pour notre union que d'être réunis ici cet après-midi sous la présidence de nos amis et d'être les hôtes de nos amis espagnols.

Nous nous réjouissons de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté mais nous nous réjouissons également du fait que cela nous donne la possibilité de lancer une nouvelle campagne, une campagne pour le socialisme en Europe parce que je pense que nos nouveaux partenaires, étant donné les liens d'amitié historique qui nous unissent, étant donné leurs nouvelles idées, nous lancent un double défi, tout d'abord, celui d'être enfin une communauté adulte, consciente de ses différences et fière de ses différences, une communauté qui ne doit plus se cacher derrière des résolutions vides lorsqu'on est disposé et préparé, étant donné que tous les socialistes sont unis au service des Institutions.

Pour les socialistes, la Communauté nous offre dans sa nouvelle forme, dans sa plus grande forme, un nouvel éclairage, celui d'oublier le langage obscurantiste et de commencer à planifier et à prévoir les emplois et le développement. S'il y a un défi qui nous attend dans ces années 80, camarades, c'est celui de répondre aux véritables besoins et aux profondes craintes de plusieurs générations de jeunes travailleurs dans toute l'Europe qui se sentent aujourd'hui abandonnés et trahis. Nous avons le choix, ou de continuer la routine ou de prévoir l'avenir, un avenir qui exige un investissement d'état sans lequel nous serons incapables de créer de nouveaux

emplois ; des prévisions qui doivent nous permettre d'offrir à de petites et moyennes entreprises la possibilité de se développer pour remplacer les millions et les millions d'emplois qui ont été perdus.

Dans mon pays au mois de février, 3 323 000 personnes étaient au chômage, 13,7 p.c. de l'ensemble de la population du pays, si vous y ajoutez le nombre de femmes qui ont un emploi à temps partiel, et qui ne font pas partie de la population active, parce qu'elles n'arrivent pas à trouver un emploi stable et fixe. Ce pourcentage augmente encore. Je voudrais vous dire, camarades, que les femmes d'Europe n'accepteront pas l'idée selon laquelle elles sont d'une façon ou d'une autre une sous-valeur, une sous-main-d'œuvre qui peut faire l'objet d'un alinéa, de deux lignes à la fin d'un document et si je jette un coup d'œil dans la salle, si je jette un coup d'œil sur la tribune, j'arrive à me poser la question que vous vous posez également. Il y a beaucoup de femmes aujourd'hui qui ne sont pas syndiquées, des femmes qui ne sont pas représentées ici, des femmes qui ont besoin d'une aide de l'état pour pouvoir élever leurs enfants, qui ont besoin d'argent ; des femmes qui très souvent sont chefs de familles et sont les seules qui gagnent de l'argent dans leur foyer et la question que je vous pose est la suivante : est-ce que nous les aidons suffisamment ? Est-ce que nous en avons fait assez si nous nous contentons de deux lignes dans un dernier paragraphe d'un document.

La situation en Grande-Bretagne peut être extrapolée ailleurs. Si je pense aux 3 millions de chômeurs aujourd'hui et parmi eux, aux 1 250 000 chômeurs de couleur, on a beaucoup moins de chance encore de trouver un emploi dans les années à venir.

La seule solution, c'est que les partis socialistes d'Europe trouvent une solution. Nous n'avons pas pu trouver, entre nous, une solution à ce problème.

Et il faut que nous le fassions pour l'avenir, il faut que nous nous mettions d'accord pour une solution que les chômeurs soient eux aussi prêts à accepter. Le problème du chômage continue d'augmenter jour après jour et malheureusement cela semble être la tendance à venir pour la Communauté dans son ensemble dans les années à venir. Mais les chiffres concernant le chômage ne peuvent pas refléter l'angoisse que cela représente pour les jeunes travailleurs surtout parmi ceux qui sortent de l'école et qui de l'école passent au chômage directement. Nous devons leur parler sérieusement de formation, d'éducation et je voudrais vous dire que cela ne veut pas dire que nous allons créer des écoles vides, des cours de formation, des cours d'éducation vides de contenu, vides de sens qui ne leur donneront pas les qualifications qui leur permettraient de trouver un emploi ; il faut que nous parlions de notre détermination à nous, pas uniquement pour permettre que de nouvelles technologies détruisent des dizaines et des dizaines d'emplois pour chaque machine installée. Il faut que nous fassions

appel aux nouvelles technologies pour que celles-ci à leur tour créent, suscitent de nouveaux emplois.

Nous devons penser aux jeunes, nous devons leur rendre le sens du travail, leur rendre la foi en leur propre dignité et les investissements que nous devons faire pour l'avenir ne peuvent pas se fonder sur des salaires bas, sur du travail à temps partiel, ou sur une non-qualification des travailleurs. Nous pensons que les conditions préalables sont un bon accès au système de transport, un véritable et un bon système d'éducation à la fourniture du service. Or tout cela nous ne pouvons pas le fournir si nos Etats ne sont pas disposés à utiliser leur pouvoir d'investissement pour créer et pour promouvoir la création de nouveaux emplois et je vous disais que le nouveau défi qui nous attend, nous socialistes de la Communauté est celui-ci : sommes-nous oui ou non disposés à accepter le nouveau réalisme de l'Europe dans les années 80 ?

L'adhésion de deux nouveaux pays membres devrait nous permettre de faire face à une nouvelle réalité. Les socialistes sont une grande armée qui avance lentement, une armée unie par sa foi, par ses croyances, par ses convictions. Une armée qui rassemble les hommes et les femmes et, étant donné que nous avons les mêmes objectifs, la même voie dans l'avenir, nous devrions être préparés à avoir suffisamment confiance pour avancer aussi vite que possible.

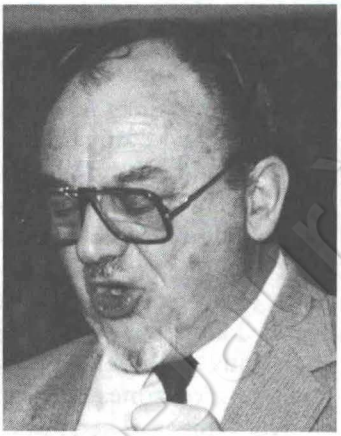
Certes, on peut faire fonctionner une communauté à deux, à trois, à quatre vitesses, à autant de vitesses que vous voulez mais cela n'a pas de sens dans notre engagement pour l'avenir. Tous les socialistes savent qu'arrive le moment de la vérité. Les gens doivent prendre conscience de l'existence de leurs institutions. Et je voudrais demander à nos camarades quels sont les partis qui ont réussi à faire une réalité de la politique socialiste et surtout des politiques socialistes européennes et à faire connaître ces politiques aux populations de nos pays. Lorsque les femmes de nos pays auront foi et confiance à nouveau dans l'avenir et lorsque toutes les femmes auront cette foi, cette confiance, nous saurons que nous aurons réussi. En Grande-Bretagne actuellement, nous sommes à la veille de nouvelles élections cantonales et dans tout le pays, nous rencontrons des audiences très différentes, des jeunes, des femmes qui savent ce qu'ils ont à attendre d'un gouvernement conservateur. Ce sont des jeunes dépossédés de tout et je pense que nous pouvons reprendre un message qui a été lancé lors de ces campagnes électorales, celui d'adhérer à un langage plus simple, plus direct. Nous devons adresser aux peuples d'Europe un discours, un message qui leur soit compréhensible et directement accessible. Nous devons leur dire, vous les jeunes, les noirs, les blancs, les vieux, les malades et tous ceux qui ont peur de ne plus jamais travailler, nous avons un message d'espoir pour vous et notre engagement doit être tel que nous devons pouvoir leur expliquer que nous comprenons le capitalisme sans frontières. Le capitalisme ne

dresse pas de frontières artificielles entre les pays, et ce n'est qu'en luttant, qu'en nous battant pour des valeurs socialistes que nous pourrons faire comprendre à ceux pour qui nous luttons, que nous nous battons pour eux. Ouvrons aussi les portes de l'Europe aux autres nations du monde. Il ne faut pas que la Communauté et l'Europe soient une unité cachée derrière de hauts murs. Les pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique ont droit également à la Communauté. Il ne suffit pas que nous fassions des résolutions à leurs propos ; il faut que nous tenions compte de leurs besoins, que nous en tenions compte et que nous les examinions tous les jours, à chaque occasion, à tout propos. Certains de ces pays sont parmi les plus pauvres du monde et ils méritent notre attention ; ils méritent notre compréhension. Les peuples d'Europe savent-ils ce qu'est la F.A.C. Ils n'attendront pas que les institutions répondent à l'appel dans la lutte contre la faim. Les peuples d'Europe réagissent et ont réagi.

Ce sont les peuples d'Europe qui ont pris la direction des opérations et non pas les institutions de la Communauté Economique Européenne. C'est une honte pour l'Europe, c'est une honte pour tout socialiste européen. Je voudrais vous demander maintenant de vous joindre à moi et éloignons-nous un instant de Madrid ; essayons de penser à notre plaidoyer pour l'avenir. Disons oui, nous sommes réunis ici à Madrid, et nous répétons, nous réitérons notre profession de foi dans les valeurs socialistes, pas uniquement le parti Travailliste, pas uniquement tel ou tel parti socialiste de tel ou tel pays d'Europe. Mais, nous allons rendre aux peuples d'Europe, la compréhension de l'idée que la politique ce n'est pas uniquement l'art de l'impossible, mais, c'est la foi socialiste dans l'humanité et la dignité de la femme, de l'homme, et à la fin de notre réunion de Madrid, partons d'ici convaincus que nous avons peut-être transmis un message aux peuples de nos pays, et que si nous n'avons pas encore transmis ce message, nous le ferons le plus rapidement possible.

Anker Jørgensen

Président du
Socialdemokratiet danois



Je voudrais, au nom des sociaux-démocrates danois, souhaiter de tout cœur la bienvenue et exprimer mes félicitations au Portugal et à l'Espagne en tant que nouveaux membres de la CEE. Dès le début, le Danemark a soutenu sans ambiguïté leur admission au sein de la CEE. Fait capital, la démocratie paraît aujourd'hui assurée dans ces deux pays, qui pendant tant d'années ont été soumis à des dictatures de droite. L'ouverture de la Communauté européenne doit également se marquer par des efforts de coopération renforcés avec le reste de l'Europe. L'Europe est, en effet, plus que la Communauté européenne. Les pays nordiques, par exemple, constituent une part essentielle de notre tradition culturelle et de notre environnement immédiat. Nous aurions bien aimé que ces pays aussi rejoignissent la Communauté. Ils ne l'ont pas souhaité, mais cela ne signifie évidemment pas que le Danemark aille rompre avec les autres pays nordiques ; au contraire, nous allons nous efforcer de renforcer et étendre la coopération, riche en traditions, qui règne entre nos cinq pays nordiques.

Les sociaux-démocrates danois sont soucieux de la nécessité croissante de renforcer le rôle de l'Europe. Nous voulons une Europe dotée d'une plus grande indépendance politique et économique par rapport aux grandes puissances. Le dernier congrès du parti social-démocrate au Danemark a institué, en 1984, une commission spéciale pour l'Europe. Cette commission doit examiner les problèmes à la lumière de l'évolution future de l'Europe et analyser les conditions du développement de la coopération nordique dans un contexte européen dynamique. Nous aimerions bien voir le Nord entrer dans une coopération avec le reste de l'Europe. Plutôt qu'à des oppositions inévitables, nous croyons à la possibilité de développer des formes de coopération mutuellement complémentaires.

A mon avis, les efforts tendant à une union proprement politique isoleront la Communauté européenne du reste de l'Europe. Utilisons plutôt nos forces à résoudre les problèmes.

Deux questions importantes non résolues se présentent à nous : l'indépendance de l'Europe dans la politique mondiale et la crise économique internationale et européenne.

C'est aux Européens qu'il appartient de décider de l'avenir de l'Europe, mais aujourd'hui, les décisions sont trop souvent prises à Washington et à Moscou. C'est pourquoi les Européens ont le devoir d'influer sur ces décisions et de chercher à en marquer le contenu de leur empreinte. A cet égard, il importe que l'Europe exprime sa profonde inquiétude devant la course aux armements qui se déroule actuellement, principalement dans le domaine des armes nucléaires.

Nous ne devons cesser de mettre en garde contre la croyance selon laquelle un surcroît d'armes engendre un accroissement de la sécurité. Nous savons, au contraire, que, dans les faits, le développement technologique des armements entraîne une insécurité nouvelle — le manque de stabilité.

Je suis bouleversé en constatant que les programmes de militarisation de l'espace trouvent immédiatement, à l'Est comme à l'Ouest, des hommes politiques prêts à leur allouer des milliards de dollars, argent qui pourrait être utilement employé à des fins pacifiques : l'amélioration de la sécurité sociale ou le développement du Tiers Monde. C'est ici sur la terre — et non dans les étoiles — que doivent s'exercer les efforts de l'avenir.

Les sociaux-démocrates danois sont opposés au projet de guerre des étoiles. Nous ne voulons soutenir ni la recherche qui entoure ce projet ni sa réalisation. Telle est aussi la position du parlement danois.

Nous avons proposé que la CPE soit développée par la création d'un secrétariat permanent, dont nous accueillerions volontiers le siège à Copenhaque. Cela nous permettrait d'avoir des contacts et une collaboration avec les pays nordiques et renforcerait nos possibilités de prendre position de façon autonome, indépendante des intérêts des grandes puissances. Si l'on veut que la CPE soit fructueuse, elle doit précisément comprendre le plus possible aussi les pays européens non membres de la CEE. De cette manière seulement, elle pourra se présenter avec l'autorité requise.

Dans le même ordre d'idées, je voudrais vous informer que les sociaux-démocrates des quatre pays nordiques ont pris l'initiative d'une conférence parlementaire nordique réunissant tous les partis représentés dans nos parlements. Elle aura pour thème unique les propositions de zones dénucléarisées. Nos partis sociaux-démocrates de Norvège, de Finlande, de Suède et du Danemark sont d'accord pour que nous œuvrions à l'établissement, dans le Nord, d'une zone dénucléarisée fixée par un traité — et, bien

entendu, nous le ferions volontiers dans un contexte européen plus important.

Le manifeste politique, social et économique que nous avons adopté avant les élections européennes s'est déjà révélé être une bonne base de travail pour la coopération des prochaines années. Et il exprime bien la vérité lorsqu'il affirme « Nous avons besoin d'une Communauté européenne, mais pas de n'importe laquelle. Nous devons transformer l'Europe des marchands et des technocrates en une Europe fraternelle des travailleurs et du peuple ».

Le groupe de travail économique de la Fédération paraît, dans son excellente étude, avoir adopté cette attitude comme point de départ. Son mérite, entre autres, est d'avoir fait désormais apparaître le mythe du modèle économique américain sous son aspect véritable : celui d'une politique inefficace et, du point de vue social, profondément injuste. Elle ne trouve son pendant que dans les programmes mis en œuvre par la droite européenne. L'analyse du groupe de travail nous fournit un bon instrument pour notre travail politique quotidien.

Le prétendu miracle américain consiste, en réalité, à passer le « valet noir » aux pays qui sont le moins à même de le supporter. Le Tiers monde est durement touché par la fuite internationale des capitaux due à la politique américaine de taux d'intérêt élevés. La situation en Argentine et au Brésil, est, à présent, tout à fait insupportable.

La position internationale du dollar exigeait que les Etats-Unis remplissent leur responsabilité monétaire, mais il n'en fut rien. Au lieu de cela, des pressions à la hausse sont exercées sur les taux sans prise de responsabilité à l'égard des marchés des changes. L'objectif est de financer le déficit public et la balance des devises des Etats-Unis. Mais il n'est pas difficile de financer son propre déficit au moyen de l'épargne internationale — or, c'est cela qui se passe.

Les pays en développement s'en trouvent placés dans une situation financière catastrophique. Nous sommes touchés aussi par cette situation, car elle menace de nous priver de partenaires commerciaux importants. Le manque d'intérêt des Etats-Unis pour une coordination politique et économique exige, par conséquent, des réactions de notre part.

Au comité de coopération du mouvement ouvrier des pays nordiques, (SAMAK) composé à la fois des fédérations nationales de nos syndicats ouvriers et de nos partis sociaux-démocrates, nous avons élaboré un catalogue complet des modèles de solutions économiques de remplacement. Cette analyse approfondie démontre la nécessité d'efforts coordonnés pour une politique active de croissance au profit de la production et de l'emploi dans les pays occidentaux. Cela peut, en effet, se réaliser sans que les balances des paiements et les budgets des pays en soient affectés. Dans ce

contexte, je pense que la Commission, dans sa « résolution sur la convergence », a eu raison de se montrer critique vis-à-vis de la politique monétariste menée par les gouvernements conservateurs en Allemagne fédérale et au Royaume-Uni. Au surplus, je pense aussi que dans la CEE, nous devrions nous intéresser davantage à l'effort qu'ont accompli en commun le syndicat allemand DGB et les fédérations nationales des pays nordiques. Un bon programme économique commun est élaboré, qui soutient aussi ou épouse les idées sur lesquelles il y a accord au sein de nos partis socialistes.

La « coopération au sein du SME » a incontestablement été l'un des plus grands succès de la Communauté européenne. Nous sommes partisans d'un système de taux des changes stables. Aussi Willy Claes commet-il une profonde erreur lorsqu'il déclare que les sociaux-démocrates danois ne sont pas en mesure de participer à cette coopération monétaire. Nous y sommes tout à fait favorables. Nous pensons, nous aussi, que dans une période de forte perturbation sur le marché des changes, le SME a été un élément stabilisateur important. Cela signifie en même temps que nous avons fait le premier pas vers une plus grande indépendance vis-à-vis du dollar. Il y a lieu de signaler l'activité particulière déployée dans cette coopération par le chancelier fédéral Helmut Schmidt. Nous, Danois, sommes en faveur d'améliorations durables de la coopération monétaire et il nous serait agréable de voir d'autres devises européennes accrochées au SME.

Dans la Communauté européenne aussi, la majeure partie des échanges se fait entre pays utilisant le dollar comme devise commerciale. Si nous considérons cette situation à la lumière de la politique autosuffisante des Etats-Unis dans le domaine monétaire, nous devons nous demander si l'ECU, ainsi que le suggère le premier ministre B. Craxi, ne pourrait pas être utilisé pour une part croissante de ces transactions. La fixation en ECUS des prix de l'énergie, par exemple, pourrait contribuer à développer la solidarité et la stabilité dans le domaine monétaire.

Comme on pourra le constater, les sociaux-démocrates ont la volonté ferme et sincère de participer à une coopération étroite et obligatoire dans le domaine de la politique économique de la CEE. C'est pourquoi nous avons toujours soutenu les tentatives d'établissement d'une politique économique coordonnée et efficace.

Nous devons cependant veiller à ne pas laisser détourner notre attention du problème capital — le chômage — en nous engageant dans des débats pathétiques sur l'accroissement des pouvoirs des institutions européennes, alors que l'on sait d'avance qu'il ne peut y avoir d'accord à ce sujet.

Au Danemark, nous souhaitons maintenir l'équilibre actuel entre les institutions et conserver le droit de veto. Nous nous opposons à un élargissement des compétences des institutions et rejetons également une évolution supranationale de la Communauté vers une union politique propre-

ment dite. D'autre part, nous ne croyons pas — excusez-moi de le dire — que, dans la pratique, les grands pays aillent renoncer à exercer un droit de veto dans les questions qui sont importantes pour eux.

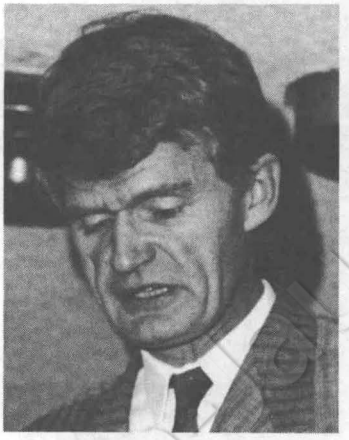
Ce dont la Communauté a besoin, c'est d'une plus grande volonté politique et d'une plus grande énergie. Le monde forme un bloc : aujourd'hui, les problèmes économiques appellent aussi des solutions internationales ou européennes, mais il est capital que les socialistes contribuent fermement à ce que ces solutions soient empreintes de la politique de solidarité à laquelle nous, partis socialistes de la Communauté européenne, sommes attachés.

Le présent congrès doit y apporter sa contribution.



Ben Fayot

Président du POSL Luxembourgeois



En tant que président du POSL, le parti socialiste du plus petit des Etats membres de la CE, je voudrais répéter ce que de nombreux Luxembourgeois et en particulier de nombreux socialistes n'ont cessé de proclamer depuis que la CE a fait ses premiers pas vers l'intégration, ce qui se trouve dans notre programme national comme dans le programme du gouvernement auquel participent des socialistes : l'avenir du Luxembourg réside dans une Europe unie et forte. Si les grands pays de notre continent ont besoin de l'Europe, a fortiori le Luxembourg en a besoin. Les socialistes luxembourgeois sont donc des défenseurs acharnés d'une unification économique, politique et sociale des pays européens : c'est pour cette raison que les socialistes luxembourgeois se sont eux aussi engagés à ouvrir les portes de la CE à l'Espagne et au Portugal, et nous sommes heureux que le pas décisif ait été franchi dans ce sens.

Permettez-moi de relever que depuis juillet 1984, un socialiste est à la tête des Affaires étrangères au Luxembourg, le camarade J. Poos secondé par un secrétaire d'Etat bien connu dans les milieux européens, le camarade R. Goebbels. C'est d'ailleurs sous leur direction que le Grand-Duché va prendre en juillet 1985 la présidence de la CE, et les socialistes luxembourgeois sont fiers de pouvoir dans la mesure de leurs moyens, contribuer à fortifier les institutions, à les adapter et aussi à relancer la construction de l'Europe.

Notre profession de foi dans l'unification européenne n'est pas académique, elle n'est pas à comprendre comme une profession de foi de circonstance, comme on en entend souvent dans ces sortes de conférences où tout le monde veut bien abonder dans le sens général et où il est de bon ton de se féliciter de son engagement européen.

Pour le Luxembourg, et en particulier pour les travailleurs luxembourgeois comme pour les dizaines de milliers de travailleurs portugais, espa-

gnols, belges, français et allemands qui viennent chercher un emploi chez nous, cet engagement européen est une gageure extraordinaire puisque l'intégration européenne pourrait tout aussi bien menacer le Luxembourg d'être anéanti et de disparaître dans la compétition avec des ensembles nationaux encore bien vivants et bien énergiques quand il s'agit de se défendre contre les concurrents.

En fait, nous avons souvent vécu cette infériorité qui est celle des petits pays dans le concert des grands, et nous n'avons aucune illusion sur le véritable rapport de forces en Europe. Néanmoins, nous sommes d'avis qu'il faut continuer de tenter l'aventure européenne, qu'il faut la développer et la vivre totalement pour être armé dans l'élaboration d'une nouvelle dynamique communautaire.

Je voudrais dire encore un mot sur la façon dont les socialistes européens posent les problèmes de l'Europe. A lire la résolution finale dont le projet nous a été soumis, on remarque qu'on s'efforce de donner l'illusion d'une Europe socialiste en cours de construction face à une Europe conservatrice qui existerait déjà. Et on s'efforce encore de faire semblant que cette Europe socialiste va dans le même sens, qu'elle est en train de se construire peu à peu.

Mais, malgré de nombreux efforts ces dernières années, malgré aussi les structures communes qui ont été créées au sein du mouvement socialiste, cette Europe socialiste n'existe pas encore vraiment au niveau des militants, sinon des cadres ! Cependant en ce moment, et le projet de résolution en fait foi, le socialisme européen est constitué plutôt d'une juxtaposition de diverses attitudes nationales ; ce socialisme européen est le plus petit commun dénominateur entre les partis présents dans l'Union.

Il ne peut d'ailleurs en être autrement puisque les partis socialistes se sont développés sur une base nationale, faisant preuve certes d'un internationalisme verbal et se sont adaptés aux données nationales.

Même les hommes politiques, donc aussi les socialistes, regardent souvent l'Europe par le bout de leur lorgnette nationale. On remarque d'ailleurs qu'au lieu de diminuer sous l'impulsion de l'unification européenne, de nature économique, essentiellement, le poids des traditions locales, régionales et nationales est de plus en plus fort de nos jours.

Ces quelques remarques sont destinées à éclairer la profession de foi européenne que j'ai faite au début. Je veux tempérer mon enthousiasme européen par une attitude réaliste, par un scepticisme clairvoyant qui n'hésite pas non plus à dénoncer le danger de la bureaucratie galopante à l'intérieur de laquelle les clivages nationaux restent vivaces. C'est avec cet état d'esprit que je voudrais évoquer deux problèmes qui sont traités dans la résolution qui vous est soumise aujourd'hui et qui apparaissent dans les documents qui circulent depuis 1 ou 2 ans.

Un premier élément, c'est l'importance, sinon la priorité accordée à la modernisation et au développement de l'économie, l'objectif essentiel qui fonde cette priorité étant la lutte pour l'emploi. Mais le socialisme européen veut affirmer son orginalité par rapport aux conservateurs en ajoutant à la priorité économique celle de la plus grande justice sociale.

Cependant, première difficulté, on ne dit pas comment allier ces deux objectifs, d'autant plus difficilement conciliables que la politique économique préconisée exige des investissements publics pour relancer la croissance.

Nous voulons bien opter pour le maintien du système de sécurité sociale, quitte à demander une intervention sociale nouvelle pour les plus démunis. Mais il reste qu'il y a problème dès lors qu'il s'agit de faire un choix clair en faveur d'une politique favorable à l'investissement, donc à la construction de l'avenir économique de nos sociétés ; si ce choix n'est pas clair au niveau européen, il ne l'est pas non plus au niveau national.

La politique économique socialiste pour l'Europe vise la croissance pour améliorer la situation de l'emploi. Afin d'assurer cette croissance, on propose cinq orientations différentes. Celles-ci contiennent des dynamiques, disons plutôt des perspectives différentes. La réalisation d'un grand marché intérieur avec la suppression de toutes les frontières au sein du Marché commun contient une perspective libérale : il s'agit de libérer de toutes les entraves la circulation des biens et des personnes. La restructuration des économies relève par contre d'une intervention très contraignante ; il s'agit de restructurer des secteurs entiers, comme la sidérurgie, le textile, etc. pour diminuer les capacités de production et produire à meilleur marché : perspective « étatiste », au niveau de la CE. Il en va de même, dans un esprit plus positif, des initiatives communes dans le domaine industriel ou dans celui de la recherche. La relance sélective de la conjoncture économique par un programme d'investissements publics est une recommandation aux socialistes des différentes nations. S'y exprime encore la croyance, profondément enracinée chez de nombreux socialistes, que l'Etat, une fois prélevée une part adéquate de plus en plus élevée sur l'économie, est le mieux outillé pour réinvestir dans le but de répondre aux exigences du bien commun.

Enfin, dernière orientation, à caractère social plutôt qu'économique, la diminution du temps de travail à 35 heures par semaine en vue de redistribuer le travail.

Ces cinq orientations sont, prises isolément, raisonnables et acceptables. Mais d'une part, l'insistance avec laquelle on remarque que des progrès devraient se réaliser au niveau européen fait de certaines de ces orientations des sujets académiques, comme on le voit bien pour la semaine de 35 heures. D'autre part, la diversité inhérente aux orientations proposées manque de faire apparaître une politique économique socialiste, à moins

que le recours à l'intervention de l'Etat ou des autorités européennes centrales ne soit considéré comme telle.

Les socialistes devraient sans doute faire un sérieux effort de réflexion commune en matière de politique économique. Les sujets brûlants, comme l'accroissement de la productivité, la désindustrialisation et la tertiarisation, le rôle de l'Etat, ses moyens d'intervention, la notion même de croissance, devraient faire l'objet d'une réflexion sérieuse au niveau européen.

Le même effort de réflexion devrait être accompli dans un domaine où notre projet de résolution passe bien rapidement sur des problèmes graves et nombreux. C'est celui de la protection de l'environnement, et il est pour le moins curieux de voir comment on refuse le débat. Affirmant que la politique économique de croissance proposée par les socialistes et la protection de l'environnement ne sont contradictoires qu'en apparence — une soi-disante contradiction, dit le texte —, on passe à l'ordre du jour. Franchement, cela est insuffisant. Il est notoire que dans l'optique de la croissance, la protection de l'environnement devient un poids économique qui freine le développement, augmente les charges des entreprises, amoindrit la compétitivité et fausse la situation concurrentielle.

Les socialistes doivent, à cet égard, intégrer la protection de l'environnement dans leur politique sociale comme un droit élémentaire et également l'intégrer dans leur politique économique.

Ainsi, même si on ne peut pas toujours parler de contradiction, il y a sans doute souvent conflit entre croissance et protection de l'environnement, un conflit qu'il est du devoir des socialistes de résoudre, au risque d'être dépassés par les désirs et les poussées profondes de la société.

Voilà quelques remarques au sujet du projet de résolution qui nous a été soumis. Je comprends fort bien qu'il ne soit pas facile d'élaborer un texte commun qui satisfasse tous les membres.

Je salue l'habileté avec laquelle ce projet a été élaboré, qui contient sans doute quelques perspectives intéressantes. Mais j'aimerais exprimer le souhait que les socialistes européens apportent plus de rigueur et plus de dynamisme dans l'élaboration de leur socialisme européen. Il faut que celui-ci soit plus qu'une addition d'idées socialistes nationales, mais qu'il soit d'une dimension européenne, qu'il soit à la mesure du dessein européen dans le cadre duquel se joue aussi l'avenir du socialisme du vieux continent.

Dick Spring, T.D.

vice-premier ministre de la République d'Irlande, chef du parti travailliste



Cher Président, chers Camarades,

La résolution soumise à ce Congrès et les questions politiques dont nous débattons ici exigent que nous concentrions notre attention sur un certain nombre de problèmes d'une importance capitale pour les socialistes. Je pense à l'élargissement de la Communauté européenne, à la crise sociale et économique que traverse la Communauté et à la future évolution de la Communauté vers une union européenne plus étroite. Chacun de ces problèmes constitue à la fois un défi sévère et une chance réelle.

En tant que vice-premier ministre de la République d'Irlande et chef du parti travailliste, je tiens à exprimer ma satisfaction devant le résultat très positif des négociations en vue de l'élargissement de la Communauté. Selon les termes du projet de résolution, l'adhésion, l'année prochaine, de l'Espagne et du Portugal devrait renforcer le poids de la Communauté et de la démocratie dans le monde et élargir les possibilités de la Communauté en matière de coopération avec le monde extérieur. Cependant, comme le souligne aussi la résolution, l'élargissement rend encore plus nécessaires et urgentes les nombreuses réformes des politiques et des structures de la Communauté qui auraient dû être accomplies depuis longtemps. Nous ne pouvons nous réjouir du succès politique que constitue l'élargissement sans faire tout notre possible pour mener à bien la tâche politique consistant à réformer et à développer la Communauté. Confrontés ensemble à ces tâches, nous trouvons un grand réconfort dans le fait que ce sont des gouvernements socialistes dirigés par nos camarades Felipe Gonzalez et Mario Soarez qui mèneront l'Espagne et le Portugal à l'adhésion pleine et entière.

Comme les observations liminaires qu'a formulées Willy Claes, le texte de la résolution que nous avons sous les yeux nous rappelle avec force que l'Europe traverse aujourd'hui une période très difficile de mutations écono-

miques et sociales. Avec un taux de chômage moyen de 11 % dans la Communauté et la crise de l'emploi des jeunes maintenant dépassée par celle du chômage de longue durée, les socialistes se trouvent en face du défi peut-être le plus important auquel notre mouvement se se soit heurté au cours des quarante années qui ont suivi la libération de notre continent de la domination nazie.

Je crois qu'en tant que socialistes, nous faisons tous de la crise actuelle une analyse assez convergente.

La lutte en faveur de l'emploi est notre priorité absolue. Nous reconnaissons que seuls une croissance plus forte et un meilleur rapport entre la croissance et la création d'emplois seront créateurs d'emplois durables. En même temps, nous savons qu'à l'avenir il faudra procéder à une redéfinition du travail et à une redistribution à la fois du travail et des richesses dans nos économies.

Nous ne voulons cependant pas abandonner notre engagement en faveur de la solidarité sociale et de la défense des droits des travailleurs. Nous rejetons l'approche monétariste qui tente de créer de prétendus emplois aux dépens même des droits les plus fondamentaux acquis par des générations de travailleurs et leurs syndicats.

Je me permets ici d'ajouter quelques remarques qui sont d'une importance particulière pour mon parti et pour mon pays.

Notre conviction profonde est que seule une Communauté qui est capable de satisfaire les aspirations au travail, à la justice sociale et à la paix des peuples qui la composent peut garantir la démocratie au sein des Etats membres ainsi qu'une paix durable en Europe. Nous pensons aussi que la Communauté a, au cours de ces dernières années, été lamentablement incapable de répondre à ces besoins fondamentaux. Nous sommes convaincus que seules des politiques reposant sur les principes du socialisme et directement liées aux aspirations des peuples permettront à la Communauté de retrouver les chemins du développement et de la solidarité sociale.

Nous considérons le nouvel élan vers l'union européenne et le large débat politique qui s'est engagé à la suite de l'initiative Spinelli, du projet de Traité sur l'union européenne et du rapport de la commission institutionnelle ad hoc comme des faits potentiellement positifs, dans la mesure où ils reposent sur des principes tels que la démocratie, la préoccupation en faveur de l'emploi, la justice sociale et un authentique souci de paix. Ces progrès ne doivent cependant pas nous faire oublier que l'Europe, aujourd'hui, est marquée par la force des idéologies de droite et, même, par la résurgence d'un fascisme à visage découvert. Il ne faut jamais nous laisser aller à la tentation de croire qu'il suffit de créer des structures pour que nos objectifs se réalisent. Les forces politiques qui contrôlent ces structures sont d'une importance capitale et il ne faut pas que les structures puissent

donner à la droite les moyens d'occuper une position dominante. Il est impératif que toute nouvelle structure européenne comporte les éléments de base nécessaires à l'équilibre et offre de fermes garanties quant à l'exercice de certains droits. En ce qui concerne en particulier le front économique et social, je dois souligner qu'un Marché commun reposant uniquement sur les forces du marché est inacceptable tant en principe qu'en pratique puisqu'il va à l'encontre des intérêts des régions qui ont souffert — et souffrent actuellement en cette période de récession — de leur situation géographique peu favorable, de leur manque d'infrastructures, de l'absence de ressources et de l'exploitation passée. Bien que la réalisation du marché intérieur communautaire constitue un objectif compréhensible et logique, on peut craindre qu'elle n'accentue encore, du fait de la libération des forces du marché, les disparités déjà importantes — et qui continuent à s'aggraver — existant entre régions développées et régions moins développées. Cette réflexion n'a rien de théorique, c'est la dure leçon de ce que nous avons vécu dans la Communauté depuis 1973.

Je tiens à déclarer devant ce Congrès que le parti travailliste regrette profondément que les documents auxquels j'ai fait référence, n'apportent pas de réponse appropriée à ce problème. En revanche, la résolution du Congrès insiste, c'est vrai, sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques régionales et sociales appropriées et je me félicite de cette manifestation de réalisme socialiste. Toutefois, le parti travailliste ne peut être d'accord avec l'idée d'union européenne que si les politiques économiques et sociales de celle-ci — ainsi que les institutions et les lois sur lesquelles elles reposeront — sont conçues de manière à réduire les déséquilibres actuels entre les régions, à favoriser et à réaliser une convergence croissante des niveaux de vie et d'emploi.

Dans la Communauté telle qu'elle existe aujourd'hui, la politique régionale n'est guère considérée que comme une sorte de sécurité sociale. Il convient de substituer à cette approche une nouvelle politique faisant du développement régional et de la convergence un élément à part entière et un impératif. Il convient de saluer l'accord conclu avec le gouvernement socialiste grec sur les programmes intégrés méditerranéens comme un pas dans cette direction. Nous estimons, pour exactement la même raison, que la réalisation d'une union européenne passe par la mise sur pied d'un programme du même type visant à résoudre les problèmes régionaux de l'Irlande tout entière où l'on compte actuellement au moins 20 % de chômeurs —, de l'Ecosse et du Pays de Galles. Seul un tel transfert de ressources peut créer un équilibre économique entre les régions périphériques défavorisées et le centre développé. Toute initiative restant en deçà d'un tel programme intégré pour le Nord-Ouest signifierait que l'union proposée n'est rien de plus qu'une rhétorique politique opportuniste.

Je considère que cette question est importante et pas uniquement à cause de ce qu'elle représente pour l'Irlande. Il s'agit de l'une de ces valeurs philosophiques fondamentales, qui, en fait, caractérisent un programme politique et en révèlent la réalité la plus profonde. Les objectifs de relance, de restructuration et de redistribution qui sont les axes autour desquels s'articule notre pensée socialiste pour combattre le chômage de masse, ainsi que les propositions précises formulées par Willy Claes et contenues dans la résolution du Congrès ne pourront se réaliser que si on réussit à les faire accepter. Certains des efforts de discipline qu'ils exigent ne sont pas forcément populaires mais la tâche à accomplir est si gigantesque qu'il faudra les consentir. Pour obtenir l'engagement et l'autodiscipline indispensables, il faut que les citoyens aient le sentiment que nos politiques et celles de la Communauté actuelle, ainsi que la future union s'attachent à résoudre les vrais problèmes et s'orientent vers des solutions durables. Parvenir à l'équilibre régional à l'intérieur d'une Communauté de douze nations et de plus de trois cent millions d'habitants constitue l'une des tâches capitales à accomplir à long terme dont il convient de faire le moteur même de notre action et qu'il y a lieu d'intégrer dans tous les programmes.

La politique économique dans la Communauté — de même que toute autre politique — dépend de la manière dont fonctionnent les institutions et les systèmes de prise de décision. Mon parti est convaincu qu'il faut développer les institutions de la Communauté et de les démocratiser davantage. Nous sommes heureux que la nécessité d'aller très vite dans ce domaine soit, semble-t-il, désormais reconnue, mais je dois, là aussi, faire une mise en garde. Etant donné les préoccupations que je viens d'exprimer au sujet du problème régional, vous reconnaîtrez qu'il est d'un intérêt extrême et vital pour l'Irlande et pour le parti travailliste que toute réforme des institutions garantisse qu'en aucun cas et dans aucun domaine, les intérêts légitimes et vitaux de tous les Etats membres quels qu'ils soient ne seront bafoués par des majorités de circonstance, replâtrées selon les besoins de l'heure. Le mot « Union » sera dénué de sens et dévalué si, en Europe, il est synonyme de domination des plus grands et des plus riches. Si, au contraire, à travers lui s'exprime pleinement l'idéal de solidarité, il représentera, aux yeux de tous les Européens, une idée positive à laquelle ils souscriront largement.

Je voudrais maintenant évoquer une question qui, vous le savez, revêt une très grande importance pour mon parti et pour mon pays. La neutralité de l'Irlande est l'un des principes les plus fondamentaux de notre politique étrangère et de la ligne politique générale suivie par le parti travailliste. Notre position sur la neutralité remonte à la période où éclata la première guerre mondiale et elle a toujours été affirmée comme un choix politique tout à fait clair. Elle n'est en aucune façon négociable, quelles que soient les circonstances. L'unique contribution que l'Irlande, par une neutralité

active, peut apporter à la réduction des tensions internationales et à la promotion de la paix dans le monde doit être reconnue et respectée.

A cet égard, je voudrais rappeler que la neutralité de l'Irlande a été reconnue, sans aucune ambiguïté, dans le Manifeste de l'Union de 1984. Nous nous en tenons fermement à cette déclaration unanime.

Permettez-moi de vous rappeler ce que j'ai dit à ce sujet lors de la conférence des chefs de parti de l'Union à la veille des élections européennes. J'ai dit alors que nous devions unir nos efforts pour faire de notre Communauté un facteur de paix et de justice dans le monde, qu'une partie de la Communauté qui était investie de cette responsabilité mondiale était constituée par l'Irlande neutre, que notre neutralité ait un caractère positif — c'est l'affirmation de notre indépendance et de notre détermination à œuvrer en faveur d'une évolution réelle et pacifique dans le monde sur la base de principes clairs et d'une ouverture politique rejetant toute forme de participation à des alliances militaires. La neutralité de l'Irlande n'est pas une neutralité conditionnelle ou de convenance : elle a, pour notre position politique, une importance fondamentale.

Que l'on comprenne bien notre position. Notre idée de la neutralité implique une conception particulière de l'évolution des institutions et des systèmes de prise de décisions. Nous ne saurions admettre que la couleur politique de la Communauté soit considérée comme une variable sur laquelle nous serions censés calquer notre comportement. On ne saurait absolument pas accepter l'idée que notre pays puisse être contraint, ou conduit à la suite d'un vote par exemple, à adopter telle ou telle position sur les événements en Afrique du Sud, le déploiement des armes, la participation à des folies du genre de la guerre des étoiles ou des actions qui pourraient être entreprises contre les intérêts légitimes du Tiers Monde. Notre neutralité est une question de principe.

Je crois, ainsi que mon parti, qu'une Irlande neutre au sein de la future Europe peut être une force positive pour la paix et le développement. De même, une Irlande plus prospère peut jouer un rôle dynamique dans la recherche du plein emploi et de la justice sociale en Europe, mais la future Europe doit être capable d'englober une Irlande neutre et plus prospère. Confrontée à la crise économique et aux niveaux de chômage qui sont aujourd'hui l'objet de nos discussions, la Communauté a, de toute évidence désespérément besoin d'une nouvelle approche et d'un nouvel élan. A l'intérieur de la Communauté, l'Irlande aussi a besoin de ce second souffle. Le parti travailliste s'emploie à susciter les changements nécessaires à ces progrès. En dernière analyse, une Europe incapable de recevoir une Irlande neutre et plus prospère ne réussira pas, dans l'avenir, à répondre aux vrais besoins de tous les peuples qui la composent.

Georges Debunne
Président CES



Président, Camarades,

Mon intention n'est pas de participer au débat. Vous savez que la Confédération Européenne des Syndicats tient son Congrès à Milan, au mois de mai.

Je pense, cependant, dans le cadre du Mouvement socialiste, qu'en général, il est important qu'il y ait entre les syndicats et les Partis socialistes, disons une sorte d'association dans l'indépendance qui ne peut qu'être favorable à l'ensemble du monde du travail. Et c'est dans cet esprit que je me permettrai de faire quelques réflexions aussi en ayant écouté les discours importants, notamment du Président Craxi, de mon ami Willy Claes et du nouveau Président Delors, un ami également.

Voici les réflexions que je me permettrai de faire.

Je suis en ce qui me concerne, et la CES également, convaincu que le chacun pour soi, qu'il soit nationaliste, qu'il soit corporatiste, raciste ou égoïste, nous conduira tous, les uns après les autres, à l'appauvrissement, à la dépendance, à la décadence de l'Europe avec peut-être, j'espère que non, la guerre en bout de piste.

Il est dès lors, urgent, indispensable, d'organiser la solidarité socialiste du monde du travail car le retour au libéralisme, pur et dur, la loi du plus fort de la jungle, argumentée idéologiquement par les Conservateurs et la Droite, a malheureusement séduit quelques gouvernements de la Communauté. Et le succès américain est souvent invoqué, à ce sujet.

Mon ami Willy Claes a défini ce qu'il fallait comprendre par ce succès américain, inacceptable pour l'Europe, et Jacques Delors a indiqué qu'il fallait baser la politique de demain sur le modèle européen actuel. Je suis personnellement, cent pour cent d'accord avec ces déclarations.

Je voudrais, cependant, attirer votre attention sur le fait que la Droite politique, financière et patronale, qui profite de la crise et des mutations industrielles dues à l'introduction des nouvelles technologies et des équipements avancés de production, issus de la révolution micro-électronique, que cette Droite n'hésite pas à l'heure actuelle, à mettre tout en œuvre pour briser la colonne vertébrale des syndicats. Je dis que les syndicats avec une colonne vertébrale brisée, ce sont les Socialistes qui également seront les victimes de cette politique.

Alors, nous avons un intérêt commun à éviter que cette Droite s'impose si vous voulez, et désagrège la Société, plus ou moins démocratique que les Socialistes et le mouvement syndical en Europe, sont parvenus à créer, à travers des luttes importantes avec d'ailleurs énormément de morts dans le monde du travail.

Le chômage généralisé et important tend à provoquer la destruction de notre modèle de structure sociale européenne. En effet, les pertes répétées du pouvoir d'achat, la concurrence entre les pays, entre nous, a mené à l'appauvrissement. En même temps, nous sommes actuellement dans une spirale de l'appauvrissement. On attaque, à l'heure actuelle, ce que l'on appelle le fardeau de la Sécurité Sociale, le coût de la Sécurité Sociale est trop élevé et nous sommes occupés à subir les attaques contre le système de Sécurité Sociale.

La flexibilité devient un élément supplémentaire de la compétitivité et détériore, gravement, les relations industrielles et les systèmes de Sécurité Sociale.

La dérégulation vise la mise à mort d'importants droits acquis du monde du travail et la précarisation de l'emploi influence de plus en plus la stabilité de l'emploi. Et le risque que l'on assiste à une précarisation générale de l'emploi avec des effets pis encore que la « société duale ».

Les nouvelles technologies, et j'attire particulièrement votre attention là-dessus, Delors en a parlé, risquent de provoquer une pauvreté culturelle accrue pour beaucoup avec comme résultat des inégalités sociales de plus en plus choquantes entre les dominants et les dominés, entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Je crois que les Socialistes et le mouvement syndical ne peuvent pas laisser aller une société à vau-l'eau, comme celle que l'on nous prépare. D'ailleurs, l'interdépendance des économies et les sociétés multi-nationales ont fortement réduit, il faut bien le reconnaître, la capacité des Gouvernements européens à contrôler leurs économies. Et le retrait des Pouvoirs Publics de la gestion économique a été accentué par la privatisation de services de secteurs et d'entreprises publics, et diminue davantage encore le rôle des Gouvernements.

C'est dans une certaine mesure une atteinte au pouvoir démocratique politique du Parlement et des Gouvernements. Et en fin de compte, nous risquons que justement ce soit une minorité qui impose ses lois dans cette

espèce de libéralisme extrême qui risque de nous mener où nous ne voulons pas être conduits.

Tous, et c'est là où j'attire votre attention, toujours, tout le monde dit que l'emploi est prioritaire. Mais la question se pose de savoir ce qu'on fait réellement pour l'emploi, quelles mesures l'on prend.

Je pourrais vous donner des exemples, des exemples au Comité permanent de l'emploi. Nous avons abouti à des conclusions, disons acceptables pour tous.

Il y a eu des Conseils de Ministres de l'emploi qui ont, en fait, tiré des conclusions qui étaient acceptables par tous. Mais, rien n'a été fait, on n'a pas réalisé les objectifs de ces accords.

Dans cette lutte pour l'emploi, la marginalisation et l'exclusion de la vie active de plus de 18 millions de personnes en Europe, dont plus d'un quart de jeunes de moins de 25 ans, la destruction morale de l'individu due à l'état de chômeur ou la crainte de le devenir qui en découle, le gaspillage économique qui en est le résultat, sont autant de détonateurs qui peuvent mettre en péril la démocratie, les libertés et la paix.

Alors, nous avons un besoin urgent de combattre le chômage pour l'emploi. Il faut mettre fin à cette destruction de l'homme et à cette désintégration de la Société.

Il faut créer les conditions nouvelles. Et je n'abuserai pas de votre temps en disant, dès le départ, que dans le rapport de Willy Claes, il y a une sorte de parallélisme avec l'action que la Confédération Européenne des Syndicats décidera, plus que probablement, de conduire dès le mois de mai à Milan.

Je dis aussi, que nous avons à l'heure actuelle, en tous cas, dans les discours de Delors, un appui évident dans l'orientation que nous cherchons.

Mais, il faut quand même, à mon avis, faire attention et préciser.

Il faut que le Groupe Socialiste du Parlement soit très vigilant.

Il faut que la CES soit très vigilante parce que le processus qui est engagé ne va pas nécessairement, si vous voulez, nous amener vers la solution que nous souhaitons.

Si, à la CES nous mettons l'accent sur le partage du travail ; si nous mettons l'accent sur le fait qu'il faut une réduction généralisée avec des accommodations nationales et sectorielles et d'entreprises, c'est parce que nous sommes convaincus que la croissance ne peut pas diminuer suffisamment le chômage et que, par conséquent, il faut orienter un mode de Société différente sur le lieu du travail et sur le partage du volume du travail.

J'attire votre attention sur le fait qu'il y a un mot qui parfois me heurte, je tiens à le préciser. Si on parle beaucoup de temps choisi je pose la question : le temps choisi par qui ?

Si c'est par le patronat : c'est Non ! ! !

Si c'est par les travailleurs, nous pouvons en discuter. Je crois qu'il faut bien faire la distinction entre le temps choisi tel que d'aucuns éventuellement en parlent.

Je voudrais conclure en disant qu'il y a les pouvoirs décisionnels qui sont, si vous voulez, à la base de l'ensemble de notre démocratie.

Il faut, non seulement la démocratie politique, qui est dans une certaine mesure atteinte à l'heure actuelle, qu'on le veuille ou non mais il y a la démocratie économique et sociale. Et là, j'attire aussi l'attention, notamment, de la Commission du Parti Socialiste sur le fait suivant : bien sûr, comme Delors l'a dit, nous avons eu le 31 janvier une discussion, un dialogue entre la Commission, le patronat et les syndicats européens.

Il est vrai qu'il apparaît, éventuellement, certaines possibilités, une promesse d'accord. Nous allons, en tous cas, en ce qui nous concerne, faire le maximum.

Je ne cache pas que nous essayons, suite à la demande, d'avoir des conversations, un dialogue, avec le patronat européen, mais un dialogue ne suffit pas. Si ce dialogue n'aboutit pas à des accords, il faudra bien que la Commission, que le Conseil des Ministres, que les Partis Socialistes, que le Mouvement Socialiste, prennent leurs responsabilités car il serait trop facile au patronat de ne pas vouloir réaliser d'accords pour ainsi amener le Mouvement syndical si vous voulez, dans une situation où des accords deviendraient impossibles.

Je ne crois pas, j'espère que ce ne serait pas le cas. Mais, en tous cas les responsabilités ne sont pas uniquement du côté du patronat.

Il faut que le « politique » prenne également ses responsabilités et j'espère que la CES, à ce moment-là, pourra compter sur les partis socialistes, sur le Mouvement socialiste.

Stanley Clinton Davis

Commissaire de la Communauté Européenne



Monsieur le Vice-président, Camarades,

Je commencerai tout d'abord en me félicitant de l'engagement des socialistes en faveur des politiques de l'environnement, domaine dont je partage la responsabilité au sein de la Commission,

Il est indispensable que nous placions la protection et l'amélioration de notre environnement au centre de la politique économique et sociale de la Communauté. Dans ce contexte, certains gouvernements de droite ont fait preuve d'une négligence effrayante, ainsi que d'une incompétence totale. En effet, il ne faut laisser personne, aucune industrie, polluer délibérément ce qui n'est pas son atmosphère, mais la nôtre ; nous ne devons pas admettre que les industries polluent les rivières qui sont notre propriété commune en y déversant les déchets de leurs usines, ou bien détruisent la beauté irremplaçable de nos paysages, empoisonnent nos mers et condamnent nos forêts à la mort.

La Communauté doit veiller à ce que le profit des entreprises privées ou, parfois même les vues à court terme de certaines entreprises publiques, ne puissent pas dépouiller nos citoyens de cet héritage. C'est pourquoi les socialistes doivent faire entrer les thèmes « verts » dans leur champ d'action politique et persuader l'opinion publique intéressée, et même toute l'opinion publique, que les socialistes défendent véritablement l'environnement et qu'il y a lieu de se méfier des imposteurs.

Le fait est que le respect de normes strictes en matière de protection de l'environnement permettrait de créer des emplois et de réduire la pauvreté. Il est par exemple possible de créer des emplois dans l'industrie automobile et c'est pourquoi je constate avec satisfaction que des progrès ont enfin été réalisés grâce à la possibilité de disposer d'automobiles moins polluantes et d'essence sans plomb dans la Communauté. Grâce aux progrès technologiques, nous pouvons, en fixant des normes élevées en matière de protection

de l'environnement, créer des emplois dans le domaine des travaux publics, notamment en réhabilitant le cœur des villes particulièrement touchées par le chômage et la stagnation. En effet, la compétivitié de l'industrie européenne sur les marchés mondiaux dans les années 90 dépendra en grande partie de notre capacité à faire répondre nos produits à des normes de protection de l'environnement au moins aussi élevées que celles de nos concurrents, ainsi qu'à prendre la tête dans ce domaine, au lieu de se contenter de réagir aux événements.

Pendant trop longtemps le principe selon lequel la « pollution paye » a occupé la place du principe du « pollueur/payeur », c'est-à-dire le principe selon lequel le « pollueur paye ». Ce qu'il nous faut maintenant est un nouveau principe des « trois p », à savoir « pollution et prévention payent ». C'est pourquoi la Commission Delors est déterminée à faire entrer les grandes installations de combustion dans le champ d'application des mesures communautaires, afin de protéger nos lacs, nos forêts et nos monuments contre les pluies acides. Il est d'ailleurs scandaleux, que le gouvernement britannique se soit rangé aux côtés des pollueurs en assurant qu'en ce qui le concerne, aucune action n'était menée dans ce contexte. Nous devons faire en sorte que toutes les pressions possibles soient exercées auprès du gouvernement britannique.

Nous devons également veiller à ce que l'adoption de la directive sur l'évaluation des incidences sur l'environnement permette désormais de prendre l'environnement en compte dans les principaux secteurs de la politique — industrie, énergie, transports et affaires sociales — ainsi que pour les politiques que nous menons à l'égard des pays en voie de développement dévastés par la faim et la maladie, le déboisement et la désertification. Moralement aussi bien qu'économiquement n'est-il pas totalement injuste d'exposer les pays en voie de développement, sans réelle mise en garde, à l'exportation des produits chimiques dangereux et toxiques que la Communauté n'est elle-même pas disposée à utiliser ? En effet, Bhopal nous concerne tous et Seveso également. Il nous appartient à tous, au sein du mouvement socialiste, que ce soit dans le cadre des partis socialistes, des syndicats, ou bien de la Commission, de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour ébranler la conscience d'un monde insensible.

Il est naturellement tout aussi important, plus important même sous bien des aspects, de prendre des mesures décisives, contre ce qui se passe dans l'Afrique du Sud dominée par l'apartheid. C'est pourquoi j'espère que la Commission prendra une initiative dans ce contexte. Mais, pour en revenir à l'environnement, 1987 sera l'année de l'environnement en Europe. Nous devons faire en sorte que ce thème revête une signification positive et que les législations des Etats membres seront modifiées en conséquence.

Monsieur le vice-président, je me permettrai de dire encore quelques mots à propos de la politique des transports qui relève également de mes compétences et qui n'occupe pas une très grande place dans ce document. J'aimerais reprendre les paroles du président Delors qui a déclaré que les considérations relatives aux transports, en particulier le programme d'infrastructure à moyen terme et d'autres moyens d'aide financière sont absolument indispensables au développement de politiques régionales efficaces qui favorisent la compétitivité et, surtout la création d'emplois. Je partage le point de vue qui vient juste d'être exprimé à propos de cette extraordinaire volonté de libéralisme qui semble habiter les gouvernements de certains États membres. Il s'agit cependant souvent d'un libéralisme qui ne prend pas garde à la sécurité et qui est donc absolument inacceptable pour nous socialistes, que ce soit dans le domaine des transports aériens, dont il convient, à mon avis, d'éviter la privatisation, ou bien dans le domaine des transports routiers et ferroviaires.

Comment pouvez-vous établir un équilibre satisfaisant entre les transports routiers et ferroviaires si ces derniers doivent supporter tous les coûts des infrastructures, tandis que les transports routiers, qu'il s'agisse de poids lourds ou d'autobus, s'en tirent sans frais ? Ce qui résulte en fin de compte de telles politiques — si encore elles méritent ce nom — est que des localités entières se trouvent coupées du reste du monde et que des villes se trouvent bloquées par la circulation des poids lourds et des autobus ; voilà le message que la droite conservatrice fait parvenir aux peuples européens en fait de prise de compte de l'environnement et de protection de notre paysage.

Nous devons modifier les perspectives de la politique des transports.

Permettez-moi de dire encore quelques mots à propos de la navigation maritime qui est essentielle pour nos industries et nos économies et que nous ne devons donc absolument pas négliger. Pourtant, sous la houlette d'un capitalisme effréné, nos flottes marchandes ont subi, en cinq années, des pertes plus importantes que pendant toute la seconde guerre mondiale. Cela n'est pas uniquement dû à la concurrence déloyale de l'Union soviétique, mais également aux pratiques malhonnêtes des pavillons de complaisance. A ce propos, les représentants de la droite déclarent que les pavillons de complaisance et l'exploitation des marins non Européens sont des faits qu'il y a même lieu de soutenir. Mais le cancer, Monsieur le vice-président, est également une réalité, mais il n'y aucune raison de s'efforcer pour que cette maladie se développe. Notre nouvelle Commission s'est donné pour tâche d'engager la lutte contre ces concepts. C'est la raison pour laquelle nous soutenons le dialogue avec les syndicats. Nous ferons en sorte que les syndicats jouent un rôle actif dans le développement de la navigation maritime et d'autres domaines de la politique des transports. C'est pourquoi nous comptons lancer une enquête sur l'exploitation de marins non euro-

péens, et nous devons faire en sorte que la politique commune des transports aille dans ce sens, au lieu d'être le reflet de la vision limitée de la droite, comme cela a si longtemps été le cas.



Hans Kombrink

Membre du Parlement Néerlandais



La délégation néerlandaise peut se rallier très largement aux orientations définies dans le rapport Claes en ce qui concerne une politique européenne axée sur le redressement économique et la lutte contre le chômage. Il est également évident, à nos yeux, que nous devons, dans ce cadre, appliquer et défendre un modèle spécifiquement européen. Nous souscrivons pleinement à la conclusion de Claes : l'Europe doit agir elle-même.

Cette conclusion doit découler aussi de la conscience qu'il existait certes, jusqu'à récemment, une grave crise économique internationale, mais que l'Europe est confrontée à de nombreux problèmes spécifiques qui exigent une solution spécifique, problèmes qui, en partie, sont nés et existaient dès avant l'arrivée au pouvoir de Reagan et de ses alliés conservateurs en Europe.

Il serait dommage de n'utiliser ce bref temps de parole de cinq minutes que pour faire écho aux discussions antérieures. Aussi présentons-nous, en vue d'approfondir et d'élargir notre tentative de définir une ligne d'action européenne spécifique, un certain nombre de commentaires critiques relatifs au rapport de la commission Claes.

Première observation : les exposés de Claes et de Delors se situent dans le prolongement l'un de l'autre et sont encourageants. La volonté d'aborder les problèmes y est réelle, de même que la conscience de la nécessité d'une approche communautaire. Nul ne peut nous les dénier aujourd'hui. Cela ne suffit pas. Un travail considérable reste à accomplir. La mise en œuvre du programme d'action exposé par la commission ne permettra pas, à notre sens, de résorber suffisamment le chômage. Et la mise en œuvre du programme exige que soient remplies certaines conditions, qui ne sont pas toutes définies.

Nous avons pu marquer un large accord sur l'exposé de Delors, mais nous craignons qu'il soit trop optimiste lorsqu'il suggère que le développe-

ment des technologies avancées, nécessaires en soi, entraînera la création de nombreux emplois nouveaux et que nous ne devons pas être trop axés sur le secteur des services. Aux Pays-Bas, nous menons actuellement une lutte difficile et opiniâtre pour obtenir la semaine de travail de 36 heures en 1986. En 1977 déjà, nous constations que la réduction du temps de travail est nécessaire et inévitable, pour autant qu'elle ne compromette pas le potentiel économique. La proposition de résolution fait état d'une semaine de travail de 35 heures ; aux Pays-Bas, nous évoquons déjà la semaine de 32 heures en 1990, même si, dans ce pays, cet objectif ne pourra pas être atteint partout au même rythme. Mais même cela ne suffit pas pour résoudre le problème du chômage. Lorsque Claes dit qu'une nouvelle division du travail implique une meilleure relation entre la croissance et les emplois, il faudrait y consacrer davantage de moyens. Reconnaissant le subtil équilibre qui existe entre les coûts et la demande dans l'économie, nous sommes bien obligés, aux Pays-Bas où le taux de chômage est de 17 à 18 %, de considérer le niveau du coût brut de la main-d'œuvre. Tenir compte de la capacité concurrentielle de l'industrie européenne n'est dès lors pas une question de conservatisme (comme le suggère le rapport Claes) mais d'économie, même si une politique européenne coordonnée de redressement voit le jour.

Deuxième observation : le rapport Claes réfute, en ce qui concerne les États-Unis, le mythe des vertus financières conservatrices. Ce que doit être, abstraction faite de la façon d'utiliser les dépenses, notre point de vue quant au déficit budgétaire, n'apparaît pas tout à fait clairement, pas plus que la mesure dans laquelle nous pouvons pratiquer nous-mêmes un financement déficitaire en faveur de notre propre politique de redressement, ni les résultats maximums que nous pouvons en attendre. Ces points doivent être précisés et concrétisés. Craxi a certainement raison d'affirmer que, dans des pays comme la République fédérale et les Pays-Bas, il est possible de stimuler l'économie ; pour les Pays-Bas, cependant, le déficit budgétaire demeure toujours un facteur limitatif et notre petite économie ouverte interdit d'aller trop loin.

Nous souhaitons aussi, dans le cadre de l'objectif d'un programme de stimulation, pouvoir disposer d'une marge pour la différenciation nationale, de manière que le 1 % souhaité du PNB ne soit pas entièrement consacré aux investissements publics. Il est également possible de stimuler d'une autre façon, dans le cadre d'un mélange de politiques. Dans ce cas, il est possible d'établir un lien avec le financement de la réduction du temps de travail. En effet, aux Pays-Bas en tout cas, la méthode de financement exposée dans le rapport Claes est insuffisante.

La question qui se pose est simplement de savoir si la marge de priorités peut être utilisée tout entière dans ce but. Les compressions de dépenses publiques par la limitation du chômage sont largement néces-

saires chez nous, précisément pour pouvoir sauvegarder le régime social que Claes défend à juste titre. Il faudra aussi que la population fasse des sacrifices en matière de revenus et les pouvoirs publics devraient l'encourager, par des réductions d'impôts, à accepter ces sacrifices. En agissant ainsi, nous stimulerons également l'économie.

Troisième observation : Claes parle de l'incapacité de l'industrie européenne à s'adapter à l'ère moderne. Nous devons nous demander quelles en sont les causes. Cette analyse fait défaut. Nous critiquons à juste titre le modèle politique conservateur, mais cela ne suffit pas. Nous souhaitons la continuation du système de l'économie mixte mais, simultanément, sa rénovation s'impose. Ce n'est pas toujours facile pour les socialistes européens, car notre histoire se confond en partie avec celle des institutions créées dans le cadre de ce système. La rénovation exige parfois le démantèlement de situations acquises, qui nous sont familières. Aussi nous trouvons-nous également dans une position délicate à certains égards, et nous ne pouvons pas nous borner à critiquer les autres. La restructuration de l'économie ne saurait aller de pair avec le maintien de l'organisation existante. Il faut s'opposer non seulement au protectionnisme américain, mais aussi à la protection de nos propres intérêts nationaux à l'intérieur de l'Europe. Même les socialistes n'ont pas toujours été adversaires du protectionnisme par le passé. En adoptant la proposition de résolution, nous avouerons aussi nos propres fautes.

Les socialistes européens ne pourront mettre au point un programme d'action efficace contre le chômage que s'ils critiquent et rejettent non seulement les mythes des autres, mais aussi les leurs. Nous ne pouvons pas remplacer une politique d'égoïsme sacré par une politique qui consisterait uniquement à adresser des reproches aux autres.

Par conséquent, tous les progrès que nous réalisons, notamment au cours de ce congrès, doivent faire apparaître que nous avons encore beaucoup à faire. Cette conception recèle aussi une valeur essentielle du socialisme démocratique. En effet, n'avons-nous pas cette caractéristique remarquable, qui nous distingue des conservateurs, de ne pas céder à la facilité et, pour résoudre véritablement les problèmes, de rechercher toujours de nouvelles voies ?

Mario Soares
Premier Ministre, Portugal



Monsieur le Président,
Chers Camarades,

Le XIVe Congrès de l'Union des Partis socialistes de la Communauté européenne constitue un événement singulier, non seulement parce qu'il a lieu à Madrid, mais aussi parce qu'il se réalise tout de suite après la conclusion heureuse des négociations en vue de l'intégration du Portugal et de l'Espagne dans les Communautés. C'est là, je crois, un événement historique d'une très grande portée, non seulement pour les deux pays de la Péninsule ibérique, qui mettent ainsi fin à un isolement séculaire, mais aussi pour les Communautés. Et comme l'Union des Partis socialistes s'est toujours battue résolument pour l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, ayant même admis dès 1979, symboliquement, en tant que membres de plein droit, le PS portugais et la PSOE, la réalisation du XIVe congrès à Madrid témoigne bien d'une volonté politique du socialisme démocratrique européen, qui n'a jamais douté, malgré les difficultés, de la nécessité de l'élargissement qui, nous en sommes certains, deviendra effectif le 1er janvier 1986, après la ratification par les différents parlements nationaux.

En tant que Premier ministre du Portugal et Secrétaire général du PS, je tiens à remercier tous ceux ici présents des efforts qu'ils ont déployés pour rendre possible l'élargissement de la Communauté à Douze Etats membres et aussi à vous faire part de ma satisfaction pour la façon positive dont se sont déroulées les négociations dans leur phase finale, ainsi que de l'espoir avec lequel le Portugal, animé d'un véritable « esprit européen », se prépare à participer à la Communauté élargie.

J'ai eu l'honneur de signer, en mars 1977, en tant que Premier ministre du Portugal, la demande d'adhésion à la CEE. Huit ans plus tard, après maintes vicissitudes en Europe, et, dans mon propre pays, au sein de

plusieurs gouvernements, je serai à nouveau appelé à signer, le mois prochain, je l'espère, le Traité d'adhésion qui met officiellement fin aux difficiles négociations qui ont été menées. Tout au long de ces huit années, nous avons toujours été animés de la volonté politique inébranlable de faire du Portugal un pays économiquement moderne, socialement juste et politiquement démocratique répondant aux conditions et aux schémas de l'Europe occidentale.

Sortis, par la voie de la révolution, d'une dictature rétrograde et immobiliste, qui a duré presque un demi-siècle, débarrassés des guerres coloniales et ayant réalisé la décolonisation, avec un retard de vingt ans ou plus par rapport aux autres pays européens, nous revenons tout naturellement à l'Europe, cherchant à construire pour notre peuple un avenir démocratique, pluraliste, moderne et de justice sociale. La tâche n'a pas été facile, étant donné les difficultés découlant de la crise internationale, qui nous a tant affectés, et des retards structurels qui nous séparent toujours des autres pays européens. La démocratie implique, du reste, un apprentissage difficile. Toutefois, le *choc européen,* qui nous aide à fixer le cadre institutionnel et social et nous contraint à la modernisation de notre économie, représente un *défi* essentiel, qu'il convient de relever en termes de progrès social et de développement. Ce défi a toujours été accepté, et l'est encore, par toutes les forces politiques portugaises, à l'exception du parti communiste, par le syndicalisme démocratique, par les associations patronales les plus responsables, par l'intelligentsia et surtout par la jeunesse.

Le Portugal entre dans les Communautés animé d'un grand espoir dans l'avenir. Non qu'il soit convaincu que la CEE constitue une panacée ou la solution automatique à ses problèmes structurels. Nous savons qu'elle ne l'est pas et que tout dépend, en fin de compte, de nos propres efforts. Espoir, cependant, car l'intégration nous permet d'accéder à un large espace économique, qui a un dynamisme tout spécial, et une grande capacité d'innovation technologique qui, nécessairement, je le répète, contraindra à la restructuration inéluctable de l'appareil productif portugais et à sa modernisation. Espoir encore et surtout, car le Portugal croit en l'importance décisive d'une Europe unie, forte et solidaire, capable de faire entendre sa voix dans le concert international et, de ce fait, de devenir, entre les super-puissances et le tiers monde, un pôle de développement et de progrès et un facteur irremplaçable de dialogue et de paix.

Si l'entrée du Portugal et de l'Espagne représente, à cet égard, un défi indubitablement bénéfique pour les deux pays de la péninsule, on ne saurait oublier la contribution qu'ils peuvent apporter à la Communauté européenne grâce à leurs cultures très anciennes et à leurs expériences historiques exceptionnelles de contact avec des peuples d'autres continents, notamment ceux d'Afrique, d'Amérique latine et du monde arabe. Il suffira de rappeler que les langues portugaise et espagnole sont aujourd'hui parlées

par 450 millions d'êtres humains — 150 millions pour le portugais et 300 millions pour l'espagnol — et que la compréhension entre les deux langues est facile et presque naturelle. Les langues et les cultures sont des véhicules qui constituent un instrument d'une valeur inestimable. Dans un monde divisé et troublé, l'Europe a besoin de l'Afrique et de l'Amérique latine, comme ces continents ont, eux aussi, besoin de l'Europe pour leur rééquilibre et même pour l'affirmation de leur identité nationale face aux superpuissances. L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté représente donc une contribution très importante que l'Europe doit sans tarder, exploiter et faire valoir, dans ces continents. Au-delà de la possibilité de contribuer au rééquilibre de l'Europe même vers le sud, où, d'ailleurs, les partis socialistes ont, pour des raisons historiques connues, pris une importance de plus en plus grande.

Dans l'histoire politique de l'Europe de l'après-guerre, il est significatif que, parallèlement à l'engagement des socialistes et des sociaux-démocrates dans l'élargissement, aussi bien que de celui d'autres familles politiques comme les libéraux, les démocrates-chrétiens et les conservateurs anglais, ce soient des dirigeants socialistes qui aient négocié, au nom de l'Espagne et du Portugal, les adhésions de ces deux pays.

D'autre part, s'il est vrai que le Portugal et l'Espagne sont des pays voisins qui ont vécu, tout au long des siècles, une aventure si souvent commune, il n'en est pas moins vrai que ces peuples et ces cultures se sont très souvent ignorés et ont coexisté en se tournant le dos. L'entrée simultanée du Portugal et de l'Espagne dans l'Europe, pour des raisons assez semblables, permettra des relations nouvelles et plus constructives entre ces deux pays, dans le respect de leurs identités respectives. Voilà un autre avantage, et non des moindres, de l'intégration.

Camarades,

A l'ordre du jour du congrès figurent des problèmes qui sont au centre des préoccupations de nos peuples et de nos partis : la nécessité de combattre le chômage, et tout spécialement le chômage des jeunes ; l'exigence de réduire l'inflation ou de lutter efficacement contre elle ; la relance de nos économies dans un contexte de crise économique internationale qui n'a pas encore été totalement surmontée ; l'impératif de la restructuration industrielle face à la diffusion des technologies nouvelles ; les systèmes de sécurité sociale, dont l'application est de plus en plus difficile. Sans oublier les problèmes de défense, que l'on voudrait commune, l'avantage que présenterait une politique monétaire commune et le renforcement nécessaire des institutions communautaires, que l'on voudrait plus efficaces.

A mon avis, aucun des grands problèmes, qui font l'objet de nos préoccupations communes, n'a de solution dans le cadre restreint de chacune de

nos nations. Ils ne peuvent trouver de réponse adéquate que dans le cadre européen. Pour cela, il faudra que la Communauté européenne renforce ses politiques communes et ses institutions et qu'en même temps, elle s'ouvre à l'extérieur. Qu'elle ne considère pas seulement ses intérêts économiques immédiats, mais prenne un *nouvel élan,* dans la ligne ambitieuse de ses fondateurs, afin qu'elle puisse devenir, comme elle le doit, un pôle de progrès, de développement et de paix.

Telle est, actuellement et dans le cadre européen, la mission historique des socialistes, des sociaux-démocrates et des travaillistes pour qui les idéaux de liberté, de défense des droits de l'homme et de décentralisation régionale sont aussi importants que la justice sociale et le progrès économique, de façon à développer, de plus en plus et pour tous les travailleurs, des sociétés libres et prospères.

Lisbonne, le 9 avril 1985



Alfonso Guerra

Secrétaire général adjoint
PSOE, Espagne



Camarade Président, chers Camarades,

J'ai le plaisir de m'adresser à vous au cours de ce XIV Congrès de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne, et ceci coïncide précisément avec la conclusion des négociations en vue de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté. Aussi, permettez-moi de m'unir à ceux qui se sont exprimés depuis cette tribune pour vous féliciter de cet événement historique pour l'Europe et de formuler ma gratitude fraternelle pour l'aide prêtée par les Camarades socialistes européens dans la tâche de l'intégration d'une façon harmonieuse, de la péninsule ibérique au sein de la Communauté.

1. *La Communauté, potentiel mondial*

Il m'incombe, pour ma part d'introduire le thème « L'Europe dans le Monde » qui sera développé plus avant par d'autres orateurs. Et pour cette raison, vous me permettrez de faire une série de réflexions concernant le rôle que la Communauté élargie sera appelée à jouer dans ce monde, dans un monde plein d'insécurité, de tension, d'injustice, de déséquilibre et vu cet état, nous ne saurions nous en réjouir. Ceci doit nous servir de stimulant pour promulger notre résolution afin de transformer la société contre les expansionnismes hégémoniques qui interviennent dans nos sociétés, tout comme ils interviennent dans les relations entre les peuples.

Les socialistes européens ne peuvent permettre que se soldent à zéro les efforts de la Communauté, appuyés par les socialistes. En fait, on a mal perçu ce que doivent être les relations extérieures d'une Europe ouverte vers le monde et qui doit déborder en définitive les chemins et les voies habituelles des échanges commerciaux. Par conséquent, il faudrait qu'elle développe son rôle essentiel, c'est-à-dire, qu'elle doit agir en tant que facteur de transformation, de changement, et sa solidité dépendra de la potentialité de

ses composants internes, au degré d'intégration que ses composantes européennes auront atteint. La nouvelle Europe élargie qui se fera jour après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal enserre des éléments potentiels : en premier lieu, il s'agira d'une Communauté de 320 millions d'habitants, et dès lors on dépassera les deux grandes puissances ; les Etats-Unis et l'URSS et ceci nous laisse entrevoir des possibilités pour l'avenir, s'agissant des ressources humaines. Aussi, la Communauté se transforme en première puissance commerciale du monde, mue par un dynamisme que le continent a peu connu par le passé. Son développement et sa capacité de production renouvelés et modernisés et son nouveau revenu par tête d'habitant constituent un deuxième élément qui donne davantage de rigueur s'agissant de la présence de l'Europe dans le cadre des relations internationales.

La Communauté va embraser une partie importante des régimes politiques démocratiques que l'on a dans le monde et qui ont fait de la liberté et de la démocratie la bannière de son action dans le monde.

Les pays qui composent la Communauté ont un passé inégalable en ce qui concerne les événements historiques, la science et la culture, dans le domaine des arts et des lettres. Il y a un présent prometteur qui est enrichi à l'heure actuelle par la présence et la perspective de l'adhésion espagnole et portugaise.

La Communauté peut se tourner vers l'avenir et doit projeter une action vers l'extérieur. Elle se transforme vers l'avenir pour transformer tous ces éléments en une Europe dotée de forces politiques réelles et où l'on pourra approfondir démocratie et liberté. Ce seront des tâches importantes pour nous, socialistes européens. Nous devons nous engager jusqu'à la limite de nos forces afin de permettre de réaliser une Europe politique authentique.

La Communauté peut et doit se projeter vers l'extérieur parce qu'une Communauté intégrée, socialement plus juste, profondément démocratique et solidaire, peut et doit transmettre un message de liberté, apporter une contribution positive et nous autres, les Européens nous devons apporter notre écho à la cause de la compréhension internationale.

II. *Défis extérieurs de la Communauté Européenne*

1. *La superaction du monde bipolaire*

En un monde essentiellement bipolaire et dans lequel prédomine la méfiance et la tension, la Communauté Européenne, englobant des pays amoureux de la paix, doit exercer toute une série de rôles et il faut essayer de se lancer dans une recherche pour obtenir davantage de sécurité pour notre continent et qui améliore le climat général par rapport à l'affrontement qui existe actuellement à l'échelle mondiale.

Nous ne pouvons nous satisfaire, nous socialistes, d'un affrontement des blocs qui divise l'Europe en deux camps antagonistes. A partir d'une solidarité permanente avec nos alliés nous devons imaginer et rechercher de nouvelles formules d'entente de compréhension, qui permettent de rapprocher les deux camps séparés. Il semblerait que la détente soit abandonnée par les deux partis. Du côté Est, ces derniers ont vu dans la détente un péril pour le système politique implanté dans la zone. Du côté Ouest, parce que l'on a admis la divisibilité de la détente, c'est-à-dire dans la pratique que la détente n'apportait des avantages qu'à l'ennemi, qu'à l'adversaire, alors, ces deux attitudes, l'attitude du bloc oriental et celle du bloc occidental coïncident même si elles coïncident depuis des attitudes totalement opposées. Cela se complique encore avec l'annonce de la guerre des étoiles. Face à cette politique de confrontation, nous les socialistes européens devons lutter pour la détente et notamment à l'échelle européenne.

Partant, et dans ce monde bipolarisé, les socialistes doivent encourager la paix, comme tâche prioritaire. C'est avec satisfaction que nous voyons que les négociations de Genève ont repris entre les Etats-Unis et l'URSS et nous voyons qu'il s'agit là d'un dialogue constructif et positif et c'est là la seule possibilité qui puisse se traduire par un résultat satisfaisant pour les parties directement intéressées qui, depuis l'extérieur, observent avec attention ce qui est dit là-bas. En ce sens, nous pensons qu'il faudrait mettre en place les mécanismes nécessaires qui permettraient, dans le cadre de ces conservations, que se fasse entendre davantage la voix de l'Europe. Car en définitive et en dernier ressort, cette Europe-là c'est la première destinataire de toutes mesures qui peuvent être arrêtées comme résultats de ces négociations. Les Etats-Unis et l'URSS sont en train de converser sur la détente mais fondamentalement, ils discutent de la sécurité de l'Europe et l'Europe doit se faire entendre directement dans le cadre de ces discussions car il s'agit de sa propre sécurité, de sa propre survie.

Je sais très bien que la famille socialiste peut percevoir différemment les questions de sécurité et ceci provient évidemment de processus historiques et politiques différents, mais cela ne doit pas constituer une pierre d'achoppement en vue de la recherche d'une politique commune pour essayer de relever un des grands défis européens.

Je sais fort bien également que la détente n'est pas un mot magique qui, par le fait même de le prononcer produit des miracles sur les sujets. En fait elle doit se doter d'un contenu concret qui découle de l'esprit des conversations d'Helsinki. Elle doit envisager la prise de mesures de confiance qui engendrent un climat de sécurité et qui provoquent une augmentation des échanges entre les différents systèmes politiques. La confiance est basée sur le binome connaissance-compréhension, comme élément essentiel de progrès.

Sans connaissance mutuelle, il n'y a pas de compréhension et sans compréhension la connaissance ne se développera pas et de nouveau on retombera dans la méfiance.

Ensuite, nous avons l'obligation d'encourager toutes les relations culturelles, économiques, techniques et commerciales, mais à la base de tout cela, il y a le respect des Droits de l'Homme. Et nous manquerions à un devoir socialiste si dans cette tâche de développement et d'échanges nous n'insistions pas sur un autre aspect essentiel du développement de l'Acte Final d'Helsinki, à savoir le respect des Droits de l'Homme. Il ne s'agit pas de choisir ou d'agir par la force. Il faut développer l'un des droits les plus fondamentaux de la vie politique qui a été élevé au rang de constitution dans les pays de notre Communauté. Ce vers quoi il faudrait tendre c'est que l'Europe s'exprime avec une seule et unique voix vers la paix et la détente. Nous devons peut-être renoncer à cet objectif, mais il y aussi ceux qui retomberaient dans le pessimisme et ainsi on pourrait ne rien faire.

Nous ne pouvons en tant qu'Européens aux pays qui forment ce qu'on appelle « l'Europe de l'Est ». Nous ne pouvons aspirer à nous attribuer en exclusivité, en fait un attribut exclusivement européen qui revient également à des millions d'Européens qui habitent également sur ce continent. Alors, est-ce qu'une barrière politique peut nous faire oublier les réalités culturelles et historiques, identiques à la nôtre, qui existent de l'autre côté d'une ligne tracée d'une manière capricieuse sur la carte ?

Alors l'Europe n'est pas complète sans que l'on fasse référence à l'Europe centrale. N'est-ce pas l'Empire austro-hongrois qui a contribué à la formation de l'âme européenne ? Le Wawel de Cracovie ou le Château de Prague n'ont-ils pas également apporté leur contribution ? Est-ce que beaucoup de philosophes, poètes de l'autre côté ne sont pas des poètes et philosophes européens ? Nous avons donc pour tâche de rapprocher et non pas d'éloigner, d'unir et non pas de désunir et notre Europe communautaire n'est qu'une partie d'une réalité plus ambitieuse encore. Il ne faut pas l'abandonner. Il y aussi l'Europe neutre et non alignée, nous trouvons là des pays avec lesquels nous collaborons dans le cadre du Conseil de l'Europe et aussi l'autre Europe.

2. *Ouvrir l'Europe au Monde*

L'autre grand défi auquel se trouve confrontée la Communauté est l'ouverture vis-à-vis du monde extérieur, l'abandon des tentations protectionnistes et isolationnistes, afin de respecter une nécessité qui lui est imposée de justice et de solidarité.

Il faut insister sur le fait indéniable que la Communauté élargie se compose d'un groupe de pays qui ont fait de la liberté et de la démocratie des principes auxquels ils ne peuvent renoncer et qui ont écrit des pages

immortelles de la culture et de la science et qui constituent l'une des zones les plus riches du monde.

Par conséquent la Communauté Européenne ne saurait se refermer sur elle-même et ne pas faire participer les autres à son progrès. Son ouverture vers l'extérieur est une nécessité de stricte justice. Mais nous les socialistes ne saurions nous conformer à cette nécessité, il faut en fait que la Communauté dépasse le cadre de ses frontières car le socialisme est essentiellement internationaliste ou alors il n'est pas socialisme. Il y a également une nécessité de solidarité qui découle de notre condition socialiste et qui la rend inévitable en tout instant. Solidarité qui doit nous amener à dépasser tant les nationalismes ou chauvinismes stériles ainsi que ses possibles ersatz, à savoir que le sentiment que le monde se termine aux frontières de la Communauté et qu'au delà de la Communauté, il n'y pas de salut. Notre obligation de solidarité doit nous amener à agir de manière décisive dans le monde qui nous entoure.

Nous dirigeons tout d'abord nos regards vers le Tiers monde. Là nous aimerions établir des relations Europe-Tiers monde, afin de faire d'eux un facteur dynamique de paix, de solidarité et de justice internationale.

En premier lieu dans le cadre de la diversification, en embrassant des domaines et en voyant les résultats positifs du passé et en ajoutant d'autres lignes de conduite afin d'essayer de résoudre les autres problèmes. Nous pensons que le transfert de technologie est indispensable afin d'augmenter le degré d'auto-suffisance des pays qui sont les plus mal-dotés, afin de les doter d'une souveraineté authentique. Et là, il faudrait essayer de rechercher des solutions vaillantes et généreuses afin d'essayer de régler les problèmes financiers graves qui les frappent, et qui sapent non seulement le développement harmonieux de ces pays mais qui menacent également les systèmes démocratiques qui vaillamment devraient se mettre en place. Alors, vous me permettrez de faire là une réflexion personnelle inévitable. La Communauté a établi les normes très concrètes afin d'éviter, dans le domaine industriel, la sur-production. Ce qui paraît logique, mais ceci apparaît également dans le domaine agricole. S'il y a contrôle sur les produits laitiers, les fruits, c'est pour éviter les excédents, mais si c'est ainsi que nous agissons comment pouvons nous aider les pays tiers, si dans ce pays, il sévit la famine, ces excédents pourraient suffir à sauver des millions de vie, comment pouvons-nous faire comprendre aux pays affamés que l'Europe qui dit s'ouvrir au monde et aider ses semblables, se trouve par ailleurs en train de réduire sa production annuelle des aliments et ce de manière délibérée.

En deuxième lieu, et pour me rattacher à ce que je disais précédemment, l'ouverture doit se faire d'un point de vue profondément humaniste, c'est-à-dire développement intégral de la personne humaine parce qu'en définitive c'est l'unique destinataire, c'est l'homme, dont la liberté et dont

les droits sont par dessus-tout sans conditionnement politique ni économique et en définitive lève haut les couleurs de la liberté de la solidarité et de la justice qui inspirent le socialisme démocratique.

Dans la nouvelle Communauté élargie, ces faits sont particulièrement mis en exergue. Les deux pays ibériques apportent des expériences fort riches vu leur ouverture constante vers le monde extérieur et vu le caractère tout privilégié de leurs relations avec les pays d'Amérique du Sud et ceci constitue l'un des aspects qu'ils vont incorporer à la Communauté. De cette manière, la Communauté a une occasion unique de développer qualitativement et quantitativement ses relations avec l'Amérique du Sud alors que ses problèmes économiques font de cette région une cible intéressante.

Il faut essayer de dénoncer énergiquement les dictatures du continent sud-américian qui constituent en fait des agressions sauvages aux droits de l'Homme, comme les crimes qui sont intervenus récemment au Chili. Face à des dictatures, il nous faut toujours opposer la force de la raison qui est la nôtre et offrir notre appui aux forces démocratiques et notamment aux camarades socialistes qui luttent en vue d'obtenir un avenir démocratique et libre.

La Communauté a l'autorité morale afin de dénoncer tous les systèmes autoritiaires qui veulent tuer la liberté. Le message européen doit être un message de paix et un message de progrès en suivant le modèle de la Conférence de San José, de septembre passé et nous aimerions que cette conférence se traduise par une suite, à l'avenir.

Face au manque de stabilité, et à la menace constante du conflit en Amérique Centrale, l'Europe doit appuyer l'esprit de la Contadora en se fondant sur la non-ingérence dans la zone par des forces étrangères, il faut appuyer la notion de pluralisme politique, de progrès économique et social. Il nous faut dépasser les tentations manichéennes si proches de nous et si faciles qui font surgir les conflits latents dans la zone et notamment lorsqu'il y a là une confrontation Est-Ouest, Nord-Sud et ceci fait de cet endroit un laboratoire fragile des relations internationales. Il faut être sincères envers nous-mêmes, il faut que nous nous demandions qui, de par le monde, parlerait d'un petit pays pauvre comme le Nicaragua s'il n'y avait pas là l'enjeu des intérêts stratégiques des grandes puissances. L'Europe doit se tourner vers ce pays et appuyer ces pays qui ont pris la décision de retourner vers la démocratie, l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil. C'est maintenant que cette aide est la plus utile et c'est maintenant qu'ils demandent notre solidarité, notre générosité. Il faut les aider dans les problèmes économiques qu'ils rencontrent afin que la démocratie qui a été mise sur pied avec peine ne soit pas mise en échec. La dette extérieure n'est pas seulement un problème financier, c'est aussi un problème politique face auquel nous ne saurions avoir une attitude exclusivement mercantile. Ni l'histoire ni les démocrates de ce pays ne nous pardonneraient jamais.

Le centre de gravité politique de la Communauté s'est déplacé au sud

Il y a d'autres domaines géographiques qui se sont rapprochés de la Communauté avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal. Il s'agit de la Méditerrannée méridionale. Le centre de gravité s'est déplacé vers le Sud avec la nouvelle adhésion. Vu ce déplacement géographique et politique, il faut que la Communauté remette en place et reformule, réaménage, la politique mise en place pour des raisons géostratégiques et doit tenir comme objectif final, la paix, la stabilité, le progrès et le développement de la région. Il faut essayer de mettre en place des formules imaginatives qui développent une coopération complète fondée dans la défense des intérêts et des avantages mutuels et ce n'est pas facile à l'heure actuelle de découvrir les courants unidirectionnels des échanges commerciaux, il faut continuer d'associer les pays méditerranéens à toutes les actions communautaires qui peuvent avoir des répercussions sur autrui.

Au-delà de la Méditerrannée, la Communauté peut également élargir son rayonnement par le truchement d'une présence plus active dans le monde arabe. Malheureusement, le conflit du Moyen-Orient continue de constituer un foyer de tension des plus inquiétants, non seulement pour la sécurité de la zone en question, mais également pour la sécurité internationale de manière générale. Dans le cadre de la coopération politique, l'Europe, la Communauté a fait entendre sa voix à plusieurs reprises, en lançant un appel en faveur de la recherche d'une paix juste et durable qui tiendrait en compte les intérêts de tous les états de la région et qui doit garantir les droits historiques du peuple palestinien, y compris le droit à l'auto-détermination et le droit reconnu à l'Etat d'Israël à vivre dans le cadre de frontières sûres et reconnues, ce qui signifie le retrait des territoires occupés. Dans ce sens, il nous faut suivre avec le plus grand intérêt et la plus grande espérance, les initiatives récemment mises en place et notamment l'accord entre la Jordanie et l'Organisation pour la Libération de la Palestine.

A ce conflit presque endémique, s'est ajoutée la crise sanglante du Liban où les fractions qui s'affrontent ne respectent même pas un cessez-le-feu. Il faudrait que cessent, là, les interventions étrangères afin que le pays puisse recouvrer son intégrité territoriale et son indépendance de sorte que puissent être organisés les processus de réconciliation nationale qui s'imposent. A cela il faut bien entendu ajouter la guerre Iran-Irak de manière périodique, cette guerre s'intensifie avec son cortège de pertes de vies humaines qui progressivement ruinent les pays et étendent ceci au pays avoisinant, qui sont si vitaux pour l'approvisionnement en énergie au monde et notamment en Europe.

Nous devons tous nous efforcer pour essayer d'appuyer les efforts de l'ONU et des différents pays et organismes afin que cessent les hostilités entre les deux pays.

Concernant d'autres points conflictuels ou zones chaudes du territoire africain, il est nécessaire que la Communauté et plus précisément nous, les socialistes, maintenions la condamnation de la politique de discrimination raciale du régime sud-africain qui constitue une atteinte non seulement à la population noire de ce pays et de ce continent mais également contre toute l'humanité. Au cours des derniers jours précisément, la répression raciste a prouvé son vrai visage car encore une fois elle a fait couler le sang de ceux dont le seul drame est d'avoir la peau noire. En tant que socialistes nous sommes obligés de maintenir une pression ferme vis-à-vis du régime de Prétoria pour faire en sorte que les mesures de boycott adoptées au plan international, que ces mesures soient réellement efficaces.

De plus, il nous faut dénoncer l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud et augmenter notre appui afin que le peuple de ce territoire puisse très bientôt accéder à l'indépendance par le biais d'un processus qui en fait compte avec l'appui plein de garanties internationales.

Dans le domaine asiatique, la Communauté doit intensifier sa présence spécialement face à la constatation que les droits de l'homme sont constamment vulnérables et non respectés indépendamment de la couleur du système politique au pouvoir.

Il faut aussi porter notre attention à la Chine, ce grand colosse asiatique où se développe une processus social que nous pouvons contempler avec intérêt.

Il faut également voir ce qui se passe en Afghanistan et exiger le retrait des troupes soviétiques. Il faut poursuivre les activités politiques et diplomatiques, afin que le peuple afghan puisse exercer son droit de décider librement de son propre avenir.

De manière générale, pour les conflits du continent, il faut demander à ce que l'on respecte les droits à l'indépendance, à l'intégrité et à la souveraineté des peuples en prenant en compte ses intérêts fondamentaux sans oublier bien entendu aucun des Droits de l'Homme.

Conclusions

Voilà, c'est là l'ébauche générale de la projection vers l'extérieur qu'une Communauté rénovée et élargie est amenée à dessiner et là nous devons participer de manière active.

L'Europe communautaire doit être un facteur dynamique de paix, de justice et de liberté dans le monde. Nous devons nous efforcer de dénoncer toutes les situations contraires au respect des Droits de l'Homme. Il faut s'efforcer de promouvoir la substitution pacifique des régimes dictatoriaux en systèmes démocratiques et pluralistes qui répondent aux réalités culturelles et historiques des pays et il faut aider à encourager les politiques qui renforcent l'indépendance et la solidité économique des pays en voie de développement.

Nous ne pouvons pas accepter la persistance de situation d'oppression sociale et culturelle ou d'exploitation économique en de nombreux pays du monde qui nous entourent. Notre défi permanent consiste à développer une coopération pacifique dans les domaines décrits et à essayer d'obtenir des conditions de stabilité, de paix et de progrès.

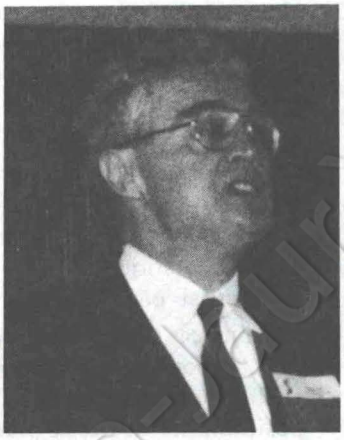
Nous ne pouvons oublier que le développement des autres est en fait une garantie de notre propre progrès. Par conséquent, ne serait-ce que pour notre propre intérêt, nous serions obligés de travailler fermement afin d'essayer d'éliminer la faim, la misère et l'exploitation comme armes politiques susceptibles de déstabiliser la situation internationale à tout moment.

L'action extérieure de l'Europe sera décisive afin de jouer le rôle qu'elle peut jouer dans le concert international. Du fait de son passé du fait de son présent, l'Europe a en son sein des possibilités illimitées de récupérer le rôle privilégié qu'elle a déjà joué à une autre époque. Son futur resplendissant ou sa décadence dépendra de sa capacité de dépasser ses divisions internes, le provincialisme absurde et la rigidité institutionnelle. Tout dépendra de la capacité de l'Europe de relever le défi technologique urgent et inéluctable avec ce que nous a légué la culture, l'art et la civilisation.

Le vrai avenir de l'Europe résidera finalement dans sa capacité de s'associer aux autres pays dans la tâche qui consite à approfondir les principes de la liberté et de la démocratie. Afin que ceci existe, il faut toujours qu'il y ait l'exemple de la solidarité du socialisme démocratique et ceux qui ont assisté au fondement de l'Europe communautaire, et ceux qui travaillent aujourd'hui à ce que l'Europe soit à l'avant-garde un lieu de ce monde pour la réalisation des idéaux que les Européens espèrent vivre en pratique : la paix, la justice, et la liberté.

Lionel Jospin

Premier Secrétaire
Parti socialiste (France)



Je veux remercier nos hôtes : Tierno Galvan, Maire de Madrid, Felipe Gonzalez, Président du gouvernement, et les dirigeants du PSOE, de nous accueillir ici.

Je me réjouis d'être à Madrid 10 jours après que les négociations d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE se soient conclues sur un succès. J'espère que les observateurs, et notamment la presse espagnole, apprécieront avec quel goût du risque, quel sens de l'anticipation, quelle confiance dans l'avenir, les partis membres de l'Union ont fixé il y a plusieurs mois leur congrès dans la capitale espagnole aux 9 et 10 avril 1985. Croyez qu'en tant que socialiste français je le goûte particulièrement.

Je veux saluer aussi la présence de nos amis grecs du PASOK avec nous pour la première fois.

Dans mon intervention, je traiterai quatre points :

I. l'élargissement
II. l'approfondissement de la Communauté et l'Union politique
III. l'Europe et le monde
IV. l'Union des partis socialistes de la CEE

I. L'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal

1. La négociation d'adhésion s'est achevée il y a un peu plus de 10 jours. Certains ont pu trouver que le processus avait été long et difficile. Il a surtout été sérieux, ce qui est une bonne garantie pour l'avenir. Nous connaissons le prix dans la CEE, avec le cas britannique, des négociations d'adhésion, trop hâtivement venues et conclues pour des raisons dites politiques. La négociation d'adhésion bâclée appelle la renégociation constante et provoque le trouble dans une communauté. Je pense que ce ne sera pas le cas pour le Portugal et l'Espagne.

2. Nous sommes parvenus, je crois, à un bon accord. Cela a été plus difficile pour certains pays que d'autres ; mais c'était sans doute parce qu'ils étaient plus concernés par la proximité géographique et le caractère commun concurrent des productions. J'espère qu'on considérera que leur mérite est plus grand et que cette adhésion de deux peuples amis et proches est plus importante encore pour nous que pour d'autres.

   Alors il nous faudra convaincre, ensemble, des fractions de l'opinion dans nos pays, non seulement de la signification historique, mais de l'intérêt pratique de cet accord. Les convaincre par des explications, mais aussi par des actes.

   En tout cas, je ne crois pas que c'est un hasard si c'est au moment où sont au pouvoir socialistes en Espagne, socialistes au Portugal, socialistes en Italie et socialistes en France, que se fait l'adhésion, compte tenu des positions de la droite française. Dans une autre disposition des forces politiques, je ne crois pas qu'elle eût été possible.

3. Il reste à procéder dans chacun de nos pays à l'indispensable ratification. Je peux vous dire ici, en tant que premier secrétaire du Parti socialiste, que mon parti, majoritaire à l'Assemblée nationale française, veillera à conduire le processus de ratification à son terme en 1985 afin que tout soit prêt pour l'entrée effective du Portugal et de l'Espagne dans la CEE au 1er janvier 1986.

   Nous le ferons avec d'autant plus de conviction que nous pensons qu'ont été traitées dans le respect des intérêts de chacun les grandes questions industrielles, agricoles, fiscales, de la pêche, que nous avions identifiées en 1979 dans notre prise de position sur l'élargissement avant même d'arriver au pouvoir. Je remercie les socialistes espagnol et portugais Felipe Gonzales et Mario Soares particulièrement d'avoir rendu cela possible par un esprit d'ouverture et de compromis égal au nôtre.

4. Cette entrée de l'Espagne et du Porgugal dans l'Europe de la CEE, pour tous ceux qui connaissent et admirent l'histoire magnifique et dramatique de ces deux pays, peut apparaître — si l'on oublie un instant les nécessaires négociations sur la TVA, les fruits et légumes, sur le maillage des filets — comme l'aboutissement d'un mouvement pluriséculaire, depuis si longtemps désiré et craint, engagé et retenu.

   Je parle à Madrid.

   Et j'imagine que cette réalisation d'une très ancienne virtualité est ressentie dans la conscience collective du peuple espagnol. Non, ce pays ne perdra pas dans la CEE son originalité ou son âme. Mais il nous apportera beaucoup. Et de cela par avance, je me réjouis.

   L'Espagne et le Portugal rejoignent la Communauté au moment où celle-ci aborde une phase délicate et décisive de son histoire.

II. *L'approfondissement de la Communauté*

1. Si la Communauté veut rester — ou faut-il dire : devenir un acteur à part entière sur la scène mondiale, elle doit dominer les faiblesses de son système productif, réduire sa trop grande dépendance monétaire, relever pleinement le nouveau défi technologique. Car il est clair qu'il n'y a plus aujourd'hui, à ces problèmes, de réponses purement nationales.

   Cela suppose en particulier :

   a) Le développement d'un espace commun de l'industrie, de la recherche et de la technologie.

      Dans ces domaines, le souhait émis par J. Delors qu'il ne soit pas interdit à ceux des pays membres qui veulent réaliser des projets en commun de le faire au sein de la CEE, ce souhait paraît devoir être pris en compte.

   b) L'adaptation de la politique agricole commune, face à une situation intérieure et extérieure qui a beaucoup changé. Dans ce domaine l'approfondissement de la Communauté ne doit pas signifier une remise en cause des principes de la PAC mais un renforcement de ceux-ci notamment de celui de la préférence communautaire. Simplement sans doute est-il nécessaire à un moment où l'on insiste à juste titre sur les contraintes budgétaires, de prendre en compte les inégalités entre productions, exploitations et régions pour aider d'abord ceux qui en ont le plus besoin.

   c) Le renforcement de la coopération monétaire est également indispensable. Affirmer le rôle de l'Europe dans la gestion monétaire mondiale, fixer des tâches plus ambitieuses au système monétaire européen, voilà des enjeux importants.

2. Il faut aussi renforcer le pouvoir politique incarnant l'Europe et avancer vers l'Union européenne.

   Fidèle à sa tradition démocratique, le parti socialiste français est favorable à un accroissement des compétences du Parlement européen, notamment en ce qui concerne son droit d'initiative, pour autant qu'il s'exerce dans le champs des compétences dévolues à la CEE.

   De même souhaitons-nous une amélioration du processus décisionnel dans la Communauté, par la remise en cause de l'interprétation abusive du concept « d'intérêts vitaux » fondant une utilisation excessive de la règle de l'unanimité !

   Quant à la voie plus ambitieuse ouverte par le vote du Parlement européen en faveur de l'Union européenne ou par le discours de François Mitterrand à Strasbourg en mai 1984, elle n'effraie pas le parti socialiste français.

Des deux conceptions actuellement présentées, la fédérale ou la confédérale, le parti socialiste choisit clairement la seconde. l'Europe fédérale est une croyance respectable, elle ne peut être une réalité actuelle.

Au contraire, une Europe politique fondée sur le libre consentement des pays membres de la CEE paraît un objectif à notre portée.

Mais une telle démarche demande la clarté. La première clarification concerne les rapports entre la CEE et l'Union. L'Union européenne est un prolongement de la CEE et non une nouvelle appellation. Faudra-t-il un traité nouveau ou des modifications du traité existant ? En tout cas il faudra la prise en compte des acquis communautaires.

La seconde clarification concerne les domaines de compétence de l'Union. Celle-ci n'a d'intérêt et de sens que si elle va au-delà des compétences actuelles de la CEE. Les législations économiques, monétaires, sociales, juridiques, éducatives de chaque pays membre pourraient ainsi être rapprochées. Quant à la sécurité, sujet délicat, elle pourrait faire l'objet d'une concertation sur la nature et les limites de laquelle nous sommes en train de préparer une position au sein du parti socialiste. La rencontre récente de Lisbonne des partis socialistes européens des pays membres de l'Alliance atlantique nous a paru très positive. La dernière clarification devrait naturellement concerner les rapports qu'entretiendraient l'Union européenne avec les EU, l'Union soviétique et les pays d'Europe absents de la CEE.

Mais vous mesurez que je touche là forcément aux rapports de l'Europe de la Communauté avec le monde.

III. *L'Europe de la Communauté et le monde extérieur*

Comme l'a montré Alfonso Guerra, notre passé, l'état du monde, notre propre volonté de développement, tout cela nous pousse à agir à l'extérieur.

Ce monde extérieur, il commence en Europe même. J'hésite à traiter ainsi les pays de l'ALE, si proches de nous. Qu'ils n'aient pas adhéré à la Communauté ne constitue pas une raison suffisante pour s'ignorer. Il serait utile que soit fait un recensement des possibilités de coopération entre eux et nous, par exemple dans le domaine social, monétaire et l'aide au développement.

La division de notre continent en deux que symbolise le Rideau de fer est un fait mais ne saurait constituer une fatalité immuable. La CEE ne doit pas oublier l'Europe de l'Est. Les échanges économiques, politiques et culturels entre la CEE et les pays d'Europe de l'Est doivent s'intensifier, dans le respect des régimes politiques différents mais avec la volonté de garder le contact. L'URSS admettra peut-être que ce n'est pas en hérissant l'Europe de fusées qu'on peut en faire une zone de paix, mais en permettant aux peuples de communiquer et d'échanger. Pourquoi un jour certains

pays de l'Est et la CEE ne concluraient-ils pas des accords d'association sur des points précis ?

Quant aux pays riverains de la Méditerranée, c'est à court terme que l'élargissement va les confronter à des problèmes de concurrence redoutables dans le domaine des productions agricoles. Une nouvelle politique méditerranéenne est nécessaire car nous ne pouvons admettre que l'élargissement, si bienvenu soit-il, puisse causer des dommages à des pays proches, Israël et les pays du Maghreb par exemple. A nous d'être capables de forger une véritable politique de coopération.

Avec les pays en voie de développement d'Afrique, la CEE a noué des relations actives grâce aux accords de Lomé, le FED et l'aide alimentaire d'urgence. Est-elle suffisamment présente ? Je ne le crois pas. Au-delà des moyens financiers à accroître, L'Europe ne doit-elle pas aider les pays d'Afrique au sud du Sahara à prendre conscience de leurs nécessaires solidarités et les aider à créer une véritable communauté économique africaine, alors que seuls quelques balbutiements existent. L'Europe doit aussi se manifester avec plus de vigueur dans la lutte contre l'apartheid qui, s'il n'y est pas mis fin, embrasera un jour l'Afrique du Sud.

Avec l'Amérique latine, du Sud ou Centrale, nos liens historiques, culturels sont puissants et les luttes pour la démocratie et la justice sociale ont lié solidement les partis socialistes européens aux mouvements progressistes du sous-continent. La conférence de San-José concrétisant une démarche commune des 10 (qui déjà étaient 12) constitue une bonne approche des problèmes et se différencie nettement, par la méthode et les valeurs mises en avant, de la politique des Etats-Unis dans la région. Il faut poursuivre dans cette voie.

De même qu'il faut aller de l'avant en Asie, dans cet arc du Pacifique, foyer d'innovation et de puissance pour le futur, l'Europe doit plus systématiquement rechercher des coopérations technologiques et industrielles.

Pour jouer tous ces rôles, sans doute faut-il que l'Europe soit forte, modernisée, monétairement solide, davantage maîtresse de sa sécurité.

Mais il faut aussi que l'Europe veuille *s'affirmer.*

— S'affirmer à l'occasion des grandes échéances de 1985 : sommet économique de Bonn, préparation du nouveau cycle de négociations au GATT, comités du Fonds monétaire et de la Banque mondiale. Cela suppose une capacité à se défendre et même à être offensive.
— S'affirmer en proposant ses propres solutions sur les grands problèmes politiques internationaux, par exemple sur le Proche-Orient.
— S'affirmer en proposant son propre modèle de développement et de société face au modèle américain de la « Révolution conservatrice ». Et ce modèle s'inspirera des valeurs du socialisme démocratique.

— S'affirmer en commençant à considérer que, entre les deux grands et sans renoncer à ses alliances, la question de la sécurité relève de ses propres forces, doit obéir à ses propres intérêts et conceptions.

Je parlais avec Felipe Gonzales hier et nous disions : l'Europe aura conscience d'être une force, ne retrouvera sa confiance en elle que si elle prend des initiatives au lieu de devoir s'adapter tant bien que mal à celles des autres, que si elle sait à nouveau surprendre les forts et entraîner les autres.

Comment cela serait-il possible en Europe, si cette volonté n'existait pas chez les socialistes européens ?

IV. *L'Union des Partis Socialistes de la Communauté Economique Européenne*

On le voit, à l'occasion de ce Congrès grâce à la représentativité des délégués des partis, le mouvement socialiste représente le courant politique le plus important de l'Europe de la Communauté.

On le sait, les problèmes communautaires : économiques, technologiques, culturels, sont de plus en plus décisifs pour chacun de nos pays. On le pressent : l'avenir de l'Europe, de son modèle de civilisation fait d'un compromis entre l'efficacité économique et la justice sociale, de son système politique démocratique, se joue pour une part essentielle dans la Communauté économique européenne, dans sa capacité à se défendre, à s'affirmer dans le monde, à résoudre ses problèmes internes.

C'est pourquoi l'Union de nos partis, dans l'intervalle de ces congrès, et sous la Présidence de Joop den Uyl que je félicite pour sa réélection, devrait se fixer des objectifs de travail plus ambitieux. Cela suppose de chercher à surmonter les divergences quand il y en a entre nous. Il y en a, les votes au Parlement européen l'ont montré. Cela suppose une volonté politique, volonté de faire de l'Union un lieu de débat politique et un lieu de proposition pour l'Europe et ceci au plus haut niveau de responsabilité.

L'Europe n'a pas eu besoin d'être socialiste pour se faire. Mais elle a besoin des socialistes pour ne pas se défaire, pour continuer à vivre.

Klaus von Dohnanyi
Maire de Hambourg



Cher Président

Cher Camarades,

Dans quelques semaines, nous célébrerons le quarantième anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale en Europe. Les peuples d'Europe se souviennent de la libération de l'oppression allemande, de la libération du fascisme hitlérien, de la libération du fléau de la guerre. Le peuple allemand s'en souvient également. Mais tous les peuples d'Europe n'ont pas pu être libérés en 1945. En Europe occidentale, des dictatures sont alors restées en place, tandis que de nouvelles dictatures apparaissaient en Europe de l'Est. Le chemin qui devait mener l'Europe à la démocratie, à l'Etat de droit libéral et social, a été long ; il a été pavé de sacrifices et nul n'en a consenti plus que les Socialistes.

Aujourd'hui, il n'y a plus de dictature en Europe occidentale. Les nations d'Europe occidentale qui le souhaitaient se sont réunies au sein de la Communauté européenne et cette Communauté européenne ne constitue pas seulement un « Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce » amélioré, pour ainsi dire un GATT « capable de montrer les dents ». La Communauté est plus qu'un instrument tendant à améliorer la compétitivité de l'Europe. La Communauté européenne constitue une alliance démocratique œuvrant pour la liberté, la justice sociale et la paix en Europe et dans le monde. Cette alliance serait incomplète, fragmentaire, sans nos amis d'Espagne et du Portugal.

Pour remplir sa mission, l'Europe a besoin de la force historique de l'Espagne et de la contribution du Portugal. Notre collègue Guerra a d'ailleurs souligné à juste titre que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal permettra d'établir de nouvelles relations, par exemple avec l'Amérique latine.

C'est pourquoi je pense que nous devons tous nous féliciter de ce que les négociations aient pu finalement aboutir. Les Etats d'Europe occidentale peuvent maintenant s'attaquer ensemble à leurs tâches.

Quelles sont ces tâches ? Il s'agit de tâches, qui se situent tant à l'intérieur de nos frontières d'Europe occidentale, qu'à l'extérieur de la Communauté — à l'extérieur de l'Europe occidentale. Hier, nous avons surtout évoqué les tâches à accomplir dans notre propre région, à savoir créer les conditions nécessaires pour que chaque homme et chaque femme puisse trouver du travail, pour que ce travail puisse être effectué dans des conditions humaines, pour que l'on puisse vivre dignement de ce travail — sans être tenaillé par la peur ou la faim. En matière sociale, nous devons également créer la sécurité pour les personnes âgées, pour les handicapés, pour les malades et pour les chômeurs.

Camarades, la force d'une société se mesure à sa capacité d'aider les faibles. C'est la véritable marque de la force d'une société.

Notre mission est de veiller à ce que la société industrielle se réconcilie avec la nature. A cet égard, je voudrais formuler une observation critique concernant le débat que nous avons tenu hier, ici même. Je pense que, dans notre discussion, nous n'avons pas accordé l'importance appropriée, suffisante et nécessaire à l'aspect écologique, à l'aspect de la protection de l'environnement. Camarades, si la société industrielle ne parvient pas à se réconcilier avec la nautre, c'est finalement non pas la Nature dans sa grandeur, mais l'homme dans sa petitesse qui sera le perdant. Vivre en paix avec la nature, telle est la condition nécessaire à la réalisation des objectifs que nous devons poursuivre en tant que socialistes libéraux : la justice, la paix et l'égalité sociale. Cela suppose que nous retrouvions la paix avec la nature, et il s'agit peut-être de la tâche la plus difficile que nous ayons à mener à bien.

Dans un monde de plus en plus technique, nous devons également assurer la protection de l'homme contre la technique. Il faut chaque jour se remettre à l'ouvrage pour préserver la démocratie, l'Etat de droit.

Hier, dans un discours encourageant, Jacques Delors a qualifié l'Europe de modèle — de modèle possible. Il est vrai que l'Europe ne pourra s'acquitter de sa tâche dans le monde que si nous parvenons, dans notre propre espace, au sein de la Communauté, à surmonter les problèmes liés à l'évolution et aux changements profonds intervenant dans les domaines technologique et économique. Nous ne pourrons pas convaincre les autres de faire ce que nous ne faisons pas chez nous.

Camarades, nous ne contestons pas la force innovatrice et la créativité de la société des États-Unis. Mais, en définitive, nous avons une certitude commune : notre voie, la voie européenne — et Lionel Jospin vient précisément d'évoquer à nouveau le problème — ne doit pas être la voie actuel-

lement suivie par les Etats-Unis. En effet, camarades, une société où l'injustice sociale est le prix à payer pour la liberté économique et la productivité, ne saurait être notre objectif pour l'Europe. La voie européenne — la voie dans laquelle l'Europe veut orienter son action dans le monde — doit être une voie réconciliant en permanence la liberté économique et la justice sociale.

C'est la mission incombant au socialisme démocratique en Europe et dans le monde, et c'est en cela que la Communauté doit également servir d'exemple dans le monde.

Telle est la voie propre de l'Europe, que l'on a également qualifiée de troisième voie. Comme le montre notre histoire, seuls les Socialistes peuvent construire l'Europe dans cette voie.

En complément du débat que nous avons tenu hier, je souhaiterais évoquer un point que, selon moi, nous négligeons trop fréquemment, à savoir le fait que, loin d'être facilitée, notre tâche deviendra au contraire plus difficile à l'avenir. Elle deviendra plus difficile car nous estimons que l'organisation de l'économie et de la société ne peut être exclusivement confiée à la « main invisible » chère à la théorie d'Adam Smith. La société et l'Etat constituent un élément important pour l'évolution future. Comme le camarade français Lionel Jospin l'a précisément dit, à propos du développement des technologies, l'importance que l'Etat revêt dans ce domaine reflète cette réalité.

Cependant, en tant que Socialistes démocratiques nous devons nous rendre compte du fait que l'interdépendance croissante de l'économie mondiale, interdépendance que nous acceptons, réduit les possibilités objectives d'orientation économique. L'autre, partenaire ou concurrent exerce une influence de plus en plus forte sur ce que nous voulons construire. A l'heure actuelle, les forces anonymes de la conjoncture mondiale sont, en somme, beaucoup plus fortes que toute politique conjoncturelle nationale. Ce que nous faisons, nous le faisons souvent de crainte que d'autres ne la fassent à notre place : les Européens, parce qu'ils craignent que les Japonais n'agissent s'ils ne le font pas ; les Japonais, parce qu'ils craignent que les Européens n'agissent s'ils ne le font pas.

Ce processus d'interdépendance croissante s'accentuera au fur et à mesure que les communications se développeront à l'échelle mondiale, de même que les moyens d'action rendus possible par celles-ci. Pour les nations européennes, il s'agit de s'affirmer et de renforcer leur rôle dans le monde pour autant que ces nations ne se considèrent pas seulement comme un « GATT », comme un marché libre de toute entrave, mais qu'elles souhaitent également édifier conjointement des structures économiques, sociales, et, partant, culturelles. Je souhaiterais m'adresser brièvement aux camarades britanniques et, peut-être, aux camarades danois, parce que ce sont souvent eux qui s'opposent avec le plus de scepticisme au

renforcement du rôle de la Communauté. Je voudrais leur dire que ceux qui, en tant que Socialistes, veulent parfois accorder un rôle encore plus grand à l'Etat dans leur propre économie nationale, devraient en fin de compte vouloir une Communauté qui puisse bâtir et qui puisse agir politiquement. En exagérant, je dirais qu'un Socialiste raisonnant de manière logique doit ou bien ne pas vouloir de Communauté du tout ou bien vouloir une Communauté forte. Et dans la mesure où une action nationale isolée n'offre aucune solution face à la concurrence d'autres régions, le Socialiste logique avec lui-même doit aujourd'hui vouloir une Communauté politique forte et capable d'agir. De nombreux exemples le prouvent, en particulier, l'exemple de la protection de l'environnement. Si nous voulons que notre propre politique de l'environnement ait un impact à l'extérieur, si nous voulons, par exemple, limiter l'accès sur notre marché aux seuls produits qui ont été obtenus en tenant compte de certaines mesures de protection de l'environnement, ce sont autant d'actions que nous ne pouvons mener que conjointement. Cela signifie que si l'Europe veut agir, nous devons constituer une Communauté forte ; en d'autres termes, nous avons besoin d'une Commission forte et d'un Parlement fort. Jospin a raison de dire qu'il faut en finir avec l'interprétation actuelle des règles communautaires et, en tout état de cause, avec la règle dite de l'unanimité. Nous avons besoin d'un Conseil de ministres qui, dans de nombreux cas, donne la mesure et en vienne au fait en se prononçant clairement lorsque, comme c'est le cas, les choses se présentent en Europe de manière aussi évidente.

A cette occasion, je voudrais dire quelques mots sur le reproche fait à la bureaucratie de Bruxelles. Camarades, je dirai, en exagérant, que la paix, c'est-à-dire la compréhension entre les peuples du monde, est aussi affaire de bureaucratie. En effet, ce n'est qu'en observant certaines règles, règles qui doivent être créées et appliquées, que les peuples, lorsqu'ils ne s'opposent pas par la force, peuvent coexister dans la paix. Nous devrions rejeter le reproche qui est constamment adressé à la Commission, en particulier ici ; je crois que la Commission mérite notre reconnaissance à tous et que Delors mérite notre soutien pour ce qu'il s'est promis de faire en faveur de l'Europe.

J'évoquerai un deuxième problème qui, loin de nous faciliter la tâche, à nous, Socialistes, nous la complique. Les nouvelles techniques, dont l'on parle tant, créent des solutions radicalement nouvelles pour la plupart des domaines d'activité existant actuellement. Mais l'élément déterminant, en ce qui concerne ces techniques, tient au fait qu'elles peuvent être dans une large mesure utilisées indépendamment du lieu, comme l'a montré l'évolution intervenue en Extrême-Orient. En d'autres termes, même avec un faible degré de formation, les nouvelles techniques permettent, avec un investissement approprié, de déplacer la production pour ainsi dire vers

n'importe quel endroit. Cela signifie également que, dans le cadre de ce changement induit par les nouvelles techniques l'esprit d'initiative revêtira plus d'importance encore.

Joseph Schumpeter, grand économiste et sociologue socialiste, a très bien décrit cette évolution dans son ouvrage intitulé « Kapitalismus, Sozialismus und Demokratie ».

Je ne sais pas comment vous voyez la chose dans vos partis, mais je crois — je parle là au nom des sociaux-démocrates allemands — que beaucoup d'entre nous éprouvent encore des difficultés dans leur relations avec les entreprises et les entrepreneurs. Nous devons modifier fondamentalement notre pensée en la matière. En effet, si nous voulons garantir l'avenir de l'Europe dans le monde et renforcer son influence également dans le domaine des technologies, nous devons exploiter, chez nous, la créativité de l'entreprise et des entrepreneurs ; sinon, ils émigreront ailleurs dans le monde, dans des pays où la production n'avait pas pu être déplacée précédemment, mais qui, maintenant, peuvent très bien accueillir les nouvelles technologies.

Naturellement, le rôle de l'Europe dans le monde ne saurait se limiter à constituer un modèle (un modèle que, par ailleurs, nous ne sommes pas encore mais que nous devons nous efforcer de devenir). Promouvoir la justice sociale et la paix dans le monde, la liberté et les droits de l'homme, telle est la mission de l'Europe, mission que les deux orateurs qui m'ont précédé ont déjà évoquée.

Je souhaiterais cependant ajouter quelques mots à ce sujet.

Tout d'abord, en ce qui concerne la justice sociale dans le monde, force est de reconnaître que les pratiques actuelles en matière de financement international — problème qui a été évoqué hier — aboutissent de plus en plus à ce que le transfert économique s'effectue des pays défavorisés du Tiers Monde vers les riches États industriels. Dans une telle situation, que nous ne pouvons pas enrayer en raison de la force du dollar et des États-Unis, les Européens doivent, à tout le moins, élever la voix et, dans les décisions du FMI, en ce qui concerne la dotation en capital des États dont le changement structurel ne peut être financé qu'avec des capitaux supplémentaires (comme c'est également le cas chez nous), intervenir pour défendre les intérêts de ces pays, et non pas nécessairement ceux de quelques banques dans nos propres pays.

Pour ce qui est de maintenir la paix, les décisions sur lesquelles nous avons à peser dans ce domaine comptent parmi les plus difficiles auxquelles nous nous trouvions confrontés. L'idée séduisante d'une invulnérabilité de l'« IDS » a fasciné de nombreux esprits. Nous devons reconnaître qu'à cet égard, le monde s'illusionne une nouvelle fois, en pensant que l'accumulation d'armes renforce la sécurité, alors que l'histoire montre

que la course aux armements a toujours conduit à des guerres, non à un renforcement de la sécurité. Notre tâche est d'œuvrer pour le désarmement, non pour le réarmement.

L'Europe doit tempérer son partenaire, les États-Unis, et nous devons faire en sorte que le désarmement en Europe — les mesures de confiance ont déjà été évoquées — joue également un rôle croissant dans notre politique pour l'Europe.

Le modèle européen ne doit pas être seulement économique, ni seulement écologique, ni même seulement social. L'Europe doit également constituer un modèle en permettant à des États, dont l'ordre social diffère, d'établir des ponts, entre l'Est et l'Ouest, et de cohabiter à nouveau dans cette Europe commune qui a été divisée par la dernière guerre mondiale, et en garantissant la paix en Europe selon des modalités exemplaires, par la concertation entre l'Est et l'Ouest.

Si nous sommes honnêtes envers nous-mêmes et si nous évaluons de manière réaliste les forces véritables et les rapports politiques dans le monde, il nous faut reconnaître que nous n'avons qu'une influence limitée sur le Tiers Monde et sur l'indépendance des peuples. Toutefois, élever notre voix en faveur des peuples — par exemple en faveur des Sandinistes, alors qu'ils ont tout d'abord commencé à établir une démocratie vraiment libérale et que c'est l'action des Occidentaux, qui les a finalement poussés davantage dans un camp — élever notre voix à cet instant même constitue l'une des tâches les plus importantes que nous ayons à remplir, quand bien même nous n'aurions aucun pouvoir, pas même indirect, dans les régions concernées. Là également, la voix de l'Europe doit être une voix morale pour les peuples du monde.

Camarades, j'en viendrai aux droits de l'homme. L'Europe a maintenant la partie plus facile dans ce domaine, compte tenu de l'évolution globale de la société européenne. Mais il est de notre devoir d'user de notre influence là où nous le pouvons, ce qui a déjà souligné ici même, hier.

En tant qu'Européens, nous ne devrions pas nous laisser dire, par des décisions prises au Sénat ou au Congrès américain, comment il convient d'aborder progressivement les problèmes d'Afrique du Sud de sorte que la majorité de la population, nos frères et nos sœurs noirs d'Afrique du Sud, obtiennent une possibilité de s'associer démocratiquement à l'organisation de leur propre pays.

En vérité, nous assistons à une européanisation du globe. La culture européenne, celle des Galilée et Einstein, des Montesquieu et John Rock, des Adam Smith, Karl Marx et John Maynard Keynes, pénètre aujourd'hui l'ensemble de l'humanité. Même la Chine, forte d'un milliard d'hommes, n'a pas pu ou n'a pas voulu se fermer à cette culture. C'est pourquoi la mission de l'Europe consiste également, à partir de ce que nous avons bâti,

à garantir ou à contribuer à garantir que d'autres cultures soient traitées avec respect dans le contexte de cette évolution. Notre politique ne peut consister à faire en sorte qu'il n'existe, à terme, dans ce monde, qu'une seule culture mondiale nivelée, déterminée par les intérêts financiers de grands groupes de media. Préserver l'individualité des peuples est également une mission dont les Européens doivent tenir compte dans leur politique et dans les effets de leur politique à l'extérieur. Les questions de l'époque sont à proprement parler des questions de gauche : elles concernent la justice, les droits de l'homme, la paix et la démocratie. Ces objectifs ont toujours été ceux des Socialistes en Europe. La réponse qui est actuellement donnée à ces questions par la droite — et plus précisément dans les grands États de droite — est une réponse empruntée au passé, qui ne saurait constituer une solution pour l'avenir. Si nous sommes honnêtes envers nous-mêmes, nous devons reconnaître que nous n'avons pas encore de réponses claires et concluantes à donner à la plupart de ces questions. Le défi intellectuel auquel nous sommes confrontés, à savoir comprendre les rapports qui s'établissent, ne pas se soustraire aux réalités des changements intervenant dans ce monde mais les admettre, constitue l'un des défis les plus ardus et les plus importants que les Socialistes de la Communauté européenne aient à relever. Mais je suis sûr que nous finirons par trouver de bonnes réponses et que nous prendrons les mesures nécessaires pour l'Europe et pour de l'Europe dans le monde.

Je vous remercie beaucoup.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Karel van Miert,

Président du « Socialistische Partij » (Belgique)



Camarades,

Je voudrais m'arrêter sur un problème qui est vraiment essentiel, du moins si nous croyons à notre discours, à savoir que l'Europe doit suivre sa propre voie. J'ai été très impressionné ce matin par les propos d'Alfonso Guerra, propos qui sont une véritable profession de foi ; celui-ci a une nouvelle fois mis l'accent sur ce point.

L'Europe n'a de sens que si elle suit son propre chemin et ne se laisse pas dominer.

Je me réjouis, dans ce contexte, de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal et j'ajouterai immédiatement que j'attends de l'Espagne qu'elle joue à cet égard un rôle effectif au sein même de la Communauté européenne.

Ne nions pas l'évidence : ces dernières années, on note un recul à cet égard en Europe.

L'Europe est de plus en plus sous tutelle. Telle est la réalité. Je déplore d'ailleurs que ces choses n'aient pas été dites plus clairement à ce congrès.

Qu'il me soit permis à cet égard de citer quelques lignes parues dans l'« International Herald Tribune » d'il y a quelques jours ; il s'agit de propos que le général James Abrahamson, numéro un de la guerre des étoiles aux Etats-Unis, a tenus au cours d'une interview : « De nombreux pays européens, notamment la France, souhaiteraient former un consortium européen pour renforcer la position de négociation des alliés dans leurs relations avec les Etats-Unis. Cette approche affecte les États-Unis, comme l'explique le général Abrahamson, c'est pourquoi nous encourageons les alliés à répondre individuellement à notre proposition ». Or, Mesdames, Messieurs, Camarades, c'est ainsi que les choses se passent effectivement.

Dans le projet de la guerre des étoiles, que constate-t-on ? A chaque fois qu'un pays européen cherche à faire cavalier seul, essaie de voir comment l'Europe se débrouille sur le plan technologique, l'Europe qui devient en effet un concurrent des Etats-Unis dans certains domaines et essaie de rassembler quelque peu les forces existantes, on voit que notre allié met en place une stratégie de nature à empêcher que ces efforts n'aboutissent. Ceci ne doit pas nous étonner. Je citerai quelques autres exemples. Il ne s'agit pas ici, Camarades, de faire l'apologie d'une forme quelconque d'anti-américanisme. Nous savons tous que notre pays fait partie de l'Alliance Atlantique et nous ne demandons pas de quitter cette organisation. Nous exigeons toutefois d'être traités comme des alliés et non d'être placés chaque fois devant des faits accomplis ou d'être rappelés à l'ordre chaque fois que les pays européens essayent de manifester un peu plus de solidarité naturelle. Permettez-moi de donner encore quelques exemples.

Je citerai cette fois le « Financial Times » d'il y a quelques semaines. « Il paraît que Richard Burds, haut responsable américain des questions européennes au sein du ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis, a adressé une lettre aux sept gouvernements des pays membres de l'U.E.O. les mettant en garde contre la recherche d'une position commune, dans le domaine du contrôle des armements, qui sortirait du cadre de l'OTAN ».

Et ce journal, qui n'a pourtant rien d'un organe socialiste, d'ajouter : « Cette question a cependant touché un point sensible des relations tendues entre l'Europe et les Etats-Unis. Certains fonctionnaires européens estiment que cette réponse cinglante signifie que les Etats-Unis ne sont favorables à un renouveau de l'UEO que sous les conditions fixées par Washington. Et ceci, bien avant que M. Weinberger, ministre de la Défense, n'envoie sa fameuse lettre aux alliés européens les priant instamment d'approuver l'initiative américaine de défense stratégique dans les 60 jours sous peine d'être exclus de toute participation au programme. Il y a un mois, les directeurs nationaux compétents en matière d'armement avaient projeté de se réunir pour étudier le cadre global de discussion de Genève. Les pressions des Etats-Unis ont empêché la tenue de cette réunion ». Et je peux vous donner d'autres exemples.

Aussi n'avons-nous pas le droit, même pas à ce congrès, de nous en tenir seulement à des paroles, à de bonnes intentions, et de revenir chaque fois sur l'indépendance et l'identité propres de l'Europe. Quand aurons-nous donc à nouveau le courage de dégager des conclusions précises ? Et ceci n'a rien à voir, je le répète, avec l'anti-américanisme. Nous ne sommes pas non plus partisans d'une position moyenne, à égale distance des deux superpuissances. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit essentiellement de savoir si nous avons encore assez de respect de nous-mêmes pour suivre notre propre voie et ne plus craindre d'être taxés de neutralisme chaque fois que nous osons émetttre la moindre critique à l'adresse des Etats-Unis.

Car tel est devenu le critère du neutralisme. Vous êtes neutraliste non si vous êtes favorable à une défense européenne propre mais si vous osez émettre des critiques à ce qui émane de Washington. Ce congrès me déçoit d'ailleurs dans la mesure où notre proposition de résolution ne contient pas de directives suffisamment précises sur ce plan. Je crois que nous sommes, en effet, arrivés au point où nous avons peur de notre propre ombre.

Nous n'osons plus dire dans quelle direction nous voulons diriger cette Europe autonome. Or, c'est là aussi la seule façon d'affronter l'Union soviétique, laquelle ne reconnaît toujours pas la Communauté européenne. Tels sont les faits et telle est aussi la réponse à toute initiative en provenance du bloc de l'Est. Camarades, permettez-moi de vous poser la question suivante que je résumerai ainsi : « L'évolution de ces dernières années dans le domaine des armements et de la défense a-t-elle rendu notre continent plus sûr, nous a-t-elle apporté plus de sécurité ? Certes, nous avons plus d'armes, mais moins de sécurité. Car quelle a été l'évolution, dans le contexte de cette course frénétique aux armements ? Le nombre des armes s'est accru tant à l'Ouest qu'à l'Est. Ces armes, par exemple celles qui sont aujourd'hui stationnées en Tchécoslovaquie et en RDA, peuvent atteindre en une minute et demi les nouvelles bases occidentales abritant des Pershing et des missiles de croisière. Or, le problème posé par ces armes n'est même pas débattu à Genève.

Il ne figure même pas à l'ordre du jour des discussions. Ces armes sont pourtant celles qui menacent le plus l'Europe occidentale. Depuis la double décision de 1979, la situation de l'Europe s'est encore détériorée dans la mesure où les alliés européens n'ont pas eu le courage de défendre leurs propres intérêts en matière de sécurité, notamment à l'égard des États-Unis. Comme je l'ai déjà dit, le fait que l'installation de ces nouvelles armes soviétiques en RDA et en Tchécoslovaquie n'est même pas débattue à Genève, est une nouvelle indication de la situation pitoyable dans laquelle l'Europe occidentale s'est mise.

De la même façon, le projet de guerre des étoiles n'est pas conforme aux intérêts européens, ne serait-ce que parce que ce projet, tel qu'il est conçu, ne prend pas en compte plusieurs éléments, comme les missiles de croisière et les avions.

Force est également de constater que ce projet va dans le sens d'une déstabilisation de divers éléments du système de défense et que nous sommes, à cet égard, pratiquement impuissants en Europe. Et la seule chose que les Américains demandent aujourd'hui à l'Europe est de financer davantage la recherche mais de n'élaborer en aucune façon des projets propres à lui conférer plus d'indépendance.

Il ne s'agit plus, en guise de réponse, de laisser aller les choses et de voter des résolutions prudentes. Il est grand temps, et certainement pour les socialistes démocratiques que nous sommes, de formuler une réponse claire

et précise ; nous ne pourrons alors plus esquiver le problème de la défense. Faisons notre examen de conscience : trop de partis socialistes se sont refusés, depuis trop longtemps déjà, à examiner les questions touchant à la défense et à la sécurité dans le contexte européen. Telle est la conclusion que nous devons tirer de cette situation. Je me réjouis avec Lionel Jospin qu'un débat entre nos partis semble enfin pouvoir s'ébaucher.

Mais il a fallu pour cela engager d'abord d'autres initiatives, comme Scandilux et Eurosud. Il s'agit toutefois de savoir si ce débat peut effectivement démarrer dans une optique vraiment européenne, c'est-à-dire sans que nous commencions à nouveau à nous demander ce qu'en penseront les Etats-Unis mais en examinant d'abord la question de savoir quels sont nos intérêts en matière de sécurité et quelles sont les conclusions que nous devons en tirer.

Je vous remercie de votre attention.



John Hume, MP, MPE,

chef du parti social-démocrate et travailliste d'Irlande du Nord (SDLP)



Monsieur le Président,

Nous nous trouvons réunis ici à Madrid qui, avec Lisbonne, viendra bientôt s'ajouter à la liste des capitales de la Communauté européenne. L'adhésion de l'Espagne et du Portugal témoigne du fait que l'idéal communautaire, même s'il semble parfois disparaître, constitue encore une force puissante dans les questions européennes et internationales. La première tâche des dirigeants politiques qui sont venus ici, à Madrid, est de souligner l'importance de cet événement. C'est pourquoi j'aimerais souhaiter une bienvenue anticipée mais cordiale aux nouveaux membres de la Communauté européenne, l'Espagne et le Portugal.

Nous sommes ici pour examiner des problèmes politiques internationaux, ainsi que le rôle de l'Europe dans le monde. Je dirige le plus petit parti de cette Union. Il est possible que, dans mon pays, nous n'ayons pas une grande expérience des problèmes de politique internationale, mais je peux au moins vous affirmer qu'en Irlande du Nord, nous avons l'expérience des problèmes. Le fait que la solution de tels problèmes réside dans le contexte de la Communauté européenne est une chose que je ressens tout particulièrement ici, dans la capitale de l'Espagne. Les relations entre l'Espagne et l'Irlande existent depuis des centaines d'années. Elles sont aussi chaleureuses que profondes. Les débuts de la colonisation anglaise en Irlande et, surtout, les racines du conflit actuel en Irlande du Nord ont fait que, depuis 1607, le nord de l'Irlande n'est plus soumis au vieil ordre gaélique. Les chefs de nos clans étaient les O'Neil et les O'Donnell, et je ressens la profondeur de ces liens lorsque je sors de cet hôtel et me trouve dans la Calle O'Donnell. Le fait que cette période de l'histoire irlandaise a représenté la fin de ce qu'on pourrait appeler la perspective et la vision européenne de l'Irlande et le début de ce qu'on pourrait appeler notre obsession pour la Grande-Bretagne revêt une importance historique plus

durable et un intérêt plus immédiat pour le problème actuel de l'Irlande du Nord. Avant cette période, la vision extérieure de l'Irlande était dirigée vers l'Europe. Ensuite, par contre, l'Irlande et la Grande-Bretagne se sont trouvées prises dans une impasse historique d'où aucun des deux pays n'a pu totalement sortir. L'Irlande du Nord d'aujourd'hui est l'expression de l'incapacité de la Grande-Bretagne et de l'Irlande à régler leurs différends. Le peuple irlandais est la victime de cet échec.

A mon avis, l'adhésion de ces deux pays à la Communauté économique européenne a largement contribué à nous offrir un cadre et une vision qui, il faut l'espérer, nous permettront en fin de compte de régler nos différends. Sans donner trop d'importance à l'histoire, nous pouvons dire que notre retour vers l'Europe nous a donné une vision nouvelle et plus large qui nous permet enfin de relativiser quelque peu notre obsession mutuelle pour notre voisin.

Je représente un parti, le parti social-démocrate et travailliste d'Irlande du Nord, qui est établi dans la dernière zone de conflit existant à l'intérieur des frontières européennes ; cette situation doit, si je puis m'exprimer ainsi, sembler anachronique pour un congrès des partis socialistes européens et au sein d'une Communauté dont l'existence même est l'antithèse du conflit et de la division. Ce que d'autres partis politiques présents à ce congrès peuvent considérer comme normal — des institutions démocratiques, un consensus social, l'exercice du pouvoir par le peuple et pour le peuple, ne peut pas être considéré comme une évidence pour mon parti. Mon parti n'est ni au gouvernement ni dans l'opposition. Mon parti provient d'une société divisée. Notre rôle est de mettre en place un cadre qui puisse permettre de venir à bout des conflits et, en fait, de créer, grâce au processus démocratique et malgré l'intolérance et la violence, des institutions et des structures permettant de définir un consensus et de la maintenir pour former la base d'un ordre démocratique. Le chef du gouvernement espagnol a dit hier qu'il était fier de la contribution de son parti à la consolidation de la démocratie en Espagne. J'ai l'impression que ce pays comprend tout particulièrement les problèmes de la société que je représente, étant donné ses difficultés pour venir à bout de ses différends et étant donné sa quête d'une base véritablement démocratique. J'aimerais féliciter M. Gonzales pour la contribution de son pays au maintien de l'idéal démocratique en Espagne, à son rétablissement et à son entrée prochaine au sein de la Communauté européenne.

A mon avis, il importe de souligner la contribution que l'appartenance à la Communauté européenne peut apporter au renforcement et au soutien de la démocratie. Le rôle essentiel que joue la Commuauté apparaît clairement dans le fait que les nouvelles démocraties que sont la Grèce, l'Espagne et le Portugal bénéficieront du soutien des programmes méditerranéens intégrés dont l'objectif est de contribuer à la solution des problèmes

économiques graves et, ainsi, de faire en sorte que les nouvelles démocraties, comme mes collègues espagnols l'apprécieront certainement, disposent d'une économie saine et stable. Il existe donc un lien fondamental entre le maintien de la démocratie et la solution des problèmes économiques graves. Il s'agit là, sous bien des aspects, de l'idéal de la Communauté européenne qui, après la seconde guerre mondiale, a cherché non seulement à résoudre les différends politiques, mais également à placer ses efforts dans le contexte d'une Communauté économique européenne. Je proviens d'une société qui est assaillie non seulement de problèmes politiques fondamentaux, mais aussi, ce qui en est peut-être la conséquence inévitable, de certains des problèmes économiques les plus graves que connaît le monde occidental. L'Irlande du Nord est la région qui connaît le taux de chômage le plus élevé de toute la Communauté européenne. Je proviens d'une société qui connaît de graves problèmes de déclin économique et de chômage des jeunes.

Nous sommes parfaitement conscients de l'interaction qui existe entre les problèmes politiques et économiques ainsi que du défi que le cancer du désoeuvrement de tant de jeunes gens constitue pour la démocratie.

A l'heure actuelle, un peu plus de dix ans après l'adhésion à la Communauté économique européenne, il existe une lueur d'espoir que l'Irlande et la Grande-Bretagne soient en mesure de trouver la voie qui leur permettra de sortir du tunnel sombre dans lequel leurs relations restent bloquées depuis le XVIIème siècle. La solution à nos problèmes consiste à établir, en disposant de la base économique requise, les institutions et les structures démocratiques dans lesquelles le consensus et la tolérance trouveront leur place, comme c'est le cas dans les sociétés où vous vivez tous. La Communauté européenne, avec son passé de conflits bien plus profond que le nôtre, et son expérience de leur solution, constitue pour nous un encouragement et une lueur d'espoir.

Si nous avions la chance de découvrir que nous sommes en mesure d'instaurer un cadre politique pour résoudre nos différends en Irlande du Nord, il n'y aurait alors pas lieu de demander à nos collègues européens de faire preuve de solidarité et de contribuer au soutien et au maintien d'un tel cadre comme ils l'ont fait pour les démocraties que sont la Grèce, l'Espagne et le Portugal, en offrant des programmes de restructuration économique vastes et fondamentaux, programmes qui permettraient à notre jeunesse d'espérer et de croire en l'avenir du processus démocratique.

Outre le fait qu'elle renforce les forces démocratiques, j'ai une autre raison de me féliciter de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne. La grande faute de la Communauté actuelle a été, et est, son incapacité ou, pire encore, son absence de volonté de réduire les disparités régionales et les déséquilibres qui existent. Jusqu'à présent, les

puissantes nations industrielles de la CEE n'ont prêté que peu d'attention à la notion de politique régionale.

C'est avec consternation que les régions pauvres de la Communauté ont dû progressivement constater que la Communauté des Neuf n'était en fin de compte rien de plus que ce que ses détracteurs en disaient — à savoir un club de riches — car elle ne prêtait que peu attention à la mise en place d'une politique régionale efficace. Nous nous félicitons de l'adhésion prochaine de deux nations européennes puissantes à la longue histoire qui, grâce à leur expérience propre, comprennent instinctivement les problèmes de la disparité régionale et de la pauvreté. C'est ainsi que nous, qui provenons des régions défavorisées de l'Europe, nous réjouissons de nous unir à eux, tout comme, au sein du groupe socialiste du Parlement européen, nous nous réjouissons de former une alliance avec leurs nouveaux membres au sein de notre groupe afin d'élaborer une politique régionale qui, un jour, permettra enfin de réaliser une des principales aspirations du Traité de Rome — le rapprochement des niveaux de vie dans toute la Communauté européenne.

Nous sommes au seuil de l'élargissement de la Communauté européenne. Il est indispensable, ce faisant, que ses membres n'abandonnent ni leur identité, ni leurs différences. Nous devons continuer à admettre que la base de l'unité est l'acceptation de la diversité. La Communauté européenne existe parce qu'elle le reconnaît. Nous, Irlandais, devons nous inspirer de ses progrès pour mettre un terme à la guerre et au conflit qui nous opposent. En effet, ce n'est que si, en Irlande, nous pouvons reconnaître que l'acceptation de la diversité, et non la victoire ou la conversion, constitue la base de l'unité d'une société divisée que nous pourrons réaliser notre rêve d'un peuple irlandais vraiment uni.

Maarten van Traa,

Secrétaire international du P.v.d.A. (parti socialiste néerlandais)



Il est bon que nous débattions plus franchement qu'il y a cinq ans des problèmes touchant également à la sécurité, à la politique étrangère de l'Europe, même entre socialistes.

Nous, partis socialistes du Nord, avons appris qu'il nous faut, au sein de l'Europe, débattre également des problèmes de la paix et de la sécurité, des aspects politiques de la paix et de la sécurité, si nous voulons un jour être suffisamment puissants pour pouvoir faire prévaloir ces vues.

Et je pense que même nos amis de Grande-Bretagne et du Danemark ont compris cela puisque je n'ai plus entendu nos camarades britanniques déclarer « Britain has to go out of Europe and back into the world again », ce qui me réjouit au même titre que le fait que nos amis danois et britanniques se soient rendus compte de la nécessité d'aborder la sécurité et la politique étrangère, même dans le cadre européen.

Et je pense que si nous avions pu débattre en 1979 des missiles comme nous avons aujourd'hui entamé ce débat consacré notamment à la guerre des étoiles, nous aurions abouti à des opinions moins divergentes au sujet de ces missiles que cela n'a été le cas ces dernières années.

Il est bon que nous soyons parvenus, dans la résolution, à formuler une opinion commune au sujet de l'IDS, de la guerre des étoiles.

Contrairement à ce qui s'était passé à l'issue du grand débat qui avait eu lieu en 1979 et ensuite, nous sommes tous d'accord pour estimer que le programme de l'IDS constitue un nouveau stimulant dans la poursuite de la course aux armements, ainsi que le souligne également l'analyse générale consacrée par l'Union soviétique aux possibilités d'utiliser l'espace à des fins militaires et à ses dangers de déstabilisation.

Karel van Miert nous a expliqué tout cela ici, avec beaucoup plus de pugnacité. En tant que calviniste, il ne m'est donc plus nécessaire de me montrer aussi pugnace.

Pourtant, lorsque nous nous disons qu'une réponse européenne est nécessaire pour présenter un front uni aux Etats-Unis, cela implique également que nous fassions, en matière de technologies nouvelles, quelques choix qui aillent à l'encontre des propositions du président Mitterrand concernant la réalisation d'un satellite pouvant être utilisé à des fins pacifiques, pour ne parler que des réalités. Pour nous, c'est là une main tendue à nos camarades français dans le but de voir s'il est possible de mieux résoudre ensemble ces problèmes.

Nous, socialistes européens, désirons être le partenaire de notre allié américain. Partenaire, oui, garçon de courses, non. Partenaire des Etats-Unis pour que l'Europe puisse traiter sur un pied d'égalité et non pas pour pouvoir accepter les miettes, un bonbon, un chocolat pour renvoyer dans les 60 jours un coupon-réponse à l'adresse du Pentagone, M. Weinberger, Washington.

La collaboration entre l'Europe et les Etats-Unis ne saurait se résumer à cela.

Permettez-moi encore de souligner, et cela aussi Karel van Miert l'a déjà fait, que lorsque nous parlons d'une nouvelle politique, même s'agissant de tous les problèmes relatifs à l'installation de missiles, ce n'est pas qu'il nous importe en premier lieu de veiller à notre propre intérêt national. Ce qui nous importe, en premier lieu, ce sont les pays qui, comme la République fédérale, sont situés dans une zone centrale pour la défense de laquelle nous voulons également assumer notre responsabilité en application des directives contenues dans le rapport Harmel consacré à l'OTAN, une zone centrale où sont entreposées plus d'armes nucléaires au km2 que partout ailleurs dans le monde et pour lesquelles nous aussi, avec un gouvernement et avec le parti du travail nous assumerons nos responsabilités.

Trois points encore pour conclure.

L'Afrique du Sud : nous avons une résolution qui dit : « Nous devons rechercher ensemble des mesures politiques et économiques », résolution qui, autant que je puisse en juger, est adoptée, ce qui constitue déjà un pas en avant. Un peu moins de mots, un peu plus d'actes.

La Turquie : une remarque au sujet de la Turquie. A l'heure actuelle, le Conseil de l'Europe examine toujours une plainte portée contre la Turquie. Il n'est pas possible qu'aussi longtemps que l'examen de cette plainte ne sera pas clôturé, la Communauté européenne rétablisse ses relations avec la Turquie pour les ramener à un niveau normal. En effet, si les gouvernements qui ont déposé cette plainte l'ont fait sérieusement, cette plainte doit être examinée sérieusement. Il ne s'agit pas de placer la seule Turquie au banc des accusés, mais bien de renforcer la pression pour que les droits de l'homme y soient réellement respectés.

Muchas gracias a los compañeros españoles. Os agradezco mucho por una recepción fabulosa y con plena corazón, muchas gracias.

Jacques Huntzinger
Vice-président de l'UPSCE



Chers Camarades,

Je voudrais vous parler en trois minutes d'un seul problème, celui de la sécurité et notamment celui de la défense. Il me semble que le débat devient de plus en plus important et de plus en plus nécessaire pour les pays européens et pour les socialistes européens.

Il me semble que l'affaire des Perhings et aujourd'hui l'affaire de l'IDS révèle la contradiction croissante qui est celle de la sécurité occidentale. Nous sommes conscients qu'il n'y a pas de sécurité pour nous sans l'alliance avec l'Amérique, mais dans le même temps nous sommes de plus en plus conscients que l'on ne peut pas s'en satisfaire et la question qui nous est posée est de savoir comment faire vivre l'Alliance Atlantique et l'identité européenne. Et c'est pour cela que je dis que les socialistes doivent commencer à débattre sérieusement entre eux d'une stratégie européenne de la sécurité, à cause de leurs divergences, mais aussi, au delà de leurs divergences.

Nous ne devons pas nous condamner à n'avoir le choix qu'entre le refuge pur et simple auprès de la puissance américaine et la perspective pure et simple d'une Europe impuissante et désarmée entre deux grandes puissantes surarmées qui le resteront, vous pouvez en être sûrs. Nous ne pouvons pas condamner l'Europe à être éternellement mutilée, diminuée, manipulée par Washington ou par Moscou. Nous devons bâtir un patriotisme européen. Alors, si nous voulons bâtir un patriotisme européen, il nous faut élaborer entre socialistes, une approche européenne de la sécurité, c'est très difficile, ce sera long, mais je dis que c'est possible.

Et ce qui a été dit aujourd'hui par Van Miert, Donhanyi, Jospin, et d'autres, là-dessus, montre bien que nous ne sommes plus à l'époque des polémiques publiques entre nous sur les Pershings. Entre ceux qui croient à la dissuasion et ceux qui y croient moins, entre nous qui avons polémiqué

publiquement les années précédentes là-dessus, nous avons aujourd'hui une prise de conscience qui apparaît et qui est une prise de conscience de nos intérêts européens fondamentaux.

Alors je dirais, pour conclure, que la rencontre qui a eu lieu récemment à Lisbonne, entre l'ensemble des partis socialistes européens, membres de l'Alliance Atlantique est pour moi essentielle. On peut parler d'un esprit de Lisbonne qui va d'ailleurs se poursuivre dans des cadres à élaborer.

L'esprit de Lisbonne, cela a été l'esprit européen ! La volonté de mettre en évidence, entre nous, les intérêts communs de nos peuples européens, la prise de conscience entre tous les partis socialistes présents à Lisbonne de convergences nouvelles et réelles sur la nécessité d'une politique commune de sécurité. Alors, il me semble que là-dessus, il faut maintenant réfléchir. Je crois que notamment, il faut se rendre compte qu'il ne suffit pas d'avoir une politique de désarmement et de détente, car pour longtemps encore, la défense sera un élément essentiel de la sécurité.

Il nous faudra donc continuer à réfléchir entre nous sur 4 aspects :

— quelle dissuasion nucléaire pour l'Europe ? et là-dessus je pose la question : quel doit être le rôle futur de la force nucléaire française par rapport à l'Europe ?

— quelle dissuasion conventionnelle pour l'Europe ?

— problème spatial : il ne faut pas seulement critiquer l'IDS américaine, il faut savoir si nous voulons entre nous, mettre les moyens budgétaires que nous avons à notre disposition pour bâtir, entre Européens des systèmes spatiaux, notamment un satellite d'observation européen.

Et enfin, le problème institutionnel, qui est devant nous, allons-nous investir dans la réactivation de l'UEO, allons-nous par ailleurs vouloir que l'Union Européenne ait des compétences en la matière ?

Il n'est pas possible de répondre aujourd'hui, mais la question est posée.

Le moment est venu, chers camarades, que les Européens et les socialistes européens, discutent entre eux de leurs intérêts, de leur besoins, de leur politique de défense et de sécurité. Car il faut trouver la voie d'une Europe occidentale, protégée par l'Alliance Atlantique certes, mais allant de plus en plus vers son propre destin.

Margherita Boniver,
Secrétaire international PSI



40 ans après leur signature, les accords de Yalta symbolisent aujourd'hui la tentative faite pour maîtriser l'avenir de l'Europe. Beaucoup de choses ont été écrites et dites sur cette journée fatidique en Crimée et encore aujourd'hui la question se pose de savoir s'il s'est agi d'un *marchandage unilatéral* entre démocraties et régimes totalitaires modernes pour qui Yalta est aujourd'hui synonyme de trahison. Mitterrand a dit il y a quelque temps que « tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon ». Ce thème est repris dans la résolution finale du présent Congrès. Nous sommes conscients qu'il doit y avoir une option meilleure qu'une Europe dépendante militairement, morcelée et économiquement anachronique, vulnérable au chant du cygne de sa possible finlandisation définitive (ou devrions-nous dire « yaltisation » ?)

Cette option, c'est l'émergence d'une Europe plus dynamique, plus consciente du fait que l'équilibre hérité de 1945 pourra progressivement jouer en notre faveur si l'URSS est confrontée, à l'ouest de l'Elbe, un peu moins aux Etats-Unis et un peu plus à l'Europe.

Nous devons dénoncer sans relâche la division artificielle de l'Europe (même si les accords d'Helsinki ne sont pas en question) et en même temps travailler à la construction d'une identité politique européenne, héritière de notre grande civilisation qui a plein droit à sa libre expansion.

Nous devons réaffirmer sans cesse le droit de chaque nation européenne de choisir librement le système socio-politique auquel elle souhaite appartenir, en harmonie avec son histoire et sa position tellement éloignée, même du point de vue culturel, du système soviétique imposé si souvent par les armes ou par l'intimidation.

L'élargissement à l'« autre Europe », à l'« Europe séquestrée » peut ou doit se faire à travers un processus de changement à moyen et long termes auquel doivent participer toutes nos structures économiques, institution-

nelles et culturelles. Cela signifie qu'il faut s'ouvrir au dialogue et à la coopération avec les forces qui sont déjà mûres pour ce dialogue en Europe de l'Est, trop souvent et à tort considérée comme un bloc monolithique.

Il s'agit de donner corps à ce défi de réforme qui se manifeste impérieusement aussi chez nos « frères séparés » et de l'encourager.

Nous, socialistes, croyons qu'il est de notre devoir d'encourager et de fortifier tous les mouvements réformateurs possibles dans l'autre l'Europe, notre Europe de demain.



Raymonde Dury

Membre du Parlement Européen



Chers Camarades,

Si le thème de ce débat est « l'Europe dans le Monde », peut être pourrait-on aussi voir le thème le Monde dans l'Europe. Nous discutons de politique internationale, on pourrait aussi se référer à l'internationalisme.

Le racisme et la xénophobie font rage en Europe, phénomène de crise sans doute, arme électorale pour moissonner des voix, discours pour briser les solidarités, discours souvent qui s'accompagnent de discours de droite et de discours autoritaristes.

Si on a parlé beaucoup hier d'Europe à deux vitesses, cela se conçoit sans doute pour l'économie et les nouvelles technologies, l'Europe à deux vitesses ne doit pas être à deux vitesses pour la politique sociale et pour la politique des droits des citoyens de la Communauté.

Les travailleurs espagnols et portugais ont contribué considérablement à la prospérité de nos pays. Lorsqu'on voit les difficultés qu'ont eues les négociateurs pour savoir quel sera le statut de ces mêmes travailleurs comme citoyens à part entière, il y a parfois de quoi avoir honte de l'Europe. Je crois que si nous leur avons accordé des droits et nous réclamons dans notre résolution des droits comme citoyens à part entière, il ne faut pas faire de protectionnisme sur les autres immigrés de la Communauté. Le racisme et la xénophobie vont se focaliser maintenant vis-à-vis des Maghrébins et vis-à-vis de citoyens d'autres pays de la Communauté. Je dirais que notre conception de l'immigration doit être absolument une. Nous savons bien, que nous ne pouvons plus ouvrir nos frontières aux immigrés mais en revanche je crois que nous devons donner des droits égaux et nous devons assurer la sécurité juridique.

Dans notre résolution, nous demandons le droit de vote aux municipales pour les citoyens de la Communauté, il aurait été de notre honneur

de socialistes de demander le droit de vote pour les municipales, pour l'ensemble des migrants qui sont installés dans les pays de la Communauté.

En tant que socialistes, nous devons être solidaires de tous les migrants qui sont chez nous. Je crois que c'est notre devoir, c'est notre honneur et notre rigueur pour lutter contre le racisme et le xénophobie. Ce doit être aussi notre rigueur dans notre politique.

Chers Camarades, ceci est un appel. Nous sommes heureux que les Espagnols et les Portugais font maintenant partie de la Communauté. Notre solidarité doit être aussi pour tous les autres qui sont aussi chez nous et qui contribuent comme je l'ai dit à notre prospérité, et dont dépend notre démocratie.

Je vous remercie.



Murphy Morobe
Représentant du ANC



Je voudrais vous remercier de me permettre de vous adresser à vous tous ici réunis, quelques mots et de vous faire part de quelques réflexions. Cette intervention est particulièrement importante pour moi, car au moment où je vous parle, chacun de vous se prépare à retourner dans son parti et sa circonscription. J'espère qu'avant que nous n'arriviez à destination vous n'aurez pas oublié le message que je vous adresse. Je vous transmets les salutations du front démocratique uni et plus particulièrement de son responsable récemment élu. Je souligne que ce responsable a été élu alors que 16 de nos chefs, accusés de haute trahison, sont aux mains du gouvernement sud-africain. L'élection de ces personnes est importante, car elle montre clairement la détermination de notre peuple à poursuivre sa lutte afin de mettre un terme à l'apartheid en Afrique du Sud, et d'avoir enfin un gouvernement issu de la volonté du peuple d'Afrique du Sud.

Nous sommes conscients du fait qu'actuellement, l'Europe doit faire face à des décisions cruciales, en particulier dans le domaine des armements. Le problème qui se pose à vous ici est celui du maintien de la paix, mais en Afrique du Sud, la situation est désastreuse, désespérée. Nous voulons rétablir la paix dans notre pays. Nous voulons rétablir la paix précisément parce que nous savons qu'en ce moment, des centaines de nos compatriotes sont assassinés par un gouvernement qui a déclaré la guerre à notre peuple. L'appel du front démocratique uni, clairement précisé lors de notre premier congrès qui s'est tenu pendant le week-end de Pâques, est un appel à la Communauté internationale pour qu'elle ne devienne pas complice des meurtres et des massacres dont notre peuple est victime, pour qu'elle ne devienne pas complice du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Nous savons que des résolutions ont été adoptées lors de forums internationaux, mais la plupart du temps, lorsque chacun regagne son pays, ces résolutions sont ignorées, et l'on privilégie ses propres intérêts au détriment des intérêts du peuple opprimé d'Afrique du Sud.

Nous faisons appel à la solidarité internationale, car nous savons qu'ensemble, nous pouvons vaincre l'apartheid. Il n'a pas fallu longtemps pour comprendre que le nazisme était un mal et pour que le monde entier s'unisse pour le vaincre. Mais, en ce qui concerne l'apartheid, une question d'intérêt intervient — investissements étrangers dans le pays ; certains ont des intérêts à protéger — et il est désespérant de voir que la plupart de ceux qui se prétendent progressistes cogitent sans savoir que faire au sujet de l'apartheid.

Je pense que la réplique est donnée par notre peuple : dans les rues de Soweto, dans les rues de Utinique, où ils ont décidé de prendre eux-mêmes leur avenir en main. Je pense que la solidarité et la coopération internationales que nous pourrions obtenir, surtout de la part de groupes tels que l'Internationale Socialiste, tous les groupes socialistes du monde et toute l'humanité progressiste, contribueraient à leur succès et par conséquent à assurer que, si le gouvernement devait agir contre le front démocratique uni, si à mon retour en Afrique du Sud, je devais me retrouver en prison, j'irais en prison sachant très bien que mon œuvre aura été utile, qu'elle portera un jour ses fruits, et que quoi qu'il m'arrive, la liberté de mon peuple vient avant tout le reste.

Merci.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Felipe Gonzalez

Premier Ministre espagnol
Secrétaire général PSOE



Monsieur le Président
Chers Camarades,

Votre présence à Madrid pour la tenue du Congrès de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne, représente non seulement une bonne occasion de prendre contact directement avec la réalité espagnole, c'est également une occasion magnifique pour examiner des questions qui concernent l'avenir de la Communauté Européenne dans le cadre de l'entrée de l'Espagne et du Portugal.

Je suis sûr que les débats qui ont eu lieu autour des problèmes économiques et du rôle de l'Europe dans le monde ont servi pour qu'une fois de plus, le socialisme démocratique se soit situé à l'avant-garde des mouvements politiques européens.

De la même façon que nous avons défini dans la résolution approuvée par le Congrès l'élargissement de la Communauté, nous avons dit que ce n'est pas là seulement un acte économique, mais également et surtout un acte politique par lequel nous renforçons le poids de l'Europe et de la démocratie dans le monde et par lequel nous élargissons les possibilités de coopération de la Communauté avec le monde extérieur.

Cette nouvelle réalité apporte avec elle également une conséquence importante. La révision urgente de certaines politiques communautaires et des systèmes institutionnels pour les adapter aux besoins du présent et de l'avenir.

Cet ensemble de transformations pousse la Communauté en avant et l'oblige de faire un pas important vers l'avenir.

Dans le cadre de la Communauté élargie, je voudrais vous faire part de certaines réflexions :

I. *Communauté*

Il ne fait aucun doute que l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne présuppose pour l'Espagne un défi de modernisation que nous devrons relever tous les jours et dans tous les secteurs de l'économie et de la société, mais il n'en est pas moins sûr qu'avec l'élargissement de la Communauté, celle-ci aura la possibilité d'introduire des changements, non seulement des changements quantitatifs, mais également des changements qualitatifs.

On a entendu très souvent qu'une Communauté de douze membres ne pourra plus fonctionner avec les mêmes mécanismes internes que ceux qui avaient été conçus pour une Communauté à six. Je pense que cette réflexion est exacte, mais que personne ne croit que l'Espagne représentera un obstacle à ce saut de qualité dont la Communauté a besoin aujourd'hui pour la réforme et la transformation des institutions, pour l'approfondissement des voies et des moyens de l'intégration.

Au contraire, l'Espagne souhaite assumer dès le premier instant, un rôle tout à fait actif dans le remodelage de l'avenir, en tenant compte du fait qu'en dernière extrémité, ni le Traité de Rome, ni les Institutions de la Communauté ne sont des points d'arrivée. Ils sont des instruments dynamiques du progrès et de l'intégration croissante entre les peuples et les nations d'Europe.

Cette revitalisation de la Communauté est nécessaire pour répondre à l'esprit des fondateurs mêmes de la Communauté.

Il est indispensable de créer une ambiance et un climat de collaboration active et qu'il n'y ait plus d'opposition entre les nationalismes exacerbés.

Si nous pensons à l'histoire et à la situation que connaissaient nos pays, qui se sont quelquefois opposés, nous pensons aux différentes cultures, aux différentes caractéristiques de nos peuples, nous pouvons penser quel est le potentiel économique incroyable que représente la Communauté et qu'elle représente une véritable force politique.

L'avenir de l'Europe sera un avenir d'unité ou de décadence.

Il faut donc que nous avancions pour nous sentir forts, que nous assumions les projets de réforme comme étant possibles, que nous reprenions les possibilités de réforme des mécanismes institutionnels de la Communauté et il faut que nous fassions un certain nombre de tentatives précises, comme le projet d'Union Européenne, approuvé par le Parlement Européen, qui représente un point de départ intéressant et qui permettra aux citoyens de notre continent de revoir les objectifs de l'intégration. Nous connaissons les travaux qui ont été réalisés ou qui sont en cours de réalisation à la demande du Conseil Européen pour une réforme institutionnelle et une intégration croissante de tout ce qui est politique et économique. Nous attendons que de ces travaux en cours, sortent les décisions d'une

Conférence intergouvernementale qui aura pour objectif de définir l'avenir de la Communauté et nous manifestons notre volonté de participer activement à ce processus afin de contribuer avec l'apport que nous représentons et tous nos efforts à apporter une contribution positive à tous ces efforts.

L'intégration et la force doivent tenir compte du sens du progrès. Il ne s'agit pas de nous lancer dans une course folle, mais il faut que nous nous engagions sur un chemin ferme et constant qui nous mène à la transformation intégrale de la société en répondant au défi que l'évolution de la science et de la recherche nous pose déjà avec urgence à la veille du 21e siècle.

II. *Le défi technologique*

Je partage la réflexion faite hier par Jacques Delors. L'Europe a devant elle le risque de la décadence, si elle perd la maîtrise de la technologie. Notre européisme, devant l'avenir, doit se fonder sur la technologie qui ne doit plus évoluer en dehors du continent Européen. L'Europe sera-t-elle capable de mettre en place un système dans lequel de nouveaux facteurs de progrès qui dérivent de l'innovation technologique seront mis au service de l'ensemble de la société et pas seulement d'un certain nombre de privilégiés qui sont situés dans de grandes sociétés anonymes ou transnationales.

On peut considérer que l'Europe est en retard de dix ans sur le Japon et les Etats-Unis d'Amérique. Aucun effort, isolé, individuel ne pourra permettre de récupérer le terrain perdu.

La preuve en est dans le fait que l'Europe investit davantage dans la recherche que les deux pays cités, seulement cet effort d'investissement n'a pas permis l'amélioration de la qualité. Peut-être les investissements sont-ils mal utilisés, surtout dans la recherche. Il est important que nous fassions un effort en électronique, dans les télécommunications, en matière de transport. Il n'est pas possible que l'Europe de Galilée, de Copernic, de Newton ou de Einstein se montre en ce moment, aujourd'hui, incapable de maîtriser la révolution technologique en cours et se laisse dépasser par des forces et des élans économiques extérieurs.

De la force de l'Union Européenne dépendra sa capacité de rattraper ce retard dans l'ensemble des relations internationales. De la capacité de sacrifice dépendra la possibilité de création d'une entité européenne qui ne sera plus le satellite de personne, d'alliance et de coopération dans un monde occidental organisé et uni pour la défense d'un bien inappréciable, le bien que représente l'Europe, ce patrimoine qu'est *la liberté et la démocratie.*

III. *La projection extérieure de la Communauté Européenne*

L'approfondissement de ces deux grands principes a été et continue d'être l'un des éléments fondamentaux de la vie socialiste. Nous avons toujours été à l'avant-garde de la lutte pour la défense des Droits de

l'Homme et de la justice sociale et nous ne pouvons pas aujourd'hui, nous refermer sur nous-mêmes, à l'intérieur de nos frontières, avec l'impression de vivre dans un monde en paix en dépit des difficultés, alors que nous sommes entourés d'un monde attaqué par les conflits, l'oppression et la violence.

Nous avons un certain nombre de valeurs à défendre. Nous devons nous ouvrir à d'autres régions du monde pour y mener notre effort de solidarité afin de permettre à ces pays d'atteindre des niveaux de qualité de vie et de liberté plus élevés.

Une Europe qui continuerait à se replier sur elle-même continuerait d'être une Europe sclérosée et condamnée à l'échec.

La paix communautaire n'est pas le produit d'un certain nombre de taxations. C'est le résultat de l'histoire la plus récente et la conséquence des progrès réalisés en matière sociale, en matière de relations économiques, politiques et culturelles.

C'est la pratique du message historique de Robert Schumann : « L'Europe ne se fera pas en un seul jour, elle se fera par des réalisations concrètes, par la création tout d'abord d'une solidarité de fait ».

En dehors d'une certaine solidarité économique, la Communauté a créé une certaine solidarité politique, fondée sur la défense et l'approfondissement de la liberté, de la démocratie et du pluralisme.

C'est de là que vient la force du système de cohabitation pacifique que nous devons légitimement projeter vers l'extérieur. En tant qu'Européens, nous qui sommes restés longtemps en dehors de la Communauté, nous savons combien injustes peuvent être les principes défendus quelquefois par la Communauté. Mais au moment où nos entrons dans la Communauté nous ne voulons pas non plus oublier les autres pays qui partagent avec nous l'avenir du continent.

Nous devons être une fois de plus à l'origine de la paix, les promoteurs de la paix entre l'Est et l'Ouest. Nous ne pouvons accepter un monde bipolaire, divisé en deux blocs, en deux hégémonies. Avec nos alliés du monde occidental, nous devons promouvoir sans relâche toutes les activités nécessaires pour augmenter la confiance, pour favoriser le désarmement et pour offrir aux générations futures, un avenir libre de toute hypothèque et de toute menace de destruction massive.

Nous ne pouvons pas non plus accepter la simple levée des barrières commerciales avec des instruments de coopération obsolètes et qui ne favorisent pas la coopération.

Nous ne pouvons pas abandonner ceux qui luttent dans d'autres régions du monde pour le développement économique et pour la liberté politique.

L'Espagne qui, par sa vocation européenne même, a une dimension ibéro-américaine profonde, qui a des racines historiques, voit avec satisfac-

tion les efforts déployés par les pays d'Amérique Latine, sur la voie de l'instauration ou la consolidation de systèmes démocratiques et de coexistence politique. L'Espagne s'identifie avec le désir de coopération économique qui permettra de renforcer définitivement les démocraties naissantes.

C'est là une responsabilité que le Portugal et l'Espagne apportent à la Communauté.

Si au moment de sa création, la Communauté a pu mettre en place les mécanismes appropriés comme elle l'a fait lors du premier élargissement pour protéger et promouvoir les échanges commerciaux entre les pays membres de la Communauté et les pays d'autres régions géographiques liés à ces pays pour des raisons historiques, comment la Communauté pourrait-elle aujourd'hui être insensible au monde ibéro-américain qui est lié étroitement depuis tellement longtemps à l'Espagne et au Portugal. Comment oublier que la plupart de ces pays regardent vers nous, regardent vers l'Europe de façon permanente et continuent à la recherche d'une coopération économique, sociale et politique.

Et ces pays regardent vers l'Europe parce qu'ils savent que l'Europe n'a pas de prétention hégémonique envers eux.

Et en plus, si vous me permettez que je le dise sans vanité, parce que l'histoire récente de l'Espagne et du Portugal représente une expérience appropriée pour orienter certains processus politiques actuellement en cours en Amérique Latine.

Je voudrais vous demander également de vous pencher sur un événement qui pourrait passer inaperçu. Avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté, le monde ibéro-américain va pouvoir s'exprimer dans la même langue que la nôtre, ce langage qui va devenir une langue officielle de la Communauté Economique Européenne. Nous aurons donc un point supplémentaire en commun et nous souhaiterions dire que comme suite à la réunion de San José, nous pourrons ainsi apprendre à nous connaître mieux, à intensifier nos relations et à resserrer les liens très étroits qui nous unissent. La Communauté ne peut pas accepter une conception strictement capitaliste comme celle qui lui a permis jusqu'à présent de défendre ses sources d'approvisionnement en matières premières dans les anciennes colonies, des membres de l'Europe. Il faut faire un effort d'imagination, un effort de solidarité qui permette à ces pays de dépasser la crise économique profonde qu'ils connaissent actuellement. Nous ne pouvons pas tout simplement faire taire nos consciences en condamnant tout simplement les violations des Droits de l'Homme dans ces pays. Notre volonté d'aide doit se faire sentir avec plus de force lorsque la démocratie réinstaurée, par un processus collectif difficile et tellement fragile, ces pays nous disent qu'ils ont besoin de preuves concrètes et de gestes de solidarité. La démocratie est extrêmement difficile à défendre s'il n'y a pas une stabi-

lité économique ; et pour qu'il y ait stabilité économique, la coopération des pays plus développés est indispensable.

A côté de cette dimension ibéro-américaine, l'Espagne présente également une dimension méditerranéenne, qui, comme vous le comprendrez aisément, dépasse les frontières strictes de la Communauté et va jusqu'aux frontières méridionales de la Méditerranée, cette mer méditerranéenne qui est un élément de progrès et de civilisation, de paix et de stabilité tant sur sa rive méridionale que sur ses confins orientaux.

Et dans son propre intérêt, dans le sens le plus étroit et strict du terme, la Communauté devrait œuvrer pour faire en sorte que le bassin méditerranéen soit un monde stable et pacifique, obtenant ainsi une garantie supplémentaire de sa propre sécurité.

Dans la mesure où nous sommes capables de pousser la défense des Droits de l'Homme et de pousser le développement intégral de ses systèmes économiques, nous aurons contribué à désamorcer un foyer dangereux dans cette région et à maintenir la paix.

IV. *Le terrorisme, une menace pour l'Europe*

Comme le faisait remarquer hier Bettino Craxi, l'Europe occidentale, la Communauté Européenne représente aujourd'hui une enclave de paix et de stabilité.

Il a fallu pour ce faire, un grand effort conjoint et commun pour dépasser les vestiges de notre passé tourmenté.

La défense de la liberté, de la démocratie et du pluralisme ont été les trois principes et la meilleure méthode pour consolider un système pacifique de coexistence, dans lequel peuvent se faire entendre des adversaires politiques mais jamais les ennemis violents du système et grâce à cela, nous assistons avec douleur aujourd'hui à la menace permanente de ceux qui s'attaquent aux valeurs inhérentes de la condition humaine et qui essayent de façon fanatique de s'attaquer aux racines mêmes de notre coexistence.

Le terrorisme organisé prétend nous forcer à participer à une ère de violence. La violence ne peut être la réponse que les démocrates peuvent apporter à la provocation violente, mais nous ne pouvons pas rester non plus impassibles.

Il est indispensable de mobiliser les esprits et les peuples, de créer une solidarité qui s'oppose aux attaques froidement calculées et qui utilisent les libertés des systèmes démocratiques pour s'attaquer aux principes pacifiques.

V. *Une Europe socialement plus juste*

Cette ambition pacifique pour l'avenir ne doit pas nous faire perdre de vue d'autres problèmes du présent immédiat de la Communauté Economique Européenne et ne doit surtout pas nous faire oublier la crise écono-

mique sans précédent dans laquelle se trouve immergée la plus grande partie de l'Europe d'aujourd'hui. C'est une crise qui malheureusement bat tous les records en ce qui concerne le nombre des chômeurs.

Devant cette crise, nous socialistes, avons la responsabilité de trouver des réponses appropriées, les nôtres, comme l'a dit hier Willy Claes.

Devant les politiques structurelles qui sont certainement utiles, nous devons concentrer nos efforts, en toute première priorité, à la recherche de solutions contre le chômage qui atteint des dimensions dramatiques aujourd'hui.

Et à cet égard, nous sommes confrontés à un double défi : d'une part, la fausse solution du néo-libéralisme qui applique des ajustements sauvages sans aucune prévision à long terme et d'autre part, la tentation d'un étatisme pseudo-socialiste. Si nous évitons ces deux tentations, nous pourrons mettre en œuvre une politique réaliste et honnête qui ne trompe ni les travailleurs ni les employeurs.

Je voudrais évoquer ici l'initiative lancée en 1981 par le Président Mitterrand, initiative qu'il a répétée récemment dans son discours du 23 mai 1984 devant le Parlement Européen, à propos d'un « Espace Social Européen ».

L'Espagne qui compte à peu près un million de travailleurs établis en Europe et qui travaillent dans d'autres pays de la Communauté, devant la crise, est particulièrement sensible à la question et à la situation des travailleurs migrants et de leurs familles. C'est pourquoi je pense que la création d'un « espace social européen » est une nécessité aujourd'hui qui dérive de l'existence d'un marché commun où circulent librement les marchandises conformément aux directives communautaires.

Pourquoi dès lors ne pas instaurer un système commun, un code social de base qui règlemente la libre circulation des travailleurs dans la Communauté ?

La création de ces règles sociales et le besoin de les instaurer se fait sentir avec d'autant plus d'urgence aujourd'hui que nous voyons apparaître de nouveaux foyers de racisme et de xénophobie en Europe. Toute renaissance de foyers de discrimination raciale, sociale ou ethnique doit être combattue dès le premier instant de leur apparition par toute la famille socialiste. Nous ne pouvons pas nous permettre la moindre faiblesse, sous peine de voir s'installer à nouveau dans notre société des habitudes que l'histoire de l'Europe a provoqué et des holocaustes que nous n'oublierons jamais.

Nous ne pouvons pas consentir, nous socialistes, à ce que la crise économique générale fasse naître des idées qui prétendent jeter la faute de cette crise sur les plus défavorisés.

D'autre part, il me semble difficile que nous puissions jeter de la poudre aux yeux et que nous puissions peut-être faire illusion pour la jeunesse si nous ne sommes pas en mesure de dire aux jeunes très rapidement des possibilités d'emploi. Une politique socialiste doit apporter une solution appropriée et imaginative aux problèmes que connaissent les secteurs qui ont le plus de besoins dans la société. Le problème du chômage des jeunes est un problème qui doit nous faire réfléchir à l'avenir. Nous devons nous attaquer rapidement au mal. Nous devons sans aucun doute préparer de nouveaux programmes de formation professionnelle qui facilitent l'emploi des jeunes et qui nous permettent d'introduire des systèmes pratiques qui orientent les travailleurs vers les conséquences sociales des nouvelles technologies. Cela ne suffira pas pour surmonter la crise, mais tout projet pratique et concret qui sera réalisé, nous permettra de trouver un élément de solution.

Je pense qu'un mécanisme de concertation sociale qui tienne compte des intérêts tout particuliers des travailleurs et qui répartisse équitablement les charges du sacrifice des ajustements économiques indispensables ne peut être que bénéfique à l'ensemble de la société.

C'est ainsi que dans notre pays nous avons vu les choses et que nous essayons d'appliquer ces principes dans la pratique.

VI. *Conclusions*

On a dit dans le passé, avec insistance, que la démocratie sociale n'était possible que pour les pays froids du Nord de l'Europe, les pays scandinaves, alors que dans les pays chauds du Sud de l'Europe, il fallait rechercher des formules plus ou moins autoritaires de gouvernement ou faire appel, comme d'habitude, à des gouvernements de droite.

Heureusement, depuis quelques années, ces fausses théories se sont effondrées devant l'expérience socialiste qu'a connue le Sud de l'Europe. Les peuples du Sud de l'Europe, démocrates, latins, méditerranéens, nous ont démontré que la politique menée par nos frères du Nord pouvait donner de bons résultats chez nous également.

Il n'existe pas deux Europe, il existe un même esprit de justice et de progrès social.

On ne peut plus parler aujourd'hui de barrières géographiques qui divisent le continent européen en Nord et Sud. Le socialisme démocratique s'est imposé comme alternative à toutes les attitudes de l'Europe communautaire, et certainement comme réponse immédiate à la société, à l'incapacité de la Droite de gérer comme il fallait la crise.

Nous avons gagné déjà les peuples du Sud et nous l'avons fait par la légitimité des urnes.

Nous devons maintenant gagner la légitimité de l'efficacité sociale et la légitimité économique.

Il y a une autre idée qui circule et qui est très répandue dans les Communautés aujourd'hui : l'élargissement s'est fait pour des raisons uniquement politiques, étant donné que l'Espagne et le Portugal, dit-on toujours, va représenter une charge économique extrêmement lourde pour les autres pays membres de la Communauté.

Il est sûr qu'il existe des raisons politiques à cet élargissement, mais pas uniquement des raisons politiques. Ces raisons politiques ont influé sur les décisions de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, mais nous ne pouvons pas accepter la théorie selon laquelle ces deux pays vont représenter une charge pour la Communauté.

Bien sûr, je ne peux pas parler au nom du Portugal et c'est la raison pour laquelle je parlerai uniquement de l'Espagne. Mon pays, dès le début, veut manifester clairement sa volonté d'avancer et de progresser avec ceux qui veulent progresser et jusqu'au point final du progrès qui sera choisi. Nous ne serons pas un prétexte qui pourra être utilisé pour endormir la marche de la Communauté. Dans la mesure de nos moyens et de nos efforts, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour participer à l'intégration européenne. Et nous ne le ferons pas par caprice, nous ne le ferons pas non plus dans un esprit de volonté aveugle, nous le ferons pour répondre au sentiment majoritaire de notre peuple.

A la fin d'un long processus de négociation et de frustrations ponctuelles, notre peuple a pu démontrer qu'il maintenait intacte sa foi dans une Europe toujours plus unie. Il est bien possible que la Communauté soit bien plus populaire aujourd'hui que dans beaucoup d'autres Etats membres effectifs et actuels de la Communauté. Je tenais à exprimer cette opinion majoritaire parce que notre peuple a démontré déjà sa maturité et son instinct communautaire profond ; cet esprit communautaire nous unit. Unit tous les extrêmes démocratiques et nous permet de lancer un message d'espoir que je tiens à vous transmettre pour terminer, au nom du peuple espagnol.

Cet espoir naît dans les racines mêmes du peuple, qui sent le frisson du moment historique que nous vivons et qui participe à l'effort collectif que d'autres ont entrepris, il y a trente-cinq ans.

C'est l'espoir d'un peuple, à la fois très vieux et très jeune. Un peuple qui a récupéré dans sa conscience des idéaux de justice et de liberté, qui a fait de la démocratie, dans son sens le plus profond et le plus clair, un bien intouchable. C'est une société qui a accompli une des étapes les plus importantes de la transition et qui a acquis, par la même une nouvelle force pour poursuivre son chemin.

Cet espoir, cet enthousiasme des Espagnols doit permettre, à l'occasion de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté, que nous puissions créer une nouvelle réalité, ce qu'une grande figure socialiste,

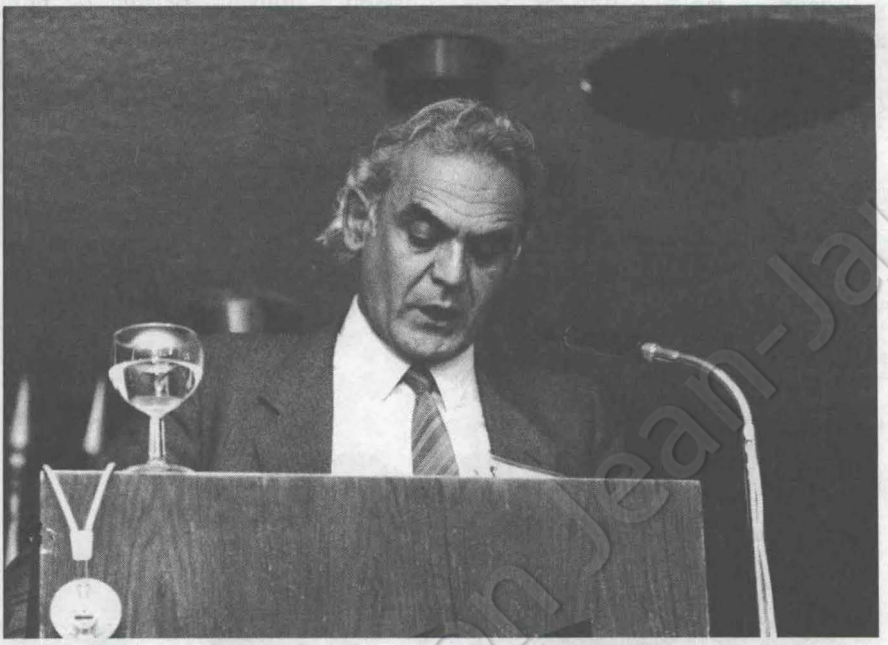
Paul-Henri Spaak a dit le 25 mars 1957 à Rome : « C'est une manifestation illuminante de la richesse et de la civilisation, avec un passé rempli de grandeurs, à laquelle une prise de conscience nouvelle permet de faire apparaître une nouvelle jeunesse pleine d'espérance et d'avenir.

Je vous remercie beaucoup Monsieur le Président, je vous remercie, Camarades, de votre attention.



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Résumé des interventions suivantes:



Akis Tsohatzopoulos, membre du Bureau exécutif du PASOK, transmet à l'UPSCE, les salutations du parti socialiste grec et de son président Andreas Papandreou.

Il explique que le gouvernement socialiste grec a dû affronter de très grands problèmes économiques : la situation économique était caractérisée par un déficit de l'ordre de 17 % du PNB, par une inflation de 25 % et par une stagnation du produit national et par l'endettement de multiples grandes compagnies du secteur privé. Ces problèmes n'étaient pas seulement de nature conjoncturelle et les socialistes grecs ont dû se fixer comme objectif la modernisation des structures économiques et sociales, ainsi que la réalisation de la révolution technologique. Il fallait en outre consolider la démocratisation de la société grecque.

Aujourd'hui le gouvernement grec a réussi à porter le taux d'inflation à 18 %, à limiter de façon substantielle le déficit public et à mettre sous contrôle la dette extérieure, sans être obligé d'introduire les mesures habituelles d'une politique monétariste qui a les conséquences sur le plan social que l'on connaît. Tsohatzopoulos souligne le rôle des partis socialistes dans la construction de l'Europe :

« Les socialistes sont d'avis que cette Europe doit être autre chose qu'une zone de libre échange et qu'un développement à deux vitesses n'est pas acceptable ; le convergence des économies de tous les pays membres, la cohésion interne et l'homogénéité de la Communauté sont des facteurs indispensables au développement européen qui, à cause de la compétition internationale surtout dans le domaine de la nouvelle technologie, doit être dynamique et intense ».

*



Valdo Spini souligne que la CE ne peut pas être uniquement un grand marché, mais qu'elle doit développer aussi des politiques sociales et économiques efficaces, axées sur la lutte contre le chômage. Dans ce contexte, il rend hommage à Ezio Tarantelli, jeune économiste italien, conseiller de Craxi et assassiné par les Brigades Rouges. Taratelli avait proposé que la CEE crée un Fonds d'Investissements en Ecu, auquel chaque pays membre contribuerait pour un montant égal à 1 % de son PNB.

Au niveau communautaire, cette contribution devrait être convertie en Ecus, chaque pays recevant du Fonds un financement proportionnel à son taux de chômage. Le fait que ce financement s'effectuerait en Ecus éliminerait, par conséquent, tout risque d'augmentation de l'inflation ou de taux de change défavorables, résultant de l'accroissement de la demande. Nous pourrions provoquer une augmentation du revenu national proportionnellement supérieure à l'accroissement des investissements et obtenir une diminution effective du chômage.

En d'autres termes, il est nécessaire que les Socialistes européens fassent une proposition concrète commune sur la lutte contre le chômage qui constituerait la base d'une discussion avec la CSE, Confédération des Syndicats européens.

Une initiative européenne commune contre le chômage comporte des implications politiques de caractère plus général. Nous pouvons, de cette façon, développer le rôle de l'Ecu qui ne représente actuellement qu'une unité monétaire et qui deviendra progressivement une monnaie réelle, marquant également une avancée vers la Communauté européenne dotée d'une politique économique commune.

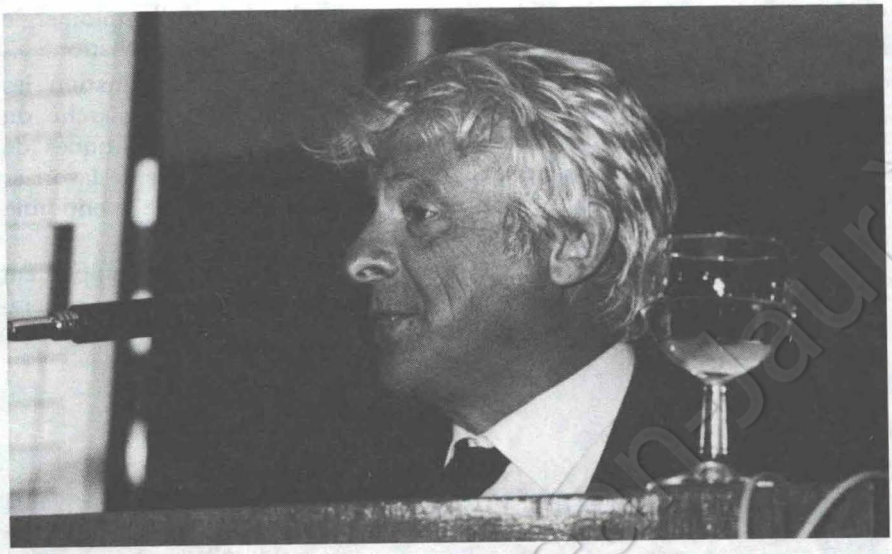
Les socialistes européens ne doivent pas hésiter à favoriser la développement de pouvoirs supranationaux européens. Au contraire, les institutions européennes et la politique européenne sont indispensables pour que l'Europe soit celle des travailleurs et des citoyens et non celle des marchands et des monopoles.

*



Henri Saby exprime, au nom de la délégation française, sa satisfaction sur l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. Il souhaite que l'Europe des Douze, au-delà de la coopération économique, prenne toute sa place sur l'échiquier mondial, et pose la question si la Communauté, avec ses ressources actuelles, peut faire face aux nouvelles politiques nécessaires en Europe, faire face à la mutation technologique, à la création de produits nouveaux, pour être présente sur le marché mondial.

Saby déclare que, dans la politique agricole des Douze, il faut préserver et développer le contenu social et écologique de l'agriculture européenne : la petite et moyenne agriculture a un rôle déterminant à jouer pour protéger l'environnement naturel et sauvage. Il souligne enfin qu'il n'y aura pas de véritable maîtrise de l'économie, de tous les projets et programmes pour de nouvelles industries et de nouveaux produits, si l'on ne tend pas rapidement vers l'Unité de Compte européenne comme monnaie de réserve.



Francesco Forte déclare que les socialistes doivent considérer la coordination des politiques économiques comme un point d'importance cruciale, de sorte que les actions d'un pays puissent renforcer la politique d'expansion des autres. Il signale que les instruments pour mettre en œuvre une telle politique existent bel et bien, notamment une décision du Conseil de février 1974, basée sur les articles 103 et 145 du traité de Rome et permettant l'instauration de mécanisme de coordination et de planification européens, c'est-à-dire dans les domaines suivants :

— politique économique à court terme
— politiques budgétaires annuelles des États membres
— planification économique européenne à moyen terme tenant compte des dégradations intervenues dans les domaines sectoriel, régional et social
— planification régionale européenne (périodiquement réexaminée) tenant compte des disparités régionales.

M. Forte ajoute :

„seule la partie conjoncturelle de ce mécanisme trouve actuellement une application néanmoins partielle, dans le cadre d'un rapport économique annuel de la Commission approuvé par le Conseil. Outre la description et l'examen des faits et des chiffres en matière de prévisions, ce „rapport" contient des „orientations" qui ne sont pas tout à fait des „recommandations" et ce document n'a, dès lors, pas encore atteint le stade d'une "planification européenne indicative".

Le rapport économique européen 1984-1985 trace, en 16 points, une politique d'expansion économique — dans un cadre de stabilité monétaire

et de convergence — visant à encourager simultanément l'emploi et le progrès technologique, qui ne peut que recueillir une large approbation.

Bien que le rapport examine avec perspicacité et détermination les problèmes délicats et cruciaux que posent la flexibilité du marché du travail, la réforme des structures salariales, la réforme des politiques de recrutement et la formation professionnelle dans la perspective de favoriser l'accélération de la croissance sans reprise de l'inflation, il ne mentionne pas la proposition d'un « dialogue social européen ».

Il nous faut cependant rester unis. C'est aux socialistes qu'il appartient maintenant de redonner sa jeunesse à l'Europe. L'Europe des jeunes générations doit être d'inspiration socialiste.

*



Beate Weber plaide en faveur d'un développement économique dont la dimension écologique est une composante essentielle. A une époque où

la CE compte 13 millions de chômeurs, il témoignerait d'une attitude irresponsable de mobiliser des moyens pour éliminer les conséquences de la pollution, si l'on sait que des politiques de prévention sont considérablement moins chères. Chaque année 3 à 5 % du PNB sont détruits à cause de la pollution et des sommes énormes sont dépensées pour remédier à des problèmes de santé qui trouvent leur origine dans les lieux de travail. En améliorant les conditions de travail et de vie des travailleurs et de la population, on stimule un développement économique qui s'appuie sur des innovations technologiques, qui crée des emplois hautement qualifiés et qui renforce la capacité concurrentielle de l'Europe.

*



Jean-Paul BACHY rend hommage au travail accompli par la commission Politique Économique de l'Union, présidée par Willy Claes. Ce travail a permis d'étendre de manière significative les bases d'un programme économique commun des partis UPSCE, notamment en ce qui concerne la lutte contre le chômage : face au pseudo-modèle Reagan et à la loi de la jungle ultralibérale, il existe maintenant de profondes convergences entre les partis socialistes et sociaux-démocrates pour proposer des solutions face à la crise.

Estimant que les propositions faites dans le cadre de l'Union ne sont pas connues des travailleurs des pays membres, Bachy propose d'organiser une conférence européenne des travailleurs socialistes, visant à populariser

les propositions de l'Union dans les domaines économiques et sociaux face au chômage : pendant deux ou trois jours, plusieurs centaines de militants venant des entreprises et appartenant aux différents partis de l'Union travailleraient ensemble sur les questions les plus concrètes qui se posent à eux. Une telle conférence serait un formidable facteur de mobilisation. Pourtant, il ne faut pas se dissimuler la difficulté d'une telle initiative, car si certains partis ont dans les entreprises des groupes politiques organisés en tant que tels, d'autres confient au seul syndicalisme le soin d'assurer la présence socialiste sur les lieux de travail. Bachy termine en lançant un appel en faveur de la mobilisation :

« Camarades, j'ai écouté attentivement ce que nous a dit tout à l'heure le Président de la Confédération européenne des Syndicats. Il nous a clairement mis en garde, il existe face à la crise une réponse claire de la part de la Droite. Elle s'appelle la dérégulation sociale, l'affaiblissement syndical, la marginalisation des faibles, l'accroissement des inégalités, le chômage massif, l'aggression contre les valeurs collectives du monde du travail.

Ce défi par son ampleur vaut bien la peine d'être relevé. Les syndicats seuls n'y suffiront pas. Notre camarade Georges Debunne nous l'a dit tout à l'heure. Quelques experts de l'Union des partis non plus. Mobilisons donc nos militants.

Invitons-les à travailler ensemble et donnons-nous comme objectif la réunion de cette Conférence européenne des travailleurs socialistes qui peut être l'un des objectifs concrets sur lesquels notre Congrès pourrait déboucher.

C'est une initiative difficile, mais c'est je crois une initiative indispensable dans la période.

Créons donc dès aujourd'hui les conditions de sa réussite. »

*



Mario Dido déclare qu'à l'heure actuelle le premier objectif des socialistes doit être la construction de l'Europe comme étant un passage de la

Communauté actuelle à une Union réelle dotée d'institutions qui exercent un pouvoir supra-national, même si cela est complémentaire et secondaire par rapport aux pouvoirs nationaux. Il faut une volonté politique efficace d'où le besoin de créer des instruments réellement communautaires par le truchement de la construction de l'Union européenne. Construction de l'Europe unie dotée d'une monnaie propre, d'une politique propre de sécurité et de défense sont des aspects d'une stragégie socialiste. Il faudra aussi compléter la démocratie politique par une démocratie économique et industrielle face à des processus gigantesques de restructuration et de reconversion de la production, induits tant par la révolution technologique que par la nouvelle division internationale du travail.

*

Robert Antretter dénonce l'organisation anachronique des systèmes de communication et de trafic dans la CE et souligne qu'une lutte efficace contre la pollution ne peut être qu'européenne.

*



Ivanka Corti plaide pour que sur trois fronts — reconsidération des Droits de l'Homme, recherche de critères uniformes dans les échanges et pour la coopération avec le Tiers Monde, redéfinition de la portée sociale des Droits de l'Homme dans la société technologiquement avancée, les sociaux-démocrates et les socialistes se battent pour récupérer ce qui — dans le passé commun européen — doit être sauvé et pour redéfinir de

nouveaux moyens pour assurer, dans le proche avenir, la sauvegarde des Droits de l'Homme.

La CEE a mis au point toute une série d'accords, de facilités, de conventions comme celle de Lomé — exemplaire en son genre — avec les pays ACP qui ont pourtant très souvent mis en évidence la difficulté de coopération entre des pays où les réalités économico-sociales et politiques sont très différentes, en particulier dans le secteur fondamental de l'interprétation, de la codification et du respect des droits de l'homme. Au dernier renouvellement de la Convention de Lomé II — en décembre dernier — on a reconnu la nécessité de mentionner explicitement les droits de l'homme : le texte souligne en effet qu'un des objectifs de la coopération est le libre développement de la personne et de ses capacités dans le plein respect de sa dignité. Certes, c'est là un progrès, mais qui reste encore insuffisant.

*

Edmundo Pedro déclare que le problème de la sécurité et de la défense européennes ne se trouve pas dans l'accumulation d'armes stratégiques, d'armes atomiques sur le sol européen. La Communauté européenne ne peut avoir une politique d'expansion, l'Europe est une zone de paix. Aujourd'hui, les communistes portugais ne veulent pas de l'Europe. Ils sont contre l'Europe, parce qu'ils ne veulent pas que la CE participe à une stratégie contre l'Union Soviétique. En ce sens, il est important que l'Europe et les peuples d'Europe qui ont véritablement un esprit européen impriment une certaine volonté à la défense européenne. Il n'y a pas de défense sans volonté de se défendre.

*



Didier Motchane rappelle que la Communauté n'est qu'une moitié d'Europe. Qu'est-ce qu'une communauté qui accepte comme une chose

allant de soi de laisser à d'autres le soin de décider de ce qu'il y a de plus vital au monde, de la question de la vie, comme de la mort, de la question de la sécurité, la question de ce par quoi on peut être amené à se battre. Les socialistes européens ressentent fortement ce vide qui, s'il se perpétuait, serait véritablement une impossibilité d'existence. Les mouvements de masse complexes, confus, contradictoires, qu'on appelle improprement « pacifistes » — improprement, car il y a là beaucoup d'hommes et de femmes qui ne sont pas pacifiques — expriment surtout l'exigence de cesser d'être l'objet de l'histoire, l'objet de l'histoire des autres.

Les socialistes ont raison d'être attentifs à eux, de les comprendre même s'il arrive que les socialistes ne soient pas d'accord avec telle ou telle proposition. Ce phénomène montre que les socialistes ont une grande tâche à remplir et qu'à la vérité, ils ne l'ont qu'à peine commencée.

Il y a une contradiction qu'il faut énoncer clairement. L'Alliance Atlantique, si l'on se reporte au texte de 1947, était une alliance régionale comportant des obligations bien délimitées, mais dans l'évolution que l'Alliance a subie, elle est devenue quelque chose de tout à fait contradictoire avec l'existence d'une Europe.

L'évolution de l'Alliance a été : de plus en plus d'inégalités, de plus en plus de dépendance des partenaires européens à l'égard des États-Unis, parallèlement à une garantie de plus en plus affaiblie et de plus en plus vulnérable de la sécurité.

Là se trouve en fait le problème. L'Europe ne se définira pas négativement. Et l'Europe, si elle ne se définit pas par rapport à ses alliés, continuera à n'être que le regret de son inexistence.

Coll. Fondation Jean Jaurès



Délégation du Congrès reçue par le Roi d'Espagne

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Editeur responsable: Mauro Giallombardo
Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne
97-113 rue Belliard, 1040 Bruxelles
Tél.: 02/234 29 76-80
Télex: 62 184 EURSOC B

Impression: éditpress luxembourg

Coll. Fondation Jean-Jaurès